



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Opuscolo ANSA di Roma del 19-10-73

ansa 151/3 - su statuto stagionali in svizzera -

ginevra, 19 ott (ansa) - la revisione dello statuto degli stagionali in svizzera attraverso una sua graduale soppressione, e' stata sostenuta dallo ufficio di losanna per gli immigrati, recentemente creato nel capoluogo del vaud per favorire la reciproca comprensione fra stranieri e popolazione svizzera.

nel corso di un dibattito, a cui hanno preso parte rappresentanti di istituzioni pubbliche e private svizzere nonche' di associazioni di stranieri, e' infatti emerso che sempre piu' numerose sono le voci a sostegno di una attenuazione dello statuto degli stagionali. per poter giungere poi gradualmente alla sua soppressione. secondo le statistiche citate nel corso del dibattito, risulta che dal 1969 al 1972, il numero dei lavoratori con permesso annuo e' diminuito in svizzera da 433 mila a 355 mila, mentre quello degli stagionali e' notevolmente aumentato, passando nello stesso periodo di tempo da 149 mila a 197 mila.

questo incremento favorisce - secondo l'ufficio di losanna per gli immigrati - la recrudescenza dei casi di operai clandestini, di donne in soggiorno illegale e di bambini che non seguono le scuole. non indifferente e' infatti il numero di operai stagionali che si fanno raggiungere dalle rispettive famiglie, nonostante le disposizioni federali che vietano a questa categoria di lavoratori il ricongiungimento familiare anche se essi trascorrono buona parte dell'anno in svizzera.

tos 1911



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agence "Europe" di Bruxelles del 19-X-73

APRES UN LONG DEBAT, LE PARLEMENT A REPORTE SA PRISE DE POSITION SUR LA "PROTECTION DES TRAVAILLEURS" EN CAS DE FUSION DES SOCIETES ANONYMES

LUXEMBOURG (EU), jeudi 18 octobre 1973 - Le Parlement Européen a examiné hier la proposition modifiée de la Commission au Conseil, relative à une troisième directive tendant à coordonner les garanties qui sont exigées dans les Etats membres des sociétés, afin de protéger les intérêts des associés et des tiers en ce qui concerne les fusions des sociétés anonymes (il s'agit bien, ici, de fusions à l'intérieur d'un seul pays), sur la base du rapport présenté par M. Héger au nom de la Commission juridique.

Le rapporteur, tout en se félicitant des adaptations mineures portées par la Commission à son propre texte, suite au débat au sein du Parlement en décembre 1972, suggère de compléter, en le précisant, le texte de l'article concernant les cas de fusion de nature à porter préjudice aux intérêts des travailleurs. Le texte de la Commission propose que dans ce cas les organes chargés de l'administration engagent, avant la délibération de l'Assemblée générale, des négociations avec les représentants des travailleurs en vue d'arriver à un accord. Si l'accord n'intervient pas chacune des deux parties peut demander la médiation de l'autorité publique. C'est ici qu'intervient la proposition de modification de la Commission juridique, qui voudrait qu'on complète ce texte en décidant que si la médiation n'aboutit pas à un accord le projet de fusion ne puisse être exécuté.

Mais la Commission des Affaires sociales et du travail a demandé une rédaction différente de ce même article en suggérant que la fusion ne soit possible que "si les négociations sur le plan social se sont conclues avec succès". Alors que M. Bertrand, président de la Commission sociale a défendu sa position M. Héger estime que cette nouvelle rédaction poserait un préalable nouveau, risquant de freiner la fusion et donnant une sorte de droit de veto à l'une des parties. Quant à M. Brewis, il a suggéré que dans certains cas il est nécessaire de tenir compte, non seulement des intérêts des travailleurs mais aussi de l'intérêt public : c'est par exemple le cas d'un pays qui doit procéder à certaines fusions afin d'améliorer sa compétitivité au niveau international. La fusion devrait être possible dans cette situation, et les travailleurs pourraient recevoir une compensation suite aux préjudices subis.

Pour M. Gundelach, prenant la parole au nom de la Commission Européenne le but de la directive est de faciliter la recherche d'une solution, et c'est pour cette raison qu'il estime que la Commission sociale du P.E. va trop loin, en suggérant une sorte de droit de veto qui aboutirait à rendre la médiation plus difficile ou même impossible.

Pendant le débat dans la soirée, de nouvelles propositions sont même venues s'ajouter à celles des deux commissions compétentes, M. Brugger suggérant notamment que l'on crée une sorte de "cour arbitrale" formée par trois personnes, une choisie par les patrons, une par les travailleurs et une par le tribunal, dans le souci d'assurer le nécessaire équilibre entre capital et travail. M. Brugger estime en outre que tout l'ensemble de la troisième directive devrait être un jour modifié afin d'être rendu plus fonctionnel.

L'idée de M. Brugger n'a pas déplu à M. Héger, qui estime cependant que cette procédure d'arbitrage devrait pouvoir être appliquée dans le cadre de propositions globales couvrant tout le droit des sociétés, et non pas de manière isolée. M. D'Angelosante, au contraire, ne suit pas M. Brugger dans sa proposition et déplore que l'on fasse tellement de difficultés lorsqu'il s'agit de protéger les travailleurs.

C'est finalement le Président de la Commission juridique, M. Schuijt, qui a suggéré que cette question soit renvoyée aux deux Commissions, qui se réuniraient ensemble, éventuellement en présence de M. Gundelach lui-même, et le Parlement a accepté cette solution avec l'accord de M. Héger, (qui, toute-fois, visiblement inquiet du sort de sa résolution, a exhorté à un travail rapide sur ce point, afin que cette question ne traîne plus - cela fait deux ans que le Parlement doit se prononcer là-dessus - dans les Commissions parlementaires).



1

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agence "Europe" di Bruxelles del 19-X-73

AU PARLEMENT EUROPEEN, M. THOMSON DEFEND LES PROPOSITIONS DE POLITIQUE REGIONALE CONTRE DEUX CRITIQUES : DE NEGLIGER LE FACTEUR HUMAIN ET DE CONDUIRE A UNE DISPERSION DES EFFORTS

STRASBOURG (EU), jeudi 18 octobre 1973 - Trois jours après la discussion du Conseil sur les propositions de la Commission en matière de politique régionale, notamment en ce qui concerne le Fonds de développement régional, le Parlement Européen s'est lancé, aujourd'hui, dans une discussion passionnée du problème, discussion qui a d'ailleurs fait ressortir les mêmes préoccupations - et aussi les mêmes critiques - à l'égard des propositions de la Commission, qui avaient déjà été mises en relief par certains Ministres, lors de la discussion de lundi dernier à Luxembourg.

L'immense intérêt attaché par les Parlementaires au problème de la politique régionale, a été souligné par le nombre important de propositions d'amendements (34 au total) qui ont été présentées sur le rapport de M. Delmotte (résumé par EUROPE le 12 octobre) et les textes de la Commission dont traite ce rapport, à savoir les propositions actuellement à l'examen du Conseil concernant la création du Fonds européen de développement régional, le règlement financier relatif à ce Fonds, et la proposition visant la création d'un Comité de politique régionale.

Le grand nombre des amendements et les difficultés matérielles d'un débat avec vote sur chacun de ces amendements avaient d'ailleurs provoqué, dans la matinée, un débat de procédure au cours duquel M. Vals, au nom du groupe socialiste, avait demandé le renvoi pur et simple du débat sur la politique régionale. M. Thomson, au nom de la Commission a déclaré qu'il préférerait rentrer à Bruxelles avec une solution dûment votée, mais en fin de compte, il a été décidé de discuter aujourd'hui et de renvoyer le vote sur la résolution et les amendements à une session ultérieure.

En résumé, on peut dire que les amendements traduisent grosso modo les préoccupations suivantes :

- les propositions de règlement de la Commission devraient faire ressortir plus clairement les degrés de gravité des déséquilibres régionaux, et aussi la plus ou moins grande capacité des pays membres concernés de faire face à ces problèmes ;
- des objectifs communautaires de politique régionale devraient être élaborés progressivement ;
- il faudrait tenir compte plus particulièrement des problèmes spécifiques de développement régional dans les régions frontalières ;
- la question des régions congestionnées ;
- certaines propositions d'amendements abordent enfin très franchement le problème des chiffres et pourcentages.

Sans vouloir entrer aujourd'hui dans le détail du débat (sur lequel nous reviendrons plus largement dans notre Bulletin de demain), bornons-nous à souligner deux points essentiels de l'intervention de M. Thomson qui répondent aux préoccupations principales du rapporteur M. Delmotte et de bon nombre de Parlementaires :

o/



2

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

a) lorsque M. Delmotte parle de la nécessité d'interpréter le terme d'infrastructure de la manière la plus large possible afin de lui donner une dimension humaine, apte à modifier les mentalités des populations qui découragent les investisseurs potentiels de s'implanter dans certaines régions, M. Thomson répond que la Commission attache la plus grande importance à ce facteur humain, car pour créer les conditions de nouveaux emplois il faut former les jeunes. A cet égard, la Commission a d'ailleurs un énorme travail intérieur de coordination à faire entre les différents organismes qui s'occupent de ce problème, en dehors même du Fonds régional, à savoir le Fonds Social, la Section Orientation du FEOGA, le Fonds de réadaptation de la CECA. La Commission n'entend donc point se confiner dans le seul domaine économique lorsqu'elle parle de la création d'infrastructures, mais il fallait bien commencer par quelque chose.

b) quant à l'objection que la réglementation prévue pour le Fonds et notamment à la carte des régions éligibles que M. Delmotte trouve trop généreuse, M. Thomson s'est efforcé de démontrer qu'une liste des régions plus sélectives n'aurait certainement pas contribué à souligner l'Unité communautaire. Les critères retenus par la Commission lui ont été imposés par le Sommet de Paris. Ils ont nécessairement un caractère statistique qui ne reflète pas toutes les nuances dans les déséquilibres régionaux, mais la Commission entend précisément leur donner une application souple. Il est même expressément prévu que des taux particulièrement élevés pour l'intervention communautaire peuvent être appliqués aux points noirs de la Communauté. Le cas de l'Irlande, a ajouté M. Thomson est un cas tout-à-fait spécial dans la Communauté puisque aucune région industrialisée n'existe dans ce pays qui puisse prendre en charge les régions les plus défavorisées. La Commission est cependant consciente de l'importance du protocole qui traite de ce problème dans le cadre des traités d'adhésion.

En somme, a conclut M. Thomson, la Commission de la Communauté élargie est quand même arrivée à proposer en matière de politique régionale des interventions vingt fois supérieures à celles prévues par la Commission ancienne. Ce progrès ne pouvait être réalisé que sur la base d'un large accord politique, car il s'agit en fin de compte de créer pour la Communauté une énorme charge financière, sans que le corps électoral des Etats membres ait eu son mot à dire.

Comme nous l'avons souligné, le débat, qui était toujours en cours à une heure tardive, a montré tout l'intérêt que les parlementaires portent à cette question. Il faut ajouter que pour pouvoir participer à ce débat les Parlementaires britanniques ont dû faire des allées-venues à Londres où ils avaient été rappelés pour participer à un vote.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Agence "Europe" di Bruxelles del 19-X-73

LES PARTENAIRES SOCIAUX (EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS) APPUIENT DANS L'ENSEMBLE LE PROJET DE "PROGRAMME SOCIAL" DE LA C.E.E., EN FORMULANT TOUTEFOIS UN CERTAIN NOMBRE DE REMARQUES

BRUXELLES (EU), jeudi 18 octobre 1973 - Comme annoncé les partenaires sociaux ont rencontré hier M. Hillery, vice-président de la Commission Européenne chargé de la politique sociale, pour discuter le projet du programme d'action sociale, élaboré par la Commission. Aussi bien le patronat que les syndicats sont exprimés de manière favorable vis-à-vis de l'ensemble du projet, quoique le patronat estime que la Commission devrait souligner davantage l'importance de la croissance économique pour le progrès social. De son côté, la délégation syndicale a déploré l'absence dans le projet de moyens visant à contrôler mieux l'inflation, sinon à stabiliser le pouvoir d'achat des travailleurs. Selon la CGT/CGIL cela pourrait se faire éventuellement par une indexation des salaires au coût de la vie.

Pour ce qui concerne l'Institut Européen Syndical, la Commission a fait savoir au patronat que la Commission est prête à apporter son aide à la création d'un tel institut par les syndicats, sans le créer elle-même. Le patronat estime, en outre, que le projet de proposition de la Commission visant à règlementer le travail intérimaire est beaucoup trop rigide et que le maintien des droits acquis doit être limité aux cas de fusion et de concentration d'entreprises. Enfin, les organisations patronales ont demandé la création de bureaux régionaux de l'emploi, et l'extension des aides du Fonds Social Européen aux indépendants touchés par des changements d'ordre structurel.

Concernant les huit actions prioritaires approuvées par la Commission la semaine passée (voir EUROPE du 12 octobre) la délégation syndicale, a demandé à la Commission ses intentions vis-à-vis des travailleurs migrants et des handicapés. La Commission a en effet, inscrit parmi les actions prioritaires l'extension du champ d'application de l'article 4 du FSE aux travailleurs migrants. Les syndicats ne semblent pas tellement convaincus de cette nécessité, mais estiment par contre que la Commission devrait élaborer un plan d'ensemble pour résoudre les problèmes ayant trait à ces deux catégories.

De son côté, la Confédération Mondiale du Travail (CMT) est de l'avis que les huit priorités proposées par la Commission n'ont pas été choisies en fonction de l'importance des problèmes, mais plutôt en fonction des possibilités de la Commission. Elle voudrait que la Commission inscrive les propositions suivantes parmi les priorités : création d'emplois dans les régions sous-développées, chômage des jeunes et élaboration d'un programme d'action concernant les conditions de travail. La CMT a aussi demandé que la Commission précise ses propositions sur la participation et la démocratisation au sein de l'entreprise (création de comités paritaires et droits syndicaux des travailleurs). Finalement, la CMT a souhaité, comme les autres syndicats d'ailleurs que le Comité Permanent de l'Emploi soit réorganisé et reprenne ses activités.

La prochaine consultation de partenaires sociaux sera organisée par la Commission vers la fin du mois d'octobre ou au début novembre. Mais auparavant elle les rencontrera encore une fois pour discuter d'une directive sur l'égalité des salaires des femmes et des hommes, prévue par l'article 119 du Traité CEE. Cette directive permettrait à toute femme qui se croit lésée dans ses droits, d'aller devant la justice nationale pour défendre ses intérêts.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia ITALIA di Rome del 19-10-73

TAVOLA ROTONDA SU TUTELA LAVORATORI IN ITALIA E GERMANIA
ROMA 19/10 (AGENZIA ITALIA) - UNA TAVOLA ROTONDA ITALO-GERMANICA
SUL TEMA "LA DIFESA DEI LAVORATORI NEI POSTI DI LAVORO IN ITALIA E
IN GERMANIA", SI E' SVOLTA OGGI NEI LOCALI DELLA FONDAZIONE EURO-
PEA DRAGAN PER INIZIATIVA DELL'ISTITUTO EUROPEO PER L'UNIFICAZIONE
DEL DIRITTO DEL LAVORO. LA TAVOLA ROTONDA E' STATA PRESIEDUTA DAL
PROF. RICCARDO MONACO. IL SIG. ROBERSON, DIRETTORE DELLA COMMISS-
SIONE PER I DIRITTI DELL'UOMO DEL CONSIGLIO DI EUROPA HA SVOLTO UNA
PROLUSIONE SUL TEMA: "IL CONSIGLIO D'EUROPA E I DIRITTI DELL'UOMO",
CON PARTICOLARE RIGUARDO AL PROBLEMA DEI LAVORATORI EMIGRANTI. "LA
DIFESA DEI LAVORATORI NEI POSTI DI LAVORO IN GERMANIA" E' STATA AM-
PLIAMENTE TRATTATA DAL PROF. DAUBLER DOCENTE DEL DIRITTO DEL LAVORO
DELL'UNIVERSITA' DI BREMA CHE HA ILLUSTRATO LE LEGGI E I REGOLAMENTI
CHE REGOLANO LA MATERIA AFFRONTANDO I PROBLEMI INERENTI LA TUTELA
FISICA E PSICHICA DEI LAVORATORI. LA TAVOLA ROTONDA E' PROSEGUITA
CON UNA TRATTAZIONE DELLA PROF. SSA LUISA RIVA SANSEVIRINO DOCENTE
DEL DIRITTO DEL LAVORO DELL'UNIVERSITA' DI MILANO SUL TEMA "LA
TUTELA DEI LAVORATORI SUI POSTI DI LAVORO IN ITALIA". LA RELATRI-
CE HA ESAMINATO LA POSIZIONE DEI LAVORATORI ALLA LUCE DELLE NORME
COSTITUZIONALI E DEL RECENTE STATUTO DEI DIRITTI DEI LAVORATORI,
ILLUSTRANDO LA TUTELA DELLA SALUTE E DELL'INTEGRITA' FISICA NON-
CHE' DI QUELLA DELLA PERSONALITA' MORALE. AL TERMINE DEI LAVORI,
DOPO NUMEROSI INTERVENTI DI DOCENTI ED OPERATORI DEL MONDO DEL
DIRITTO DEL LAVORO, IL PRESIDENTE DELL'ISTITUTO, PROF. BALZARINI,
HA RIVOLTO UN SALUTO ED UN RINGRAZIAMENTO AI PARTECIPANTI ED ALLE
NUMEROSE ADESIONI PERVENUTE.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Unità* di *Roma* del *19-X-73*

SVIZZERA

Precise richieste per gli stagionali

L'abolizione della visita alla frontiera e della « carta libera »; la garanzia di un alloggio civile a basso prezzo e dell'assistenza mutualistica e previdenziale

Costretto alle corde dagli emigrati e dalle forze organizzate più coerentemente vicine alla problematica dell'emigrazione, il governo italiano ha assunto in Parlamento precisi impegni, per certi aspetti inediti, contro le recenti misure unilaterali del Consiglio federale elvetico, misure che di fatto istituiscono un discutibile contingentamento degli stagionali nel quadro di una limitazione del numero degli stranieri in Svizzera. Tuttavia solo in parte condividiamo le dichiarazioni del sottosegretario on. Granelli che denunciano una lampante violazione dello spirito dell'accordo italo-svizzero del giugno dello scorso anno. Le nostre riserve hanno una loro validità nel fatto che il governo italiano non vuole riconoscere i gravi limiti di un accordo che accettava il principio di una irrazionale contrapposizione all'interno delle varie categorie dei « veri » e « falsi » stagionali. Questo cedimento apriva di conseguenza un largo spazio nel quale era facile per la controparte costruire una trappola che consenta alla Svizzera di ritardare o perfino rendere impossibile la trasformazione degli stagionali in annuali.

Oltre 100 mila cosiddetti stagionali italiani — già considerati gli emigrati peggio discriminati d'Europa — sono stati spinti in una posizione paradossale e foriera di gravi implicazioni politiche, sociali ed umane. Di fronte a questa realtà le dichiarazioni di principio non bastano più e il richiamarsi alla solidarietà di organismi della CEE non può che apparire puro velleita-

rismo. In verità, i veri protagonisti di questa poco edificante vicenda — cioè i lavoratori stagionali — sono frastornati da questi giochi di parole e sono giustamente esasperati per una situazione che sopportano da decenni senza essere coinvolti in un discorso alternativo valido, con soluzioni intermedie, immediate e di prospettiva.

In sostanza, i lavoratori chiedono al governo italiano di dare nome e cognome ad alcune rivendicazioni di base che possono essere risolte, in quanto su di esse già convergono le posizioni delle forze politiche, sindacali e associative che contano nel contesto della realtà socio-politica dei due Paesi. Quali siano questi problemi lo sappiamo ormai tutti e crediamo non manchi una documentazione in proposito neppure nei meandri dei ministeri italiani competenti. Ciò che mancò ai precedenti governi democristiani era la volontà politica, i lavoratori stagionali non desiderano certamente che anche questo governo di centro-sinistra riconfermi una prassi deleteria e in contrasto con la stessa dichiarazione programmatica dell'on. Rumor e soprattutto con le loro aspettative.

Si pongano sul tavolo delle trattative le questioni che possono essere risolte ora e non domani. Sono questioni che incidono sulla condizione dello stagionale fin dal giorno in cui egli è costretto a varcare la frontiera, prendendo contatto con il problema di ambientamento, e che incidono sulla sua vita quotidiana: l'abolizione della visita al confine e la garanzia di un alloggio (con un costo d'affitto adeguato e il rigido rispetto delle norme che vietano la promiscuità e delle più elementari regole del vivere civile); la garanzia dell'assistenza mutualistica e previdenziale senza alcuna discriminazione; l'abolizione della famigerata « carta libera » (senza la quale lo

stagionale non può cambiare posto di lavoro) per liberare il lavoratore da un fardello che lo obbliga in una posizione di inferiorità rispetto agli altri lavoratori e di conseguenza vulnerabile sotto forma di ricatti salariale e normativo.

Non abbiamo la pretesa, con questo, di aver esaurita tutta la problematica relativa allo stagionale. Ben altre sono le proporzioni dello scontro. Tuttavia gli obiettivi di fondo e di prospettiva — quale l'acquisizione dello statuto giuridico del lavoratore emigrato (e non solo dello stagionale), la riorganizzazione e la democratizzazione di organismi preposti alla politica dell'emigrazione in Italia e all'estero — possono essere riaffermati e rinvigoriti nella misura in cui le questioni concrete ed immediate saranno affrontate, senza essere ulteriormente eluse.

CESARINO BECCALOSSO



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

IL GIORNO

di Milano

del 19-10-53

Il contributo italiano all'economia del Belgio

I figli dei nostri emigrati non scendono in miniera

Quando il presidente Leone visiterà il Paese troverà una comunità italiana che ha mutato la propria condizione sociale. Figli di minatori sono oggi impiegati, medici e fisici nucleari

dal nostro inviato
MARIO COSTA

LIEGI, 18 ottobre

E' accaduto in Vallonia, una delle due parti etnico-linguistiche in cui è diviso il Belgio, ciò che si è verificato negli Stati Uniti d'America: gli italiani che vi emigrano sono ormai rari, ma gli abitanti originari della nostra penisola formano quasi il 10 per cento della popolazione.

«La miniera è brutta e fa paura», scrivevano sui quaderni di scuola i figli dei minatori veneti, abruzzesi, siciliani, che negli anni Cinquanta arrivavano a frotte dall'Italia per scendere nei pozzi e nelle gallerie del bacino carbonifero vallone. Oggi, molti di quei ragazzi sono impiegati negli uffici e alcuni sono diventati medici, avvocati, fisici nucleari; per la seconda generazione degli italiani in Belgio, la miniera è soltanto più un ricordo della fanciullezza, vivificato talvolta dai racconti paterni.

Gli «charbonnages» hanno chiuso e l'economia vallone ha attraversato un periodo di ristrutturazione alquanto difficile, parallelamente ad una crisi demografica che è stata compensata dalle numerose nascite nelle famiglie italiane. Su 9,6 milioni di residenti in Belgio, gli italiani che hanno conservato la nazionalità d'origine sono circa 270.000, mentre altri 100.000 hanno preso la cittadinanza belga: l'80 per cento del complesso degli oriundi italiani si trova in Vallonia.

Nella sola città di Liegi, i nostri connazionali ammontano a 12.000 su un totale di 120.000 abitanti; in alcune località della zona, come Tilleur, la proporzione

sale al 27 per cento ed è quasi impossibile, per effetto dei matrimoni misti (che tra parentesi attestano una completa mancanza di pregiudizi razziali), distinguere nettamente gli immigrati dagli autoctoni.

Quando il presidente della Repubblica Leone verrà a Liegi a fine mese, nel quadro di una visita ufficiale di tre giorni in Belgio, egli avvertirà nei discorsi protocolлари una schiettezza congiunta a una nota particolare di simpatia. Il sangue italiano contribuisce infatti ad accentuare il carattere latino della Vallonia, ed anche se il fenomeno è del tutto accidentale, esso finisce, bene o male, per inserirsi nella sempiterna contesa tra valloni e fiamminghi che proprio nelle ultime settimane ha toccato un nuovo diapason di acrimonia.

Qualcuno teme addirittura che il Belgio sia sul punto di spaccarsi in due. A nostro parere, non

è il caso di essere tanto pessimisti, ma sta di fatto che la comunità fiamminga, preponderante in senso numerico, ha imposto recentemente una misura legislativa che va nel senso opposto a quello della conciliazione. Si tratta di un decreto che commina pene severissime, inclusa la prigione, ai datori di lavoro che in terra fiamminga non adotteranno la lingua del luogo nei rapporti con i dipendenti. Si vuol colpire, insomma, lo «schiaivismo linguistico» del francese parlato dai valloni, ma il decreto ha un sapore anacronistico dal momento che l'industria fiamminga non è più controllata, come lo era una volta, da padroni forestieri e in maggioranza francofoni.

I fiamminghi si sono affrettati a precisare che il decreto non riguarda assolutamente gli stra-

nieri e che nessun lavoratore italiano, greco o spagnolo, finirà in galera per aver trascurato lo studio dell'idioma parlato a Gand e ad Anversa, che è poi una variante della lingua olandese. I valloni replicano che il divieto del francese è comunque vessatorio, e poco adatto a favorire quel processo di integrazione europea che orroio a Bruxelles dovrebbe avere il suo epicentro, mentre i fiamminghi lo giustificano richiamandosi alla necessità di preservare l'«identità culturale» della loro terra, più volte lesa, nel passato, dall'influenza dei valloni francofoni.

Di primo acchito, è certo un no' paradossale che il Belgio, cioè il Paese ospitante le istituzioni europee, stia aggravando la babele delle lingue invece di smorzarla. «I fiamminghi» ci ha detto un esponente politico belga «sono ormai in testa ai valloni nel campo economico, ma soffrono ancora di un complesso d'inferiorità. Credo che non farebbero tante storie se la loro lingua fosse l'inglese o il tedesco. Sapendo che l'idioma fiammingo non ha risonanza europea, cercano di valorizzarlo ad ogni costo».

Sussiste allora veramente un pericolo di rottura? Il nostro interlocutore fa una smorfia: «Il Belgio è un Paese prospero, ben equilibrato sotto molti aspetti. E' un Paese, diciamo francamente, che può permettersi il lusso di drammatizzare certi contrasti...». Speriamo, in definitiva, che la contesa linguistica non diventi un lusso eccessivo.

Ma che il Belgio, in complesso, sia un Paese armonico dal punto di vista sociale, umano e produttivo, il presidente Leone avrà modo di constatarlo durante la giornata che trascorrerà a Liegi e dintorni. I dati forniti dalle personalità locali sono eloquen-

ti. L'industria vallone, superata la crisi che nel dopoguerra aveva colpito molti stabilimenti, specie i tessili, si è riconvertita puntando sui settori di avanguardia ed è riuscita fra l'altro ad assorbire la manodopera licenziata dalle antidiluviane miniere di carbone, che finalmente hanno chiuso i cancelli. Nel mondo si considera il Giappone come il Paese esportatore per eccellenza, ma il primo in graduatoria, dividendo il volume delle esportazioni per il numero degli abitanti, è invece il Belgio, all'interno del quale la zona di Liegi si piazza seconda dopo quella di Anversa.

Le mucche e i campi di ortaggi toccano i recinti degli stabilimenti industriali, creando una diversificazione visiva di gradevole effetto paesaggistico. Sul ben ramificato sistema di fiumi e di canali navigabili - Liegi è il terzo porto fluviale d'Europa - il traffico si svolge al ritmo di una chiatte al minuto; tuttavia la Mosa, il principale fiume della regione, fluisce tra rive boschive rimaste immuni dalla speculazione edilizia.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Globo

di *Roma*

del *19-X-73*

GRAN BRETAGNA

Londra preoccupata manca manodopera

Nostro servizio

LONDRA, 18. — Gli sviluppi delle ultime ore si configurano come nuovi pericoli ai propositi del governo britannico pronto a puntare le sue carte, in vista delle prossime elezioni generali, su un poderoso rilancio delle fortune economiche nazionali. Può sembrare un controsenso, ma l'annuncio fatto questo pomeriggio dal ministero del Lavoro di un'altra sensibile riduzione nel numero dei disoccupati (il cui totale all'inizio di ottobre era pari a 537.195 per tutto il Regno Unito, rappresenta una flessione di ben 40 mila 777 unità sui livelli di settembre e costituendo il più basso livello degli ultimi quattro anni) costituisce per il governo di Heath uno spunto di preoccupazione invece che, come si potrebbe giudicare a prima vista, un motivo di soddisfazione.

Il fatto è che questo paese mostra ora una forte carenza di manodopera. Contro il mezzo milione di disoccupati menzionato, il numero dei posti di lavoro « scoperti » ammonta ora a 486.298, cioè al limite più alto mai raggiunto fin dalla estate 1951. Quest'ultimo totale si è ancora allargato durante le ultime settimane di oltre 9.293 unità. Ciò spiega certe prese di posizione nell'ambito dei circoli imprenditoriali per chiedere al governo una minore rigidità nella fissazione dei limiti ben precisi alla dinamica salariale.

I propositi governativi di rigido contenimento salariale hanno attirato rimostranze non solo da parte delle organizzazioni sindacali, ma anche sul fronte degli imprenditori. Soltanto qualche giorno addietro lord Stokes, il presidente della British Leiland Motor Corporation, se l'è presa

col Pai Board perché non ha permesso che concedesse miglioramenti distributivi superiori ai limiti vigenti durante la « fase due » in atto.

Nelle ultime ore sullo stesso tema è intervenuta l'associazione ufficiale degli imprenditori britannici del settore metalmeccanico, proponendo un « atteggiamento più possibilista » della retribuzione del lavoro dipendente, volendo evitare, si aggiunge, « reazioni troppo decise » dalle organizzazioni sindacali durante la « fase tre » che come si sa comincerà fra poche settimane e durerà circa un anno.

Giuseppe Scimone



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Unità* di *Roma* del *19-X-73*

Proposta di legge
del PCI alla Camera

Costituire i Comitati consolari

« Il rapporto tra i lavoratori italiani emigrati e i consolati deve cessare di essere di tipo burocratico tra il singolo lavoratore, oppresso da mille problemi, e un impiegato, un funzionario, un ufficio oberati di lavoro... Bisogna ottenere una più sicura tutela dei diritti e degli interessi dei lavoratori emigrati ». Così osserva una proposta di legge presentata dal Gruppo comunista alla Camera sulla istituzione e i compiti dei Comitati per la tutela dell'emigrazione italiana, da costituirsi presso i consolati. La proposta, suddivisa in 16 articoli, rileva come l'esperienza dei Comitati consolari sorti per iniziativa dei consoli, suggerisce di dare a questa iniziativa un carattere veramente democratico e di istituzionalizzarla presso tutti i consolati. Il Comitato consolare, non più formato per decisioni prese dall'alto, ma liberamente eletto dai lavoratori, potrebbe rappresentare un tramite efficace tra la massa degli emigrati italiani e l'organo dello stato preposto alla loro tutela.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di *Roma*

del *19-X-73*

BELGIO

Attiva partecipazione degli italiani alle lotte nella regione di Liegi

I problemi posti dalla lotta operaia a Liegi (a anche in altre zone e regioni belghe) sono di portata nazionale: sollevano questioni economiche di vasta portata, ivi compresa quella degli investimenti produttivi pubblici e privati. Da qui l'intransigenza padronale e lo scatenarsi di certe forze moderate e conservatrici che anche in questa fase — come sempre — si sono adoperate per puntellare l'establishment e con esso l'«onnipotenza» dei grandi gruppi capitalistici.

Ma nonostante la furibonda intransigenza padronale, gli operai di Liegi hanno inferto loro un colpo. I lavoratori della «Fabrique National» di Herstal hanno ottenuto un aumento salariale valutabile attorno alle 9.000 lire mensili, l'aumento del premio annuale di circa 32.000 lire che sarà liquidato, una tantum, il 1° no-

vembre e il 20 dicembre prossimi. Altri miglioramenti saranno corrisposti a determinate categorie della azienda. L'accordo sindacale, siglato dalla FGTE e dalla CSC, è stato sottoposto a referendum operaio. Il 68,7% degli operai hanno votato a favore. Circa 2.500 lavoratori hanno invece disertato il loro diritto sindacale o hanno espresso voto bianco o nullo. La lotta di questi lavoratori è stata dunque vittoriosa e ha certamente influito positivamente sull'accordo che la direzione ha firmato con le maestranze a contratto di impiego subito dopo la ripresa del lavoro degli operai.

Anche la «Cockerill» ha ripreso l'attività produttiva. I lavoratori siderurgici hanno ottenuto un premio di circa 64.000 lire una tantum e strappato l'impegno della direzione di trasferirlo nella paga-base all'atto della stipulazione della nuova convenzione sindacale 1974. Un accordo analogo è stato concluso anche nell'azienda «Preyon» (metalli non ferrosi) situata anch'essa nella regione di Liegi.

La vertenza sindacale conclusasi alla «Cockerill» è stata, secondo il parere dei dirigenti sindacali e dei numerosi operai italiani da noi intervistati, tra le più complesse, delicate e aspre combattute dai lavoratori siderurgici in questi ultimi anni. Il padronato ha certamente colpito con l'arma della intimidazione e con i licenziamenti dei dirigenti sindacali di fabbrica. Sette delegati del settore acciaierie — della FGTE — sono stati licenziati in tronco e a nulla è valsa la lotta difensiva condotta dagli operai. I dirigenti sindacali licenziati hanno convocato la assemblea degli operai ancora in lotta nel settore ed hanno chiesto — nel nome dell'unità operaia e dell'unità sindacale — di riprendere il lavoro. L'assemblea operaia si è conclusa con un appello tendente a mettere in guardia i lavoratori. Occorre — si è detto ai lavoratori — che gli operai del complesso siderurgico rifiutino con forza le parole dissennate e demagogiche che lanciano i cosiddetti «sinistri». E' la classe operaia stessa, organizzata nei suoi sindacati, che deve scegliere le forme di lotta, i suoi obiettivi. «Siate vigilanti, uniti e lottate coscientemente e scientemente per avanzare sulla via del progresso — è stato detto — sapendo che con gli atti disperati si va solo alla sconfitta».

La lotta sindacale conclusasi nella regione di Liegi ha contribuito allo sviluppo delle attività sociali a sostegno dei lavoratori italiani emigrati, che sono numerosissimi nei complessi metalmeccanici e siderurgici liegesi. Le associazioni democratiche italiane, spagnole e greche esistenti hanno promosso riunioni e assemblee unitarie per dibattere i problemi operai e per assumere iniziative tendenti a rafforzare l'unità fra la classe lavoratrice e in direzione della soluzione dei più urgenti problemi sociali e culturali che attanagliano i lavoratori emigrati.

ANDREA DE MICHELIS



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

del

19-X-73

LUSSEMBURGO

Vasta azione unitaria dei lavoratori emigrati

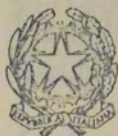
Successo delle feste dell'« Unità » - Nominati nuovi quadri dirigenti nella Federazione del PCI

Dopo il successo della festa dell'Unità di Esch, il comizio di Differdange del 6 ottobre — dove il compagno Giuliano Pajetta ha parlato a oltre trecento emigrati — e il riuscito attivo dei comunisti italiani della capitale del Granducato, la festa della stampa comunista organizzata domenica scorsa dalle tre sezioni del PCI di Lussemburgo (a cui è intervenuto il compagno Roberto Nardi), ha concluso due settimane di intensa attività dell'organizzazione del Partito nel Granducato e posto le basi per uno sviluppo ulteriore del nostro lavoro con il lancio del tesseramento 1974 e con un'attività unitaria di massa e sindacale.

Molto vivace è stata anche l'azione degli italiani prima nella preparazione e poi nella partecipazione allo sciopero generale del 9 ottobre (il primo dal 1942), mentre si sono moltiplicate le iniziative dell'associazione « Italia libera » aderente alla FILEF, soprattutto

a Roumelange, Ettelbruck e Diekirch. A Esch-sur-Alzette è stato inaugurato il « Circolo popolare » presso il quale vi è anche la sede della locale sezione del PCI che conta oltre trecento iscritti.

In questi giorni si è tenuta anche una serie di riunioni degli organismi direttivi del Partito in vista di portare avanti nuovi quadri dirigenti e rafforzare la direzione della Federazione del PCI del Lussemburgo. Nella sua riunione del 7 ottobre il Comitato federale, oltre a procedere ad alcune cooptazioni di nuove forze in prevalenza giovani, ha nominato un nuovo direttivo e una nuova segreteria. Accettando le dimissioni per motivi di salute del compagno Otello Gabrielli, a cui ha espresso la più viva gratitudine per il lavoro svolto, il C.F. ha designato il compagno Pannicchi quale segretario e il compagno Giacomoni quale vice segretario della Federazione.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I e II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

del

19-X-73

Feste dell'« Unità » a Colonia e a Ginevra

Notevole successo ha avuto la festa dell'Unità tenuta a Colonia con la partecipazione del compagno Luigi Conte. Oltre mille lavoratori con le loro famiglie si sono raccolti attorno al nostro Partito in una manifestazione che è stata una occasione per porre i problemi e le rivendicazioni dei nostri connazionali emigrati in Germania, ma anche per rinnovare la solidarietà dei lavoratori italiani con il popolo cileno e per esprimere nuova condanna all'aggressione imperialista contro i popoli arabi e medio-orientali.

Vivace partecipazione ed entusiastica adesione alla politica del PCI si è registrata anche a Ginevra, dove le locali sezioni del nostro Partito hanno organizzato la festa dell'Unità. Alle centinaia di partecipanti ha parlato il compagno Pompeo Colaiani.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

L'OSSERVATORE ROMANO *Bite del Vaticano* del 19-10-73

Ritaglio dal Giornale

LA TERZA GIORNATA DEL CONVEGNO EUROPEO SULLA PASTORALE DELLE MIGRAZIONI

Funzione pastorale-organizzativa del missionario dell'emigrazione

I lavori del Convegno sono proseguiti oggi con la relazione di Monsignor Taylor, Vescovo di Stoccolma sulla situazione della Chiesa in Svezia, in quanto chiesa di immigrati; la cui esperienza è estremamente interessante sia sul piano organizzativo che pastorale essendo questa nazione territorio d'arrivo tradizionale per molte correnti migratorie. Ha poi preso la parola il Sig. James J. Morris, presidente della commissione cattolica internazionale per le migrazioni, che ha illustrato ai convegnisti il lavoro che la stessa commissione svolge in Europa.

La terza giornata di convegno che ha avuto il suo punto centrale nell'udienza del Santo Padre, si è articolata su due relazioni che hanno approfondito gli aspetti giuridici connessi alle attività delle diocesi di arrivo e di partenza dei migranti, nonché l'attività dei missionari.

Il rev. Antonio Perotti, procuratore generale dei missionari di S. Carlo, parlando sui rapporti giuridico-pastorali tra Chiesa di emigrazione e chiesa d'immigrazione, ha sottolineato come il concetto teologico di Chiesa universale postuli la necessità di abbattere tra le varie Chiese locali quelle frontiere che gli immigrati incontrano nella società civile tra le nazioni. In effetti il nuovo contesto sociale nel quale gli immigrati si inseriscono crea numerosi problemi a volte del tutto estranei alla loro mentalità, e questo avviene anche per l'inserimento nella comunità cattolica. Fatti questi che condizionano lo stesso avvicinamento e partecipazione alla vita della comunità ed ai sacramenti. Il relatore ha citato ad esempio la tassazione che viene imposta a tutti in Svizzera a seconda della propria religione; l'emigrato non abituato a questa forma di contributo per attività di culto, ricorre spesso alla chiarazione di non appartenenza alla Chiesa cattolica per evitare l'imposizione fiscale. Si aggiungono così motivi congeneri, a quelli analizzati nei giorni scorsi, che accelerano il processo di scristianizzazione. Nella migliore delle ipotesi l'emigrato, che si sente escluso dalla Chiesa locale, rimane legato alla sua Chiesa d'origine in maniera ideale, vivendo quindi nella mancanza di assistenza pastorale e sacramentale.

Padre Perotti passando ad esaminare il problema dell'integrazione religiosa degli immigrati nelle diocesi di accoglienza, ha sottolineato come questo si ponga solo per una piccola minoranza che ricerca anche la integrazione politica e sociale nel paese di arrivo. L'immigrato quindi, nella maggioranza dei casi, rimane estraneo per questo e per gli altri motivi già ampiamente dibattuti alla Chiesa locale e tanto meno riesce a vivere la propria vita di cristiano in pieno, rifiutandosi dalla loro posizione nazionalistica, di ricercare nel colloquio con il clero locale e con la gerarchia quell'assistenza religiosa necessaria alla vita della fede. Per gli emigrati essere cattolico finisce con l'identificarsi nell'essere battezzato e figlio di genitori cattolici.

Come superare gli ostacoli che si frappongono allora all'evangelizzazione di queste masse? Il problema, ha detto

Padre Perotti, si può risolvere solo intensificando i rapporti giuridici e pastorali tra le Chiese d'arrivo e di partenza, onde poter assicurare ai gruppi emigrati l'unione con il vescovo e l'inserimento reale nella Chiesa universale. In questo contesto assume una importanza fondamentale il missionario, cioè un sacerdote che curi specificatamente gli emigrati, che sia anche una specie di uomo-ponte tra le due Chiese locali, ed in quanto tale sia espressione di ambedue le comunità cattoliche interessate, essendo la sua funzione non solo pastorale verso i fedeli, ma altresì di collegamento tra i Vescovi delle diocesi e tra le stesse conferenze episcopali. Il relatore ha poi ampiamente relazionato ai presenti la positiva esperienza che in questo settore ha la congregazione dei Scalabriniani.

I lavori del convegno sono quindi proseguiti, sempre nella mattinata di ieri, con una relazione di Mons. Rubin, segretario generale del Sinodo dei Vescovi, sul tema « Lo stato giuridico del missionario dei migranti nelle diocesi d'immigrazione e la sua collaborazione con il clero locale ».

Il Presule ribadendo, come già molti oratori che hanno preso la parola al convegno, che nella chiesa non vi sono né stranieri né ospiti, ha tuttavia sottolineato come le particolari situazioni che

si creano con l'emigrazione meritino, al di là della normale cura della parrocchia, un'attenzione pastorale particolare e specializzata. Cosa questa che già da tempo ha spinto l'autorità ecclesiastica a definire un vero e proprio stato giuridico del missionario dei migranti. La relazione di Mons. Rubin fa un'attenta disamina della posizione del missionario, dei suoi rapporti con il Vescovo locale, con il Presbiterio, con il parroco e con la sua diocesi d'origine, sottolineando come non sia strettamente necessario che egli provenga dalla stessa Chiesa locale degli immigrati, ma che abbia in comune con loro lingua e tradizioni culturali.

Mons. Rubin ha concluso ponendo all'assemblea una serie di interrogativi che riguardano sia la posizione che l'operato del missionario degli immigrati, domandando un approfondimento su questa figura tanto necessaria, ma tanto discussa e altresì di fondamentale importanza per l'assistenza religiosa di milioni di fedeli.

VINCENZO D'AMBRA



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **LA STAMPA** di **Torino** del **19-10-73**

Siamo più indietro di molti Paesi

La diplomazia italiana senza strumenti critici

Denunciata la mancanza di centri di studio e di aggiornamento Fanno eccezione l'Istituto affari internazionali, l'Ispi e la Sioi

L'imminente pubblicazione del volume «*L'Italia nella politica internazionale: 1972-75*», a cura dell'Istituto Affari Internazionali per le edizioni di Comunità, costituisce l'occasione per tracciare un bilancio e per ripensare la nostra politica estera di breve e di lungo periodo alla luce dei fatti. Si sono aggravati, in verità, quei fenomeni di disattenzione, disaffezione e ignoranza verso l'attività di politica estera che già erano stati analizzati, nel gennaio 1967, al convegno sulla «*Politica estera della Repubblica italiana*», organizzato dallo stesso Istituto, che compiva in quella occasione la sua prima sortita di rilievo.

E' continuato l'arretramento, cioè, del Consiglio dei ministri rispetto alla effettiva sede decisionale dell'indirizzo di politica estera che sembra essere localizzata sempre più esclusivamente nel «*triangolo*» Presidente della Repubblica, Presidente del Consiglio, Ministro degli Affari Esteri; non è stato provveduto sufficientemente a colmare la mancanza di un coordinamento efficace delle varie azioni ministeriali, in modo da avviare verso uno sbocco unitario e concordato sul piano internazionale, con particolare riguardo a quello europeo; permane la sommarietà dell'informazione — diciamo francamente — sia ai livelli decisionali superiori che nel più ampio circuito dell'opinione pubblica, aggravata dalla tendenziosità delle documentazioni «*di parte*» (*lobbies* economiche, movimenti politici, interferenze di potenze estere, ecc.).

Il nostro Paese non possiede altro che «*modesti*» strumenti di conoscenza dei problemi di politica e relazioni internazionali. Nelle facoltà di Scienze politiche italiane non funziona un solo osservatorio di politica estera completamente attrezzato e specializzato magari in affari sovietici, cinesi o americani; non possediamo alcuna istituzione che sia pari per mezzi al livello del servizio specializzato in politica estera del britannico «*Royal Institute of International Affairs*», tradizionalmente noto col nome di «*Chatham House*», del consiglio tedesco per la politica estera («*Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*»), che il governo di Bonn sostiene largamente, o della francese «*Fondation Nationale des Sciences Politiques*», di alta tradizione culturale; per non parlare del «*Council on Foreign Relations*», della «*Brookings Institution*», delle altre decine di istituti americani del genere o del sovietico Istituto di Economia Mondiale e Relazioni Internazionali (700 dipendenti).

Da noi operano, tra gravi difficoltà finanziarie, ma con personale di prim'ordine e grandi sacrifici, oltre al già citato Istituto Affari Internazionali di Roma, l'Istituto di Studi di Politica Internazionale di Milano e la Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale. Dobbiamo a queste tre istituzioni, specializzate rispettivamente nel *policy planning* (l'Iai), nella documentazione (l'Ispi) e nell'attività delle Nazioni Unite (la Sioi) se finora è stato possibile alimentare in qualche mo-

le nuove generazioni di *political scientists* italiani, la preparazione delle nuove leve diplomatiche, la conoscenza della classe politica e dei giornalisti, nonché la curiosità, almeno quella, dell'opinione pubblica per le cose del mondo e per il contributo che l'Italia può dare ad una comunità internazionale più equilibrata e con minori tensioni.

In particolare, il compito dell'Istituto Affari Internazionali, il *policy planning*, riveste in questo momento una primaria importanza. Che cosa è? Le relazioni internazionali sono assai più complesse di una volta: non solo lo spettro degli Stati passa da nazioni fantomatiche e poverissime a potenze che misurano la loro forza con quante volte possono distruggere il mondo, ma gli Stati non sono più i grandi attori indipendenti della politica internazionale: imprese multinazionali, interessi e solidarietà ideologiche o religiose transnazionali investono direttamente le società. Crescentemente, oggi, più che ad avere l'indipendenza si pensa ad affrontare l'interdipendenza; più che ad assicurarsi la difesa si pensa a contribuire alla sicurezza; più che all'autosufficienza si pensa alla partecipazione al sistema economico mondiale. Si guardi il caso italiano di oggi: sul fronte delle relazioni esterne il Paese è impegnato

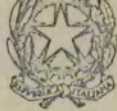
nella Conferenza per la sicurezza europea (ministero Esteri), nelle trattative sulla riduzione delle forze (Difesa), nel negoziato tariffario Gatt (Commercio estero), nelle sedi monetarie internazionali come a Nairobi (Tesoro e Banca d'Italia), ma soprattutto nell'integrazione comunitaria che investe tutto il governo, quando non direttamente le imprese, le Regioni, le strutture agricole, ecc.

E anche quando i rapporti sono del tipo tradizionale, come nel caso dei conflitti armati fra Stati, di cui abbiamo un crudele esempio in questi giorni, la novità delle strategie, la tecnologia delle armi, la vastità delle implicanze, tutto contri-

buisce a formare un quadro molto più complesso.

Sono problemi nei quali l'ausilio dello studio, la circolazione delle informazioni e delle idee, il momento di ripensamento critico, l'alternativa dialettica, diventano indispensabili: donde l'importanza di istituzioni specializzate. Si tratta di riavvicinare a questi centri gli uomini politici, i direttori dei *mass media*, gli operatori economici e, naturalmente, i diplomatici. Altrimenti il processo di «*provincializzazione*» della nostra vita politica continuerà, nonostante numerosi avvertimenti che ci dovrebbero non poco allarmare.

Guglielmo Negri



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Giornale d'Italia* di *Roma* del *18/19-10-73*

La nota diplomatica

L'imbarazzo della Farnesina

L'intervento di Moro al Senato, sulla ripresa della guerra arabo-israeliana, è stato certamente il più azzardato discorso della sua esperienza di Ministro degli Esteri. Per vero, nei riguardi degli interroganti, gli è riuscito di cavarsela facilmente: mostrando comprensione per ognuna delle tesi e gli sono state suggerite, anche se contrapposte. «Io rispetto — ha detto — le opinioni e gli stati d'animo diversi; così come comprendo la passione con la quale le valutazioni sono espresse e l'emozione con la quale vengono seguite le vicende di questa quarta guerra ed auspicati ed immaginati i suoi possibili sbocchi».

Del resto, lo stesso Governo è diviso in «opinioni e stati d'animo diversi»: con i socialisti apertamente filoarabi ed i repubblicani decisamente filoisraeliani. Per parte sua Moro, pur affermando di volersi tenere equidistante, ha finito per risultare più favorevole agli arabi avendo evitato il ben che minimo accenno al modo come è scoppiata questa quarta guerra; cioè, all'azione di sorpresa condotta in forze dall'Egitto e dalla Siria contro Israele.

Per evitare questo passaggio, Moro ha rifatto la storia dei precedenti, dopo la folgorante vittoria israeliana del 1967, in modo da fare risaltare che la violazione della tregua d'armi non può essere censurata, dal momento che si trattava di una situazione di fatto e del tutto precaria.

Cionondimeno, per il responsabile della Farnesina, occorre «conservare rapporti di amicizia con entrambe le parti»; poiché, per arrivare ad un nuovo assetto nel Medio Oriente, sarà necessario «un processo lungo e faticoso», nel quale potrà avere un ruolo importante solo chi avrà saputo conservare quei tali rapporti di amicizia, con entrambe le parti, che rappresentano la sola premessa di ogni efficace opera di persuasione.

Sembra fuor di dubbio che, per Moro, questo avrebbe dovuto essere l'atteggiamento dell'Europa a Nove. Purtroppo l'iniziativa diplomatica dell'Italia in questa direzione è fallita. Per ciò Moro, parlando al Senato, si è venuto a trovare in una situazione di grave imbarazzo. Ha criticato i nostri consoci nella CEE perché non hanno abbastanza «senso della realtà»; perché hanno dato prova di «impazienze» e «sollecitazioni», che sono «apprezzabili» in quanto «nascono da passione di pace e da giustificata preoccupazione»; ma che certamente non sono realisticamente ispirate «per un'azione che deve essere cauta e responsabile», come la gravità della situazione richiede.

Codeste critiche severe sono state espresse in forma allusiva, e senza essere indirizzate specificamente a qualcuno.

Ci si può chiedere come abbia potuto la Farnesina prendere l'iniziativa per un'azione europea senza una adeguata preparazione diplomatica. Probabilmente ha voluto muoversi pur sapendo che il risultato sarebbe stato negativo, per far constatare la scarsa fiducia degli altri Otto verso l'Europa; nonostante i discorsi che fanno ed i rimproveri che muovono all'Italia per il suo insincero europeismo.

Comunque, davanti al Senato, Moro ha negato che la sua iniziativa abbia mancato di successo. Anzi ha sostenuto che la nostra stampa è stata male informata. Sarebbe caduta in un equivoco, creando ingiustificatamente un'aspettativa per l'ultima riunione dei Ministri degli Esteri della CEE a Lussemburgo; mentre le decisioni (positive) erano state già prese due giorni prima nella riunione di Copenaghen. Sta di fatto però che nessun Ministro era a Copenaghen (ma solo funzionari dei nove Ministeri degli Esteri); e che, a Lussemburgo, è arrivato solo Moro (il suo collega francese, quando era già in volo, è stato richiamato a Parigi).

Purtroppo l'Europa a Nove non è matura per fare scelte politiche in comune su problemi così delicati e complessi, con risvolti nazionali economici e politici assai rilevanti. Perciò l'iniziativa della Farnesina è stata una fuga in avanti: per cercare di fare assumere all'Italia una posizione a livello europeo, mancando, ad essa, la possibilità di definire una sua posizione a livello nazionale. Un accordo generico, fra i Nove, sarebbe bastato a salvare la faccia. Però è mancato.

Moro non lo ammette; ma non può neppure coprire l'incerta posizione dell'Italia, in un'ora così grave per il Mediterraneo, con impegni di solidarietà europea.

Ernesto Bassanelli

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di Roma

del 19-X-73

LA POLITICA DELLA CEE

Una più stretta collaborazione con l'Africa

Pedini ribadisce a Bruxelles il punto di vista dell'Italia per l'allargamento della Convenzione di Yaoundè - La soddisfazione dei paesi interessati

NOSTRO SERVIZIO

Bruxelles, 18 ottobre

« Se il nostro negoziato avrà successo, e noi crediamo che dovremo riuscirci, l'Europa e quella gran parte del terzo mondo a nome della quale parliamo, avranno insieme dato un immenso contributo al superamento dell'attuale crisi mondiale che oggi si manifesta sia nel campo dei rapporti economici, sia in

altri campi; ed avremo contribuito a trasformare in un genuino rapporto di interdependenza le relazioni tra Paesi sviluppati e Paesi del terzo mondo, sinora caratterizzate dal predominio degli uni e dalla soggezione degli altri ».

Con queste parole ha concluso questa mattina il suo discorso il ministro del commercio estero della Repubblica di Zaire (ex Congo), Namwisi Ma Koyi, al termine della fase inaugurale delle trattative fra la CEE ed oltre 40 Stati africani per la definizione di un trattato di associazione.

La Comunità economica dell'Europa occidentale ha già in atto da oltre 10 anni un rapporto di associazione con 18 Paesi africani, in pratica quasi tutte le ex colonie francesi e belghe. Il trattato, noto come Convenzione di Yaoundè, avrebbe dovuto essere rinnovato quest'anno. Nel frattempo, con la adesione inglese alla Comunità, si era posto il problema del trattamento da riservare ai Paesi afri-

cani anglofoni, membri del Commonwealth. Si è pensato perciò di unificare le trattative e di offrire a tutti lo stesso trattato. Alla fine di luglio scorso vennero per la prima volta a Bruxelles i rappresentanti di questi Paesi e si decise di dare avvio ai negoziati nel mese di ottobre. L'obiettivo politico di rinsaldare e allargare le relazioni fra l'Europa e l'Africa, era stato posto l'autunno scorso a Parigi dal vertice dei Capi di Stato. Ora, anche per questo, la Commissione ha lavorato attivamente, e grazie a questo lavoro, si è entrati oggi nella fase concreta del negoziato.

Che cosa offre l'Europa ai 42 Paesi in prevalenza africani? Un modello unico di relazioni che, salvo disposizioni particolari per taluni Paesi o gruppi di Paesi, dovrebbe comprendere non solo la collaborazione in campo commerciale, ma anche quella in campo economico, finanziario e tecnico. Il presidente di turno del Consiglio dei ministri della CEE, Norgaard, nel discorso di apertura di questa fase iniziale dei nego-

ziati, ha detto tra l'altro: « La Comunità riconosce che quanto essa potrà apportare nell'ambito di un futuro accordo, dovrà essere notevolmente più sostanziale e più elastico di quanto debbono o possono apportare i Paesi in via di sviluppo, che saranno i partners della Comunità in un accordo futuro. La natura delle relazioni che discutiamo è essenzialmente economica. Di conseguenza le relazioni particolari fra i nostri Paesi dovrebbero contribuire a permettervi di proseguire una politica di espansione economica armoniosa ed equilibrata ».

In particolare per quanto riguarda gli scambi commerciali, la CEE propone ai Paesi da associare, un regime di libera entrata per la parte essenziale dei prodotti provenienti da questi Stati, fatto salvo un regime particolare, da stabilire durante i negoziati, per i prodotti agricoli concorrenti di quelli della Comunità. Sul piano d'avvio, il regime di importazioni nella Comunità sarebbe l'esenzione dai dazi doganali e tasse, e verrebbe applicato sin dalla entrata in vigore della convenzione di associazione. Per quanto riguarda i prodotti agricoli, il regime speciale sarà certamente più favorevole di quello applicato ai Paesi terzi rispetto alla Comunità. In particolare, la Comunità europea propone di studiare le condizioni per garantire ai Paesi africani una stabilità dei prezzi di esportazione dei loro prodotti di base.

Quanto alla cooperazione finanziaria e tecnica, la Comunità europea si dichiara disposta a lasciare alla piena responsabilità dei suoi futuri partners la programmazione degli interventi finanziari destinati ad assicurare lo sviluppo economico e sociale. Gli Stati associati saranno interamente responsabili della iniziativa dei progetti che saranno predisposti per il finanziamento tramite l'aiuto comunitario. Naturalmente la CEE è disposta a fornire agli Stati associati che ne faranno richiesta una assistenza tecnica per aiutarli a far fronte ai problemi che potranno incontrare nella realizzazione dei progetti.



IV

Il contributo italiano all'avvio del negoziato

CIO VII

..... del

Ritaglio dal Giornale

Misure particolari sono predisposte anche dalla CEE nel campo della cooperazione regionale e della lotta contro la sotto-occupazione. Un capitolo importante riguarda le istituzioni. Come ha sottolineato Norgaard, la Comunità attribuisce particolare importanza alla esistenza di istituzioni paritetiche per la attuazione dell'accordo che si sta per negoziare. Tutto questo lascia chiaramente emergere l'importanza politica dell'accordo che si potrà realizzare fra l'Europa e quasi la totalità degli Stati africani. Questa importanza è stata sottolineata dal sottosegretario agli Esteri, Pedini che ha rappresentato il governo italiano nei primi due giorni del negoziato. Il nuovo trattato di associazione — ha detto — rappresenta la logica conseguenza dell'allargamento della comunità alla Gran Bretagna. Ora l'associazione con i Paesi anglofoni e francofoni pone la premessa di una intesa euro-africana fra paesi ricchi e paesi in via di sviluppo che farà compiere un vero decisivo passo in avanti al problema del nostro secolo: l'attuazione di una maggiore giustizia distributiva fra i popoli. Si tratta di un modello di collaborazione moderna che potrebbe essere di esempio per altre aree geografiche del mondo.

Come italiani — ha detto Pedini — abbiamo la soddisfazione di aver largamente contribuito all'avvio del negoziato e di essere riusciti ad avere, senza sospetti neo-capitalistici, quasi tutta l'Africa presente, compresa la Guinea la cui partecipazione l'Italia ha favorito. Faremo del nostro meglio per far riuscire il negoziato anche perché la cooperazione fra l'Europa e l'Africa può rappresentare un contributo indiretto alla collaborazione fra i popoli del Mediterraneo. Se fino a qualche mese fa il negoziato euro-africano aveva un indirizzo economico e politico generale, alla luce dei drammatici avvenimenti del Medio Oriente oggi esso acquista una rilevanza politica ancora maggiore.

Questa mattina il ministro del commercio estero dell'ex Congo ha risposto a nome di tutti i Paesi partecipanti al ne-

goziato. La sua risposta è stata, sia pure problematica, nel complesso positiva. « Vi sono punti sui quali le nostre posizioni corrispondono; ve ne sono altri sui quali vi sono differenze, altri infine sui quali la Comunità deve più chiaramente definire il suo atteggiamento. Certo incontreremo difficoltà nel corso del negoziato, ma dovremo superarle nella convinzione che non vi è altra sede più propizia per assicurare soddisfacenti accordi e l'avvio di una positiva collaborazione fra la Comunità Europea e il gruppo di Stati che oggi rappresentiamo e verso i quali, secondo quello che disse- ro i capi di Stato europei a Parigi nell'autunno scorso, l'Europa ha specifiche responsabilità, per ragioni geografiche, storiche e a causa degli impegni finora assunti ».

Quali sono i Paesi interessati a questo nuovo trattato di associazione? Si tratta dei diciannove Paesi firmatari della Convenzione di Yaoundé, quasi tutte le ex colonie francesi e belghe, fra le quali figurano per importanza il Camerun, il Congo, la Costa d'Avorio, il Senegal e lo Zaire. Fra i Paesi firmatari della Convenzione di Yaoundé, vi è anche la Somalia. Inoltre vi sono venti Paesi facenti parte del Commonwealth. Fra questi figurano il Gana, il Kenia, la Nigeria, la Tanzania e lo Zambia. Nel gruppo dei Paesi del Commonwealth vi sono alcune piccole comunità del Pacifico e dei Caraibi. Fuori di questi raggruppamenti facenti parte del gruppo che partecipa al negoziato, vi sono anche l'Etiopia, la Liberia e il Sudan. Come si vede quindi è la grande maggioranza dei Paesi africani che si avvia a stabilire, nel corso di un negoziato che probabilmente occuperà tutto un anno, nuovi rapporti di collaborazione con l'Europa.

Sono esclusi da questi negoziati tre Paesi dell'Africa settentrionale, l'Algeria, la Tunisia e il Marocco, ma questi hanno in corso un negoziato diverso con la Comunità Economica Europea nel quadro della politica mediterranea.

Franco PACE



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di Roma

del 19-X-73

DA SANTA SABINA AI SACRARI D'ETIOPIA

Saluto ai morti

Una famiglia sola nel Goggiam tra popolazioni ospitali - A Gondar fatale tra fiori ed eucalipti - Dal lago Tana ad Addis Abeba sorvolando lo Scioan

5

Tanti decenni dopo, hanno cercato i loro morti. Mentre i partecipanti al pellegrinaggio sostavano a Gondar, raggiunta in volo da Makallè e poi a Bahar Dar, sulla riva del lago Tana, raggiunta anch'essa in volo da Gondar, cinque di loro, quattro in gruppo ed uno isolato, si inoltravano i primi verso Engia Bahar ed il secondo verso Dembeccia. L'isolato era il dott. Costa, i raggruppati erano i Cassia, la sorella ed i nipoti del sottotenente Enrico Magliola, ca- to nel '41.

A Makallè avevano tentato di dissuaderli. Avevano detto loro, specialmente ai Cassia, che la strada era lunga, ed era vero; impervia, ma era pur sempre percorribile; pericolosa per la diffidente ostilità delle popolazioni. E qui avevano torto. Almeno, hanno avuto torto per quella giornata. Ma la sorella di Enrico Magliola, una dolce signora, non aveva desistito e quando i collaudatissimi bimotori ad elica DC 3 delle Ethiopian Airlines, condotti da bravissimi piloti, ebbero trasportato il gruppo prima a Gondar e di qui a Bahar Dar, aveva già deciso di tentare il tutto per tutto, come il dott. Costa.

L'aeroporto di Makallè può sgomentare chi è abituato soltanto ai grandi scali internazionali. Ma i piloti dell'Ethiopian Airlines non si frastornano per una pista sterrata, come quella di Makallè o per una pista erbosa come quelle di Gondar e di

Bahar Dar dalle quali i pastori, in vista dell'aereo che sopraggiunge, scacciano i pascolanti zebù. I DC 3 sono decollati con perfetta disinvoltura e sono atterrati con sorprendente perizia anche se dal Tigrat al Goggiam, sull'apocalittica terra del Semien e sul corso del Tacazé, grandi nuvole e forti venti a volte li costringono a balli fuori programma. Un'ora di volo da Makallè a Gondar e, sotto, la terra densa di ricordi e di gloria, la terra dell'Uolcheffit e di Culquaber, le epiche resistenze che chiusero il sogno ad occhi aperti dell'Impero italiano, ma anche la terra della strada che da Gondar sale all'Uolcheffit e a Debarek, la strada la cui costruzione è rimasta nella leggenda del paese. « Legati alle corde sulla parete liscia, facevano buchi per mine e poi gli dicevano: "Scappate". E loro volevano scappare ma il sentiero era stretto e non facevano in tempo a scappare e le mine scoppiavano e loro giù. Ma altri facevano buchi per mine. Così arrivati in cima con strada fatta nella roccia e in cima scritto: siamo morti ma siamo arrivati. Nessuno sa come italiani fatta strada così ».

Volto d'angelo

Ricordavo queste parole pronunciate a Makallè, in vista dell'Amba Aradam profilantesi maestosa all'orizzonte, da un gigantesco autista eritreo, mentre l'aereo sorvolava basso l'intrico infernale dei picchi, dei burroni, delle ambe, nel quale si confondeva l'Uolcheffit (dove chiude la sua quinquennale epopea africana l'eroe Bastiani, comandante di Bande al cospetto di Dio), Culquaber, il Tacazé,

Poi la magnifica piana di Gondar (che Afro Mangano, comandante del « Terzo Galliano », difese ancora 36 ore dopo la sua caduta, ultimo combattente, con i suoi magnifici Ascari, dell'Africa orientale italiana), l'esplosione degli eucalipti, dei sicomori, in un ammasso di verde e in un polverio di uccelli variopinti.

A Gondar, la città di re Suseyos che la fondò verso la metà del 17. secolo, di Yasu il Grande e che re Teodoro, alla metà del 1800, dette alle fiamme; a Gondar, dove sorgono i castelli di Fa-

silides, di Yasu, di Bagash, della regina Mentouab, i bagni di Fasilides; a Gondar, dove sorge la « tomba del cavallo » nella quale avrebbero sepolto Sowil, il cavallo di re Tzadik Yohannes; a Gondar dove la chiesa di Debre Berhan Selassie, costruita da Yasu, contornata da folti antichi alberi, è interamente ricoperta da afreschi raffiguranti scene evangeliche ed il cui soffitto è costellato di volti di angeli dai grandi, stupefatti occhi etiopi; a Gondar, dove vivono cinque o sei italiani fra cui il geometra MacCangi; giace all'ombra degli eucalipti il cimitero italiano.

E' tutto un fiore, sorvegliato com'è da Maccangi e dalla moglie, figli di italiani d'Eritrea. Le lapidi, del modello voluto da Pietro Patané che quel cimitero iniziò, sorgono, semplici e solenni, dall'erba rasa. Il grande viale centrale che divide due ampi riquadri è fiancheggiato da fiori dagli accesi colori. Lì riposano i Caduti di Gondar, ultima piazzaforte italiana, iranne 160 che le famiglie hanno richiesto. Lì riposano quelli dell'Uolcheffit, di Adi Arca, di Cielgià, di Debarek. Qui dovrebbero

riposare quelli di Cutquaver, se mai sarà possibile ritrovarli, perché i difensori dell'ultimo caposaldo d'Etioopia caddero nella disperata mischia all'arma bianca, carabinieri e camicie nere ed Ascari.

Quando ti levi in volo da Gondar per posarti a Bahar Dar, sulla riva del lago Tana, a trenta chilometri dalle imponenti cascate del Nilo Azzurro, e sorvoli la pianura entusiasmante, il pensiero di quei ragazzi non l'abbandona, specialmente se conosci che cosa fecero.

Intanto, il dott. Costa, tutto solo con un autista del luogo, ed i Cassia, tre donne, un giovanotto e un autista etiopio, se ne andavano verso Engia Bar e verso Dembeccia.

La ricerca del dott. Costa è stata deludente ed egli, poi, si affiderà a Savello Lualà, « insabbiato » cavaliere di Bahar Dar, che per ventitré anni ha curato a proprie spese le tombe di Passo Aurieu, patriarca di 18 figli, dei quali buona parte di bruna pelle etiopio. La ricerca dei Cassia è stata, in parte, fruttuosa.

Anziani abitanti del villaggio di Engia Bahar hanno ricordato ed indicato che « lì », in quel punto, sono sepolti sei italiani e tanti ascari. Ma dove, le tombe? Le lapidi c'erano ma sono state tolte, per farne un muretto a secco.

Non potevano, le tre signore e il giovanotto, mettersi a scavare. Né potevano sconvolgere il muretto per ricercare le lapidi. I Cassia hanno fotografato quel prato informe, hanno fatto schizzi, poi sono tornati. Duecento chilometri all'andare, duecento al tornare. Ora, lassù, dovranno andare a i contabili della gloria e frugare tra la terra, sperando di ritrovare un segno, una piastrella che permetta di dire: « E' quello ».

Mentre i DC 3 della Ethiopian Airlines trasportavano i cinquantatré visitatori verso Addis Abeba, ultima tappa, sorvolando la stupenda cavalcata di pianure rigogliose e di creste tormentate, dal Goggiam allo Scioan, la dolce sorella di Enrico Magliola, che aveva affrontato i pericoli prospettati, non rivelatisi inesistenti, tacca, mesta. A volte chiedeva accorata: « Perché non l'hanno trovato ancora? »



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE **onoriamo i nostri Caduti in** GLI AFFARI SOCIALI

Poi, l'ammasso di verde, di cemento e di tukul di Addis Abeba, la capitale bella e contraddittoria, dove l'architetto Mezzedimi ha eretto tante sue opere, dove vivono, nella città o nei dintorni, circa seimila italiani, alcuni dei quali di notevole peso economico, dove ghebi imperiali, università, palazzo della stampa, ospedali e

musei si affiancano ad agglomerati di capanne, la capitale ch'è la sintesi dell'Etiopia tutta.

I Caduti italiani sono raccolti in un grande riquadro, all'interno del cimitero civile. Per giungerci, occorre attraversare lo squallore del riquadro riservato ai civili italiani, fra tombe in gran parte abbandonate e, a quanto pare, da nessuno curate. Il camposanto militare, invece, è nitido, bene ordinato. Vi sono in corso ancora lavori poiché da poco più di una settimana vi sono stati traslati i Caduti nel Gimma che si aggiungono a quelli dell'Amhara, dello Scioa e località limitrofe. Anche qui, gli Ignoti sono in maggioranza, testimonianza dei troppi decenni trascorsi prima che si desse mano al grave compito.

I Cassia, il dott. Costa, coloro che hanno cercato i loro morti, sono, tra noi, l'altra testimonianza. Con essi, Gino Compagnoni, che dal primo giorno ha cercato invano di sapere dove possa essere l'ultima dimora del fratello carrista, uno dei due suoi fratelli caduti quaggiù.

Ultimo amore

Ecco, il nostro viaggio è terminato. Siamo passati attraverso una gamma di sensazioni, di reminiscenze, di stupori, di malinconie, di giudizi espressi per essere subito corretti e ricorretti, di luoghi noti e riconosciuti, di incontri imprevedibili. Questo Paese che lascia intatte nostre scritte murali di tempi lontani, e consente che

onoriamo i nostri Caduti in cimiteri che sono piccoli monumenti; le cui popolazioni non ci dimostrano ostilità alcuna; questo Paese povero ma dalle immense possibilità; questo Paese affascinante le cui arterie sono ancora quelle che vi gettammo ed il cui turismo non è sfruttato come potrebbe; questo Paese la cui storia ultramillenaria s'intreccia ad un certo punto con la nostra storia; questo Paese che non vive isolato ma che partecipa della crisi che travaglia il mondo intero in questo scorcio di millennio; questo grande Paese dove si parla l'amarico e il tigrigno ed una gamma di dialetti, la cui seconda lingua ufficiale è l'inglese e sul quale convergono moltissimi interessi; questo vastissimo Paese che l'Imperatore, la cui immagine è onnipresente, regge con saggezza, questo strano, contraddittorio Paese non può essere sbrigato con un giudizio. Non v'è che da visitarlo, più lentamente di quanto noi non abbiamo potuto fare, e con la comprensione e l'affetto con il quale noi lo abbiamo guardato. Con l'amore, anche, che ad esso portano gli ultimi italiani rimasti laggiù.

Già lo accennai, ma perché non ripeterlo? Quando, dopo l'intoppo creato dalla guerra nel Medio Oriente tornavano sul Boeing delle Ethiopian Airlines, per la rotta Kartum-Atene-Roma, allargandosi per lasciare ben lontano il cielo egiziano, i cinquantatré visitatori, pellegrini d'italianità, fecero festa ad una donna eritrea diretta ad Atene per lavorarvi. Quelle strette di mano, quegli auguri, quel saluto festoso e malinconico insieme espressero il sentimento mesto e profondo che aveva cementato l'una con l'altro i cinquantatré viaggiatori. Uvellato differenze di età, di cultura, di abitudini, anche d'idee: il sentimento che li aveva indotti a guardare l'Etiopia con amore, con lo stesso amore dei nostri fratelli che ancora vi restano, con lo stesso amore dei nostri ragazzi che ora vi dormono, per sempre, negli altopiani, nelle pianure, nel bassopiano e sulle ambre dove le chiese antiche sembrano esservi deposte dalla mano di Dio.

LEONIDA FAZI

LL'UFFICIO VII

del

Ritaglio dal Giornale



V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
SOLE d'ITALIA Bruxelles

20.10.73

LE BORSE DI STUDIO AGLI STRANIERI IN BELGIO

Nuovamente concesse agli studenti italiani frequentanti gli Istituti medi

Ancora esclusi gli studenti universitari - Italia, Belgio e gli altri Paesi in contrasto al riguardo con disposizioni comunitarie a suo tempo approvate

La saracinesca che s'era improvvisamente abbassata nel novembre 1972 sulle speranze di molte famiglie italiane emigrate in Belgio per la decisione del governo belga di privare i loro figli delle borse e dei contributi allo studio, è parzialmente alzata. Il governo belga, infatti, ha deciso di attribuire nuovamente, per l'anno scolastico 1973-1974 — e quindi senza effetto retroattivo all'anno scolastico 1972-1973 — le borse di studio, i sussidi e i contributi allo studio agli studenti italiani che frequentano gli Istituti medi.

Disposizioni sono già state impartite perchè siano subito esaminate le domande già introdotte o che verranno presentate dalle famiglie italiane.

La decisione del governo belga che è presa, giova rilevarlo, a pochi giorni dalla visita in Belgio del Presidente della Repubblica Leone, si basa sulla condizione di reciprocità, richiesta esplicitamente dal decreto del 16 novembre 1972, che l'Italia ha riconosciuto ai cittadini belgi attraverso una circolare amministrativa, chiamata anche «circolare Scalfaro» dal nome del ministro che allora reggeva il dicastero della Pubblica Istruzione, che il Ministero

riescono ad iscriversi nelle università dei propri Paesi a causa del « numero chiuso ».

E' similmente in contrasto con il già citato art. 12 del Regolamento comunitario, la pretesa di reciprocità dell'amministrazione belga non contemplata da quell'articolo il quale cita: « I figli del cittadino di uno Stato membro, che sia stato occupato sul territorio di un altro Stato membro, sono ammessi a frequentare i corsi di insegnamento generale, di apprendistato e di formazione professionale alle stesse condizioni previste per i cittadini di tale Stato, se i figli vi risiedono. Gli Stati membri incoraggiano le iniziative intese a permettere a questi giovani di frequentare i predetti corsi nelle migliori condizioni ».

Ci sembra quindi opportuno rammentare questo aspetto del problema, quanto mai rilevante soprattutto per le questioni di principio che solleva, alla vigilia della visita del Presidente Leon.

Appare chiaramente infatti che nel campo dell'istruzione pubblica, gli Stati membri hanno totalmente o in parte disatteso ad un preciso obbligo sottoscritto a suo tempo nell'ambito comunitario.

na per gli studenti degli istituti medi non lo è tuttavia per gli universitari sulla base di una interpretazione restrittiva di parte italiana dell'articolo 12 del Regolamento CEE sulla libera circolazione (vedi « Sole d'Italia » n° 1331 del 6 ottobre u.s. articolo « Manca la volontà in Italia per appianare il contenzioso con il Belgio »); in particolare laddove si afferma il diritto di accesso ai corsi di insegnamento generale la parte italiana afferma che si è inteso escludere l'istruzione universitaria dal momento che l'università è sede di insegnamento specialistico e non di « insegnamento generale ».

Beninteso, l'argomentazione del Ministero della Pubblica Istruzione italiana è speciosa e mira soprattutto a preservare le università italiane, già traboccanti, da ipotetiche massicce iscrizioni di studenti comunitari che non

Esteri ha trasmesso alle competenti autorità belghe. Il felice esito della vertenza, che aveva creato senza dubbio suspizione sulle rette intenzioni del governo belga in fatto di accoglienza e gettato nell'incertezza numerose famiglie, premia certamente la tenacia di chi ha operato per la sua felice soluzione.

DISATTESO

* UN PRECISO OBBLIGO

Il risultato è tuttavia parziale. Esso, infatti, non ci deve far dimenticare che il decreto suaccennato non ha colpito soltanto gli studenti stranieri frequentanti scuole medie ma anche istituti superiori, come le Università o le Scuole Universitarie. La richiesta di reciprocità avanzata dal Belgio per le due categorie di studenti s'è soddisfatta dalla circolare ministeriale italia-



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

SOLE d'ITALIA di Bruxelles

20.10.73

Ritaglio dal Giornale

Italiani in Olanda

LA patria dei mulini a vento, del buon formaggio, dei canali e delle « notti proibite » di Amsterdam, è anche la seconda patria di circa trentamila italiani. Trentamila persone che hanno cercato ed in parte trovato in questa simpatica terra un lavoro, una casa, un futuro e che hanno saputo trovarvi anche le premesse per trasportarvi usanze, costumi, abitudini dei loro paesi. Probabilmente se oggi contassimo gli italiani in Olanda, giungeremmo ad un numero superiore a trentamila. L'Olanda è un Paese che invita i turisti e che se li fa amici, li cattura quasi con il fascino dell'offerta di una libertà che difficilmente si riscontra in altri Paesi, con quei contrasti tra i piaceri di bucolici rilasamenti nelle grasse e fertili pianure (ogni quattro olandesi c'è una vacca) e quelli di un « engagement » sociale che ha svestito molte realtà da compromessi e tabù, trasformandole in puri e semplici atti di responsabilità.

Sono molti gli italiani che vengono in Olanda per una vacanza che finisce regolarmente per sbalordirli. L'organizzazione quasi perfetta della società fa sì che ognuno si senta libero in un paese grande come la Lombardia e abitato da quasi quattordici milioni di persone. Ma le strutture del Paese restano sconosciute al turista che si chiede come è possibile che per le strade vi sia tanta gente, che vi siano tanti locali, negozi, che i servizi pubblici siano così tempestivi e che ognuno sia libero di fare quello che vuole senza che si scateni il caos, o per lo meno senza che la confusione che appare a prima vista venga vista come il presupposto di atteggiamenti di prepotenza. Una confusione di luci, di colori, soprattutto di giovani così dichiaratamente anticonformisti sino ad aver vinto la battaglia dei capelli lunghi e del formalismo. Un Paese dove si

viene a contatto con le realtà proibite negli altri Paesi, come la liberizzazione del sesso, la droga, il divorzio, l'aborto e che pure riesce a dimostrare un aspetto lindo e pulito, addirittura signorile, perché è lo stesso popolo olandese a dare di sé questo aspetto. Tranquillo, rispettoso, cosciente del proprio peso sociale e politico esso conta sulla consapevolezza di essere considerato in tutti gli atti politici di coloro che si sono assunti la responsabilità di governarli, sia a livello di Governo che di amministrazioni comunali. Il segreto della disciplina di questo popolo, una disciplina a volte incomprensibile e potremmo anche dire dal nostro punto di vista, quasi urtante, è proprio nella determinazione con la quale accetta di essere un cittadino che vuole essere partecipe. Così si sente direttamente investito dei problemi comuni, li fa propri fino a considerarli delle realtà delle quali non si può fare a meno. Perciò l'Olanda, mentre è vista dai turisti come un Paese allegro, un po' matto, dove tutto si può fare, dove migliaia e migliaia di giovani si riversano in continuazione da tutto il mondo per bivaccare d'estate e d'inverno sui prati del Vondel Park di Amsterdam per concretizzare una forma di filosofia d'urto, è in realtà un Paese dove la coscienza nazionale è forse la più sviluppata del mondo. Nessuno in Olanda ha avuto qualcosa da dire quando recentemente il decreto reale ha riconosciuto il diritto ad esistere, e quindi di ricevere contributi ministeriali, alla associazione nazionale degli omosessuali. Il problema è stato visto come una realtà, un fatto di cui tener conto, un gesto di rispetto verso una condizione umana.

La validità del lavoro italiano

I trentamila italiani che si trovano in questo Paese vivono indubbiamente una realtà diversa da quella dei turisti. La ragione principale della

loro presenza è il lavoro, e sono molti tra loro quelli che sono riusciti a riscattare le proprie origini di modesti emigranti impegnandosi in attività industriali e commerciali che hanno procurato un pari benessere a loro e all'Olanda. Il primo gruppo consistente di emigranti italiani si è portato in questa nazione tra le due guerre mondiali. Quasi tutti veneti, specialmente friulani, hanno iniziato con una attività artigianale che li ha immediatamente imposti alla attenzione della nazione. Costruivano statuette di gesso e nel tempo libero pulivano i camini. Poi, quasi di colpo hanno scoperto che gli olandesi sono golosi di gelato. Eccoli allora con carrettini e negozietti iniziare una forma di commercio che in breve li porterà ad avere il monopolio nel ramo in tutta la nazione. Le ricette segrete vengono tramandate ai figli ed oggi più che mai, il gelato italiano è preferito di gran lunga da tutti a quello olandese.

Poi, dopo la seconda guerra mondiale, arrivano gli emigranti moderni. Le miniere del Limburgo assumono quantità sempre maggiori di connazionali, specialmente sardi. L'industria metallurgica pesante riconosce la validità del lavoro italiano ed assume negli altiforni del Nord-Olanda migliaia di nostri connazionali. Poi ancora l'espansione economica della nazione fa sì che altre fabbriche ed industrie preferiscano ricorrere alla nostra manodopera per conquistare e mantenere livelli di produzione altrimenti irraggiungibili. Di pari passo, molte industrie italiane cominciano ad aprire succursali in Olanda.

Oggi gli italiani sono praticamente sparsi in tutta la nazione. Sono circa quattordicimila quelli residenti nella zona del Consolato Generale di Rotterdam, mentre diciottomila si trovano nella circoscrizione di Amsterdam. Hanno tutti dovuto superare i notevoli ostacoli dell'inserimento. Innanzitutto la lingua, così difficile, poi le nuove abitudini, le nuove usanze. Alcuni, quelli delle miniere del Twente, si sono poi trovati a dover superare altre difficoltà, proprio quando ritenevano ormai di aver assestato la propria esistenza con un certo tipo di lavoro. I processi di riconversione industriale che si sono sviluppati in quelle zone li hanno portati verso occupazioni diverse, ma si sono comunque adattati egregiamente. Così vediamo che anche in quelle zone, sono molti i nostri connazionali che si distinguono all'interno delle fabbriche con mansioni di comando. Potrebbero essere di più, se di più fossero a conoscenza in maniera sufficiente della lingua olandese.



Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Un'inchiesta del Patronato ACLI in Europa ha portato l'anno scorso a rilevare che l'Olanda è il Paese dove più basso è l'indice della conoscenza della lingua locale da parte degli italiani. Ma la cosa è più che comprensibile. Un fatto che crea inoltre, già di primo acchitto, difficoltà nell'inserimento, è la poca disponibilità dei nostri emigranti a dover accettare delle situazioni per le quali non esiste alternativa. Cioè di adattarsi all'ordine che disciplina in Olanda tutte le cose. Per esempio il problema dell'alloggio. Le case vengono assegnate in Olanda in base ad una legge gestita dai Comuni che prevede un soggiorno da uno a due anni prima di concedere il diritto d'iscrizione delle liste dei richiedenti. Un sistema per disciplinare l'effettiva carenza di alloggi nella nazione, che però se non è visto come tale crea reazioni di malumore. L'emigrante italiano, a differenza di altri, si impegna in modo tale nel proprio lavoro per cui non solo può diventare indispensabile al datore di lavoro, ma ne diventa cosciente, per cui finisce col chiedere trattamenti di favore con la convinzione di essere nel suo diritto. E' tutto ciò una simpatica manifestazione di indipendenza che è vista generalmente di buon occhio dal datore di lavoro che il più delle volte si impegna ad aiutarlo anche per problemi personali. Sono il carattere dell'italiano, la sua esuberanza,

l'allegria che porta ovunque che lo portano ad essere generalmente visto con simpatia. Mancano le statistiche relative ai matrimoni tra italiani e donne olandesi, ma questi sono indubbiamente molti e le tradizioni familiari dei primi, riescono a coincidere il più delle volte con le novità insite nell'altro tipo di tradizione. Le mogli olandesi degli italiani affermano sorridendo che finché il marito italiano è tenuto al guinzaglio è il migliore dei mariti ed il più affettuoso e disponibile dei padri.

Così gli italiani che risiedono in Olanda finiscono il più delle volte con l'accettare, più con pazienza che con convinzione, la necessità dell'ordine e della disciplina in tutte le cose. Ma restano, e ne sono convintissimi, italiani.

cente, è anche vero che esso sta proliferando con tale velocità da far credere che esso rappresentava in realtà una vera e propria necessità. Oggi in Olanda vi sono una quarantina di associazioni a base statutaria che svolgono in parte un lavoro di impegno sociale, di testimonianza di una realtà che ha comunque anche molti aspetti negativi, ed in parte un lavoro culturale, di svago nel tempo libero. Qualunque sia la loro funzione, esse sono comunque benemerite perché testimoniano una forma di impegno indiscutibile. Di ciò ne è cosciente anche il Governo Italiano, e lo ha dimostrato quando ha stabilito che anche le associazioni italiane in Olanda dovessero avere un proprio rappresentante in seno al Comitato Consultivo degli Italiani all'estero.

Negli ultimi tempi poi, l'interesse degli italiani in Olanda è andato sviluppandosi anche nei confronti dell'associazionismo sindacale. Le associazioni italiane interessate al problema ed i nostri lavoratori sviluppano una azione di sensibilizzazione nei confronti dei sindacati affinché l'interesse verso i problemi degli emigranti si trasformi in forma strutturale. E' fuor di dubbio che i sindacati e i partiti politici olandesi dimostrano di voler considerare gli stranieri in tal senso. Al prossimo congresso del partito socialista olandese verrà presentata una mozione che se approvata impegnerà poi lo stesso a far ottenere il diritto di voto a tutti gli stranieri con un soggiorno in Olanda superiore ai 5 anni.

Non è facile stabilire quanti siano esattamente gli italiani iscritti ai sindacati olandesi perché mancano dati ufficiali. Le fonti interessate affermano comunque che il 15 per cento dei nostri connazionali è loro socio. L'interesse verso una adesione sempre maggiore, che dia peso ad una vera e propria presenza, tornerrebbe a vantaggio degli stessi iscritti perché nei temi di rinnovo dei contratti collettivi di lavoro, potrebbero essere inseriti, qualora esistesse una pressione capace di tanto, anche argomenti di enorme interesse quali l'alloggio, il posto di lavoro, l'evidenza di particolari problemi legati agli emigranti.

Perché i problemi in fondo, esistono.

Questi i problemi

E ne sono coscienti gli stessi olandesi. Propongono soluzioni dignitose e democratiche. Così anche in questo Paese stanno nascendo le cosiddette Commissioni Comunali per lavoratori stranieri. Ne esistono in diverse forme ed espressioni ad Utrecht ed a Zaandam e vanno soppiantando quei comitati comunali per i problemi dei lavoratori stranieri

che in realtà non servivano a molto perché mancavano degli elementi indispensabili e cioè gli stranieri.

Gli olandesi considerano queste commissioni come una espressione di rispetto verso gli stranieri ed i loro problemi e vogliono dare una mano per evidenziare questi ultimi in una forma che impegni i Comuni a risolverli. Ecco che la Commissione del Comune di Zaandam, dove è presente anche un rappresentante degli italiani, ha immediatamente chiesto la priorità per il problema dell'istruzione dei figli. Un tipo di istruzione che permetta un omogeneo inserimento nelle scuole olandesi ma che lasci intatto il bagaglio culturale necessario per un reinserimento nelle scuole del paese di origine in caso di rimpatrio. Un problema indubbiamente grosso e di non facile soluzione, ma che è già affrontato da una sottocommissione di esperti le cui raccomandazioni formeranno materia di impegno del Comune sia nei confronti degli stranieri che del Governo stesso per provvidenze ed aiuti. Il prossimo problema sarà quello dell'alloggio. Anche qui, una volta evidenziata la realtà dal

punto di vista degli stranieri, sarà conseguente un impegno formale per giungere a giuste soluzioni. Lo stesso lavoro è fatto dalla Commissione nel Comune di Utrecht, dove sono stati eletti due italiani. Altri Comuni vanno via via, prendendo l'esempio dei primi e così' sia quello dell'Aja che quello di Rotterdam vareranno tra poco le loro commissioni.

Si può dire che è recente il fenomeno della concretizzazione dell'impegno sociale degli italiani in Olanda in attività ufficiali. E' recente perché è giunto indubbiamente ad un punto di maturazione che non permetteva altrimenti, e perché tutte le iniziative in tal senso sono state appoggiate proprio dalla rappresentatività delle associazioni italiane e dal profondo interesse delle nostre Autorità.

E' quindi un momento nuovo questo della presenza italiana in Olanda. Un momento denso di responsabilità, di impegni, ma anche di prospettive, che gli italiani in Olanda, trascurando un po' le folli notti di Amsterdam o i pittoreschi angoli del Vondel Park, speriamo abbiano deciso di far loro fino in fondo.

Il compito delle Associazioni

Se è vero che l'associazionismo italiano in Olanda è un fenomeno re-



I I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **SOLE d'ITALIA** di **Bruxelles** del **20.10.73**

Italiani in Belgio

La promozione sociale

La promozione sociale dei nostri immigrati in Belgio, può essere riscontrata nelle qualificazioni professionali che molti hanno conseguito sia nell'ambito industriale che in attività commerciali indipendenti (negozi di generi alimentari, caffè e ristoranti) o in attività esercitate prima dell'espatrio (parrucchieri, calzai e mestieri artigianali vari) di cui parliamo ampiamente in altra parte del giornale. Per quanto riguarda la promozione sociale della seconda generazione, strettamente legata alla car-

Queste in sintesi le caratteristiche della nostra emigrazione in Belgio. Una emigrazione venuta fuori dalle baracche che durante la guerra accoglievano i prigionieri russi, poi i prigionieri tedeschi, carica di vive e sofferte esperienze umane.

Spariti i campi di baracche, in cui donne e bambini guazzavano d'inverno nel fango, usciti dai pozzi i minatori, la collettività s'è lentamente incamminata verso un avvenire migliore. Puntando sui figli, perchè per essi i genitori avevano consumato l'uno i polmoni l'altra le mani nello strappare alle viscere della terra il carbone, nell'accudire con disperazione a squallide dimore.

Certo, vi sono stati altri morti. I silicotici, gli uomini che la morte non aveva ghermito al fondo, ma che falcia silenziosamente, rosi dal male inesorabile. Quanti sono stati sino ad oggi i morti per silicosi? Non si saprà mai con precisione, ma certamente vanno contati a migliaia.

Si è puntato sui figli.

Una ricchezza incalcolabile.

Prima considerato un moltiplicatore passivo di assegni familiari, quell'esercito di bambini infatti è per il Belgio, in particolar modo per la regione francofona del Paese, la Vallonia, una fonte di speranza nell'avvenire.

Povera demograficamente, la Vallonia per vivere non può fare a meno di quei giovani, così entusiasti e sani, spinti con sacrifici e trepidazione verso un futuro migliore, possibilmente meno amaro, dai genitori.

E l'accoglienza, prima puramente assistenziale, si trasforma in politica demografica. Oggi, in tutte le principali città della Vallonia — Liegi, Namur, Charleroi e Mons — esistono dei centri di accoglienza che contribuiscono con i sindacati, con le associazioni locali o degli stranieri a sviluppare una politica di promozione civica e sociale degli emigrati.

Le esigenze della società belga hanno mutato profondamente il genere di apporto richiesto. Prima gli italiani si chiedeva di porre le loro braccia al servizio di una economia del dopoguerra in vertiginosa espansione, oggi si chiede che i loro figli contribuiscano a ridare nuovo vigore e speranza ad una società e

MARCINELLE. Chi non ricorda in Belgio, in Italia, nel mondo, quel nome che l'8 agosto 1956 si stampò sul frontespizio del martirologio umano con il tremendo bilancio di 263 morti di cui 135 italiani? Nessuno, crediamo, ha dimenticato quella miniera, il Bois-du-Cazier, ormai lugubre monumento al sacrificio di un'emigrazione che ha perso dal 1946 ad oggi 946 minatori, periti al fondo dei pozzi.

Non si può parlare della collettività italiana in Belgio, senza fare riferimento a quei primi uomini che nell'immediato dopoguerra contribuirono con il loro lavoro, spesso disumano, a vincere quella che i belgi hanno chiamato « la battaglia del carbone ». Perchè molti commercianti ed operai di oggi sono i minatori di ieri, perchè i giovani italiani dei nostri giorni sono i loro figli, i figli della miniera. Il lavoro italiano nelle miniere del Belgio rimarrà senza dubbio come uno dei più significativi esempi delle capacità di sacrificio del lavoratore italiano. E ci sembra doverosamente giusto sottolinearlo.

Oggi per fortuna i minatori italiani in Belgio sono soltanto 4.775, la maggior parte altamente specializzati. Nel 1953, l'anno di punta della nostra emigrazione verso le miniere del Belgio, superarono le 50.000 unità, con una diminuzione graduale dopo il 1958, anno d'inizio del declino dell'industria carbonifera.

riera scolastica, rimandiamo il lettore all'articolo che dedichiamo ai problemi scolastici, di primaria importanza per la nostra collettività in Belgio.

Notevole, e ci sembra vada particolarmente sottolineata, è la promozione conseguita dai nostri connazionali nell'ambito della vita sindacale. Alle ultime elezioni, oltre un migliaio di italiani sono stati eletti negli organismi sindacali in qualità di membri effettivi e supplenti. Altri 110 connazionali fanno parte in qualità di consiglieri dei Consigli comunali consultivi creati in 20 comuni belgi; 10 vi ricoprono la carica di presidente e 3 quella di vice-Presidente.

Questi risultati sono stati ottenuti grazie ad una larga partecipazione dei nostri lavoratori alla vita associativa. I lavoratori italiani in Belgio erano nel 1967 68.159 (53.222 uomini e 11.037 donne). Ebbene, anche se quei dati sono certamente mutati con un aumento reso possibile soprattutto dall'apporto della seconda generazione, si valuta che circa la metà degli italiani occupati sono iscritti ad uno dei due sindacati (di ispirazione cristiana e socialista). Inoltre la vita associativa italiana propriamente detta è particolarmente intensa. L'associazionismo ha reso tra l'altro possibile una così larga rappresentanza di connazionali negli organismi sindacali e comunali.



Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

ad un'economia in crisi.

La Vallonia, la regione culturalmente e linguisticamente francofona del Paese, ove risiedono più numerosi gli stranieri e le loro famiglie, non può fare a meno dei giovani immigrati. Ma i giovani immigrati possono fare a meno della Vallonia ?

I loro problemi

Quando, nell'immediato dopoguerra, cominciarono ad arrivare in Belgio i primi treni provenienti da tutte le regioni d'Italia, carichi di minatori italiani, si disse che l'Italia ottenne dal Belgio la fornitura di carbone, preziosissimo per la nostra economia. Fece ad un prezzo molto favorevole. Fece fortuna allora il detto : « Siamo stati venduti per un sacco di carbone ». Era una forma esagerata ed esasperata di protestare contro le condizioni di vita e di lavoro dei minatori, ma di qualcosa di vero c'era ; si poneva allora in tutta la sua ampiezza il problema della tutela e dell'assistenza del lavoratore italiano emigrato. E gli

italiani, dal 1946 al 1956, emigrarono in Belgio prima che in Svizzera ed in Germania.

Oggi, l'emigrazione italiana in Belgio non è più costretta nei limiti dell'assistenzialismo puro che ritroviamo invece ancora in Germania ed in Svizzera.

In questo Paese, che ha sempre cercato di apparire più ospitale di tanti altri, l'italiano, dopo la sofferta esperienza in miniera, ha potuto risolvere alcuni problemi primari : la salute, il lavoro, l'alloggio. Usciti dalla miniera i minatori, s'è ridotto alquanto l'esercizio dei silicotici, eliminate le baracche, per gli italiani il problema dell'alloggio si pone al pari di quello degli altri lavoratori, e l'italiano non subisce discriminazioni nella ricerca del lavoro.

Ecco perchè oggi le famiglie possono puntare con maggior serenità sulla promozione sociale dei loro figli. Se i giovani italiani in Belgio sono ancora in maggioranza cittadini italiani (la tabellina qui accanto conferma che le naturalizzazioni e le opzioni di nazionalità belga sono entità trascurabile), si impone un'azione congiunta dei due governi per far sì che questa presenza dei giovani italiani, che può anche essere chiamata integrazione, si identifichi con un netto miglioramento del livello sociale e culturale della futura collettività immigrata.

In un articolo a parte cerchiamo di tratteggiare il problema scolastico che sta alla base di tutta l'azione che i due governi, per quanto compete a ciascuno di essi, dovrebbe svolgere nei loro confronti. Non ci dilunghiamo quindi ulteriormente sull'argomento.

La presenza di un associazionismo diffuso e vivace ha portato la collettività in Belgio a sviluppare e ad approfondire il tema della partecipazione civica e politica dell'emigrato. In tre direzioni : Paese d'origine, Paese d'accoglienza, Europa.

Per quanto riguarda l'Italia, gli italiani in Belgio, soprattutto attraverso le ACLI, l'associazione italiana più solidamente impiantata, hanno condotto con vigore una campagna per l'ottenimento dell'esercizio del diritto di voto all'estero da esprimersi nelle Ambasciate e nei Consolati all'occasione di elezioni legislative in Italia. Inoltre, hanno chiesto ed ottenuto una loro partecipazione nella trattazione dei loro problemi a livello di amministrazione degli Esteri, sia centrale con il Comitato consultivo degli italiani all'estero che periferico con l'istituzione di comitati consolari di coordinamento. In Belgio, tuttavia si giudica inadeguata la volontà politica che si esprime in Italia per risolvere il problema del voto politico di 3 milioni di italiani emigrati, insufficiente alle speranze il ruolo del Comitato consultivo degli Italiani all'estero e poco rappresentativi e democratici i comitati consolari di coordinamento e i Comitati scolastici italiani che dovrebbero attuare in cooperazione con il Consolato e non a discrezione del Consolato l'assistenza sociale e scolastica nei confronti della collettività.

Il contributo degli Italiani all'istituzione dei Consigli comunali consultivi, un originale primo passo verso una cittadinanza europea comune, è primordiale e ne valutiamo a parte la portata.

E' un discorso questo dei Consigli comunali consultivi dei migranti che ci porta inevitabilmente a parlare di Europa, delle speranze riposte nella elezione a suffragio universale del Parlamento Europeo quale espressione diretta e corale dei popoli europei e quindi anche delle minoranze emigrate nella definizione di un destino comune.

L'italiano in Belgio è stato un europeo prima ancora che Bruxelles, sede delle istituzioni comunitarie, diventasse il centro-motore dell'auspicabile processo di integrazione.

Contribuendo dapprima, in un'Europa ancora dilaniata dalla guerra, a riallacciare comuni interessi tra due popoli divisi dagli eventi bellici, a rivalutare il lavoro umano che non conosce frontiere, a presentare dell'Italia uscita martoriata dal conflitto il tradizionale aspetto pacifico e laborioso della sua gente.

I reduci dalla « battaglia del carbone », i loro figli, e gli emigrati che in questo ospitale Paese li hanno successivamente raggiunti, sentono di essere qualcosa di più di quanto esprima la definizione limitativa di emigrati. Tocca ad altri, oggi più che nel passato, dire alla collettività italiana in Belgio cos'è veramente.

Perché non sia più vera l'espressione : « Siamo due volte stranieri : in Patria e all'estero ».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

3

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

★ GLI ITALIANI OCCUPATI

Nel 1967 è stato fatto, a cura del Ministero del Lavoro, un censimento dei lavoratori stranieri impiegati in Belgio. Al 31 luglio 1967 risultavano occupati in questo Paese 68.159 italiani (53.222 uomini e 11.037 donne) su un totale di 181.555 stranieri impiegati in Belgio. Di essi, 3.900 erano occupati nel settore impiegatizio e 64.259 come lavoratori dipendenti.

I principali settori d'impiego dei connazionali erano:

- Siderurgia e metallurgia 12.000
- Edilizia 12.000
- Personale domestico e alberghiero 3.000
- Miniere 7.100
- Cave di pietra 3.000
- Tessile e confezioni 3.500
- Alimentazione 1.700

★ LE RIMESSE IN DANARO

Le rimesse in danaro effettuate in Italia per il solo tramite dell'Ufficio Italiano dei Cambi sono state in questi ultimi anni le seguenti:

- 1966 : Lit. 15.344.784.000
- 1967 : Lit. 15.746.640.000
- 1968 : Lit. 17.392.128.000
- 1969 : Lit. 21.351.408.000
- 1970 : Lit. 17.669.184.000
- 1971 : Lit. 18.000.528.000
- 1972 : Lit. 10.319.000.000 (primo semestre).

Da un calcolo fatto per il triennio 1966-1968 sul guadagno medio degli italiani in tali anni (Lit. 88.905.334.000 nel 1966 ; Lit. 99.956.640.000 nel 1967 e Lit. 109.188.563.000 nel 1968) e dai dati sulle rimesse sopracitate si deduce che i nostri lavoratori hanno possibilità di effettuare sensibili economie.

E' da osservare che non tutte le rimesse vengono trasferite per il tramite dei canali ufficiali.

★ I MATRIMONI DEGLI ITALIANI

Sulla base della statistica dei matrimoni, dal 1962 al 1967, sono stati contratti in Belgio 40.513 matrimoni di cui almeno uno dei coniugi era di nazionalità straniera.

Secondo la nazionalità di uno dei coniugi, si rileva che 4.036 italiani

hanno contratto matrimonio con cittadine belghe e 2.761 italiani hanno sposato cittadini belgi. Trattasi quindi di 6.797 matrimoni italo-belgi su un totale di 12.047 matrimoni di italiani contratti in Belgio in detto periodo.

★ NATURALIZZAZIONI

Dall'inizio dell'emigrazione italiana di questo dopoguerra, sono state registrate in Belgio 2.751 naturalizzazioni (opzioni comprese) e in particolare:

dal 1946 al 1960	562
dal 1960 al 1961	75
dal 1961 al 1962	98
dal 1962 al 1963	69

dal 1963 al 1964	94
dal 1964 al 1965	80
dal 1965 al 1966	160
dal 1966 al 1967	167
dal 1967 al 1968	255
dal 1968 al 1969	260
dal 1969 al 1970	324
dal 1970 al 1971	212
dal 1971 al 1972	215

★ LA COLLETTIVITA' ITALIANA

Il censimento generale del 1961 aveva registrato la presenza in Belgio di 200.086 italiani su un totale di 453.486 stranieri qui residenti.

Secondo le rilevazioni annuali, la popolazione italiana in Belgio di età superiore ai 12 anni subì, nel triennio 1968-1970, le seguenti variazioni:

- al 31 dicembre 1968 : 176.252 su un totale di 505.887 stranieri ;
- al 31 dicembre 1969 : 183.234 su un totale di 205.887 stranieri ;
- al 31 dicembre 1970 : 185.315 su un totale di 501.328 stranieri.

★ GLI ITALIANI PER PROVINCIA

(al 31 dicembre 1971)

PROVINCIA	Uomini	Donne	Totale
ANVERSA	827	383	1.210
LIMBURGO	7.711	5.809	13.520
FIANDRA OCC.	281	83	364
FIANDRA ORIEN.	503	209	712
LIEGI	29.721	23.253	52.974
HAINAUT	49.873	38.155	88.028
NAMUR	3.705	2.598	6.303
LUSSEMBURGO	541	312	853
BRABANTE	14.477	9.990	24.467
BELGIO	107.639	80.792	188.431

N.B. — In queste cifre non sono compresi i bambini di età inferiore a 12 anni che si valutano tuttavia attorno alle 80.000 unità.

Sulla base delle più recenti valutazioni consolari, si calcola che gli italiani residenti in Belgio sono attualmente 268.901 (su un totale di circa 780.000 stranieri), così ripartiti nelle diverse circoscrizioni consolari:

	1961	1972
— Consolato Generale a Charleroi (Hainaut e Namur)	109.767	137.180
— Consolato Generale di Liegi (Liegi e Lussemburgo)	57.349	70.402
— Consolato d'Italia in Bruxelles (Brabante e Limburgo)	31.394	57.219
— Consolato Generale a Anversa (Anversa e Fiandre Occ. e Or.)	1.576	4.100
	200.086	268.901



I d

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

SOLE d'ITALIA

di Bruxelles

del 20.10.73

Ritaglio dal Giornale

Italiani in Lussemburgo

A

PPOGGIATO a Belgio, Francia e Germania, con i suoi pingui 2.586 Kmq., lungo 82 km. e largo 57, il Granducato del Lussemburgo,

che riceverà per la prima volta la visita ufficiale di un Capo di stato italiano, somiglia ad una lingua gibbosa lasciata cadere da un Padreterno generoso fra terre meno fertili, meno ricche e meno felici.

1.180 ettari di vigne dal vino famoso e 84 mila ettari di eccezionali foreste ne fanno un'isola particolarmente preziosa per qualsiasi tipo di studio sociologico, economico ed ecologico. L'equilibrio industria-natura è rispettato quasi dappertutto in modo esemplare, anche se qualche eccesso comincia a farsi luce soprattutto nelle sue più importanti città che sono: Lussemburgo ed Esch-sur-Alzette, città ad oltre 50 p.c. italiana o di origine italiana.

Ma come vive, da chi è governato, quali attività svolge questo paese che per anni ha avuto un solo disoccupato nelle statistiche (dicono le solite mafe lingue, lautamente ricompensato per restarlo ed evitare così di dar l'impressione della perfezione, sempre pericolosa)?

1) Ordinamento costituzionale

Il Lussemburgo è una monarchia costituzionale ereditaria (Granducato) retta attualmente dal Granduca Jean, figlio di Charlotte del Nassau e di Felice Borbone Parma.

L'attuale costituzione, che risale al 1848, prevede il potere esecutivo nelle mani del Sovrano e di un Consiglio dei Ministri composto di sette membri; il potere legislativo è esercitato dalla Camera dei Deputati composta da 56 membri ed eletta ogni 5 anni a suffragio universale col sistema del « panachage », che offre all'elettore la possibilità di votare per candidati di più partiti della propria circoscrizione.

2) Politica interna

La Camera dei Deputati in seguito alle ultime elezioni è composta di: 21 cristiano-sociali, 12 socialisti, 11 liberali, 6 social-democratici, 6 comunisti.

Il Governo, formato da una coalizione fra cristiano-sociali e liberali, è presieduto da Pierre Werner.

3) Struttura sindacale

CGTL (Confédération Générale du Travail luxembourgeoise), di ispirazione socialista. Essa raggruppa attualmente cinque sindacati:

— LAV (federazione nazionale degli operai): sindacato socialista che nel 1966 ha assorbito il sindacato comunista FLA;

— FNCTTFEL (federazione nazionale dei ferrovieri, dei lavoratori dei trasporti e degli impiegati pubblici e privati);

— LVOV (sindacato dei capi operai e dei capi macchinisti);

— FIL (federazione dei lavoratori del libro);

— GANYMED (federazione nazionale del personale dell'industria alberghiera).

LCGB (Confederazione lussemburghese dei sindacati cristiani). Ha registrato uno sviluppo più lento: sebbene già nel 1906 esistessero associazioni operaie ispirate agli ideali cristiani, solo nel 1920 si operò la loro unificazione in una unica organizzazione.

Accanto a queste due Confederazioni esistono due sindacati indipendenti, la Federazione degli impiegati privati ed il Sindacato indipendente degli artigiani subordinati.

Nell'ottobre 1970 il LAV e la LCGB e la Federazione degli impiegati privati hanno costituito un Consiglio Nazionale unico.

Bisogna a questo proposito lamentare la scarsa partecipazione attiva

degli italiani al movimento sindacale: la percentuale dei nostri lavoratori appartenenti alle differenti organizzazioni oscilla fra il 17 e il 20 p.c. (1 italiano su 5 nel migliore dei casi).

4) Situazione economica

Il commercio estero lussemburghese è in massima parte articolato con gli altri paesi europei: 96,1 p.c. per le importazioni e 89,7 p.c. per le esportazioni. Fra i paesi europei, poi, appare predominante la partecipazione degli altri paesi CEE che è stata del 91,9 p.c. per le importazioni e del 75,2 p.c. per le esportazioni.

La voce più importante delle esportazioni è quella dei prodotti siderurgici il cui valore è stato nel 1970 di 26.924 milioni di franchi belgi, pari al 67,5 p.c. del totale.

L'indice generale della produzione industriale è stato, negli ultimi anni del 120,2 circa (base 100 nel 1967).

L'agricoltura lussemburghese, caratterizzata dalla predominanza di piccole e medie aziende, ha contribuito alla formazione del prodotto interno lordo nella misura del 4,08 p.c. del totale.

Da notare una propensione al risparmio molto forte: i depositi bancari sono aumentati negli ultimi anni di oltre il 30 p.c. Non va dimenticata, inoltre, la febbrile attività finanziaria e bancaria che ha contraddistinto gli ultimi anni di vita del Granducato: 13 banche esistenti nel 1955 e quasi 50 istituti finanziari e bancari oggi. Le holdings toccano nel 1973 la cifra di 3.000 e oltre 600 mila contratti di assicurazione sono registrati all'attivo delle 40 società autorizzate ad agire nel Granducato.



Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

5) Rapporti con l'Italia

Qual è il rapporto fra questo piccolo paese quasi modello e l'Italia? Perché un Presidente della Repubblica italiana decide di visitare ufficialmente il Lussemburgo?

Cominciamo dalla popolazione: 340.000 abitanti con una densità di 131,4 persone per Km². Gli italiani sono circa 45.000, ma soprattutto nel sud del paese e nelle zone industriali viciniori un abitante su due porta un nome italiano o vanta fra le sue ascendenze una madre, una nonna o un congiunto italiano. In alcune delle città del Granducato il commercio medio e piccolo è nelle mani quasi esclusivamente di italiani, mentre fino a qualche anno fa, e cioè prima della massiccia ondata di emigrazione

portoghese verso il Lussemburgo, nel settore dell'edilizia l'apporto italiano superava il 90 p.c. (oggi siamo al 60 p.c., mentre si tocca il 25 p.c. nella siderurgia). Della fondamentale presenza italiana in questo settore testimonia ancora ogni la quantità di imprese di costruzione con titolari italiani, anche se successivamente naturalizzati.

Precedenti storici

Evitando di approfondire lontani ricordi scolastici, come quelli relativi a Dante Alighieri e ad Arrigo di Lussemburgo, limitiamoci a ricordare che il primo rappresentante italiano accreditato nel Lussemburgo risale al 1902. E' di quel periodo lo sviluppo intenso dell'emigrazione italiana verso il Granducato, sebbene già alla fine dell'800 esisteva una corrente che dal nord dell'Italia proiettava i lavoratori verso gli altiforni della Mosella.

Il fenomeno migratorio diviene sempre più intenso e sempre più variato con l'avvento del fascismo in Italia: oltre ai tradizionali emigranti in cerca di lavoro, sbarcano nel Lussemburgo molti oppositori del regime, trovando nel Granducato la necessaria serenità ed una sufficiente libertà di espressione e di indirizzo, salvaguardata dalla costituzione estremamente aperta e liberale.

Tuttavia, a parte questo tipo di rapporti, diremmo quasi involontari fra i due paesi, poco o nulla può essere registrato nel settore della col-

laborazione politica. Si deve arrivare al dopoguerra ed allo sviluppo dell'idea europeistica per trovare nella Comunità del Carbone e dell'Acciaio e successivamente nelle Comunità europee un impegno preciso di collaborazione, impegno che ha avuto ed avrà sempre maggiori riflessi sulle relazioni bilaterali.

Rapporti economici

Se abbiamo lamentato una particolare debolezza nei rapporti politici fra l'Italia e Lussemburgo, dobbiamo invece insistere sull'importanza delle relazioni economiche fra i due paesi. Spulciando fra le statistiche ufficiali, troviamo per il 1970 (ultime statistiche utili) una esportazione lussemburghese verso il nostro paese di 1.225 milioni di franchi belgi: essenzialmente prodotti siderurgici, materie plastiche, macchinari e tabacchi lavorati. Per lo stesso periodo le importazioni lussemburghesi ammontano a 519 milioni di franchi belgi e riguardano macchine ed apparecchiature varie, materiale elettrico, tessili, prodotti chimici, alimentari, minerali, scarpe ed autovetture. Bisogna tuttavia lamentare uno strano disinteresse di alcuni settori italiani verso il Lussemburgo ed il mercato che esso potrebbe aprire verso altri paesi: al contrario di quanto tentato e realizzato in questi ultimi anni dagli Stati Uniti o dalla Germania, nessuna iniziativa industriale italiana, né diretta né sotto forma di partecipazione, si è orientata verso il Lussemburgo.

Il disinteresse dell'industria italiana è tuttavia compensato dalla massiccia presenza del nostro paese nel settore finanziario dove tutte le grosse organizzazioni commerciali e bancarie sono rappresentate sotto forma di holdings nel Lussemburgo; anche presenti e vitali fra i numero-

si Fondi di Investimento gli Interessi italiani.

IEI Rapporti culturali

Le relazioni culturali fra l'Italia ed il Lussemburgo sono regolate dall'accordo culturale del 1956, in base al quale i due paesi si impegnano a promuovere la cooperazione nel campo dell'educazione, della scienza e della cultura ed a sviluppare la reciproca comprensione delle loro istituzioni e della loro vita sociale. L'articolo 2 di tale accordo prevede il conferimento di borse di studio e l'organizzazione di manifestazioni culturali.

Fin qui l'Accordo che non risolve tuttavia il problema più grave, e cioè l'assistenza scolastica dei giovani figli degli emigrati: il tema scottante, trattato in un recente convegno, ha fatto emergere essenzialmente:

— la necessità di superare l'attuale situazione critica per i figli dei lavoratori italiani che emigrano nel Lussemburgo attraverso inserimento degli stessi nella lingua e nella struttura scolastica lussemburghese;

— la necessità di evitare che la Scuola europea, attualmente riservata ai figli dei funzionari italiani presso le istituzioni internazionali, divenga una scuola di casta;

— l'urgenza di un più ampio e qualificato impegno dello Stato italiano, oltre ad una maggiore sensibilità dello stesso verso i problemi scolastici dei figli dei lavoratori italiani.

Politica sociale

La felice congiuntura del Lussemburgo, che da tanti anni ignora la disoccupazione, è forse da attribuirsi al tempestivo adeguamento della legislazione sociale locale alle nuove esigenze che si manifestano nel settore del lavoro: tale intelligenza fa oggi della legislazione sociale lussemburghese una delle più complete ed avanzate legislazioni europee. Garanzia della piena occupazione ed integrazione dei lavoratori stranieri sono gli obiettivi fondamentali del lussemburghese.



DIREZIONE GI

Scheda

LI AFFARI SOCIALI

sociale

LL'UFFICIO VII

..... del

Prospettive dell'emigrazione italiana

Le prospettive dell'emigrazione italiana nel Granducato, se dovesse continuare il flusso degli arrivi dall'Italia, sarebbero senz'altro positive. Il Lussemburgo puo' assorbire ancora molta manodopera straniera. Tuttavia, per mettere i nostri lavoratori in condizione di sfruttare le migliori possibilità di lavoro occorrerà preoccuparsi che essi dispongano in partenza di una buona preparazione professionale.

...

Questo è il Paese che il Presidente Leone scoprirà. L'evento è storico, sia considerando le relazioni bilaterali, sia se lo si inserisce nel più ampio quadro della collaborazione europea. Dipenderà dal tenore e dal contenuto dei negoziati la soluzione più o meno rapida di problemi per i quali la collettività italiana del Granducato lotta da anni (indennità di nascita, democratizzazione totale della rappresentanza sindacale, scuole e alloggi).

Luigi MORMINO

Gli Italiani nel Granducato sono circa 45.000. Essi godono in generale di un'ottima situazione sociale, se si eccettuano due problemi che vengono considerati primari dalla nostra collettività: gli alloggi e la scuola.

ALLOGGI. — La presenza nel Granducato di numerose istituzioni internazionali e finanziarie e la stessa espansione economica, hanno favorito un rapido sviluppo edilizio. I nostri connazionali lamentano, tuttavia, che spesso i nuovi edifici non siano adatti a redditi modesti. Essi chiedono quindi un adeguato sviluppo dell'edilizia popolare.

SCUOLA. — Sulla base di un'indagine conoscitiva condotta dall'Ambasciata d'Italia in Lussemburgo sulla situazione scolastica degli 800 ragazzi italiani residenti nella capitale Lussemburgo e nelle immediate vicinanze, è apparso che le difficoltà riscontrate dagli alunni italiani dipendono da due fattori:

— La severissima selezione operata dalle scuole locali congiunta con la ritardata preparazione generale dell'alunno italiano proveniente in generale da zone agricole;

— La difficoltà obiettiva dell'insegnamento impartito nelle scuole lussemburghesi. Esso è impartito all'inizio in lussemburghese, lingua orale veicolare, per passare poi a quello del tedesco ed in tedesco, ed infine del francese e in francese, pur restando il lussemburghese sempre presente come lingua orale. In altri termini, al ragazzo di quelle scuole, anche elementari, si richiede la conoscenza di ben tre lingue. Ad esso il giovane connazionale aggiunge l'italiano e, nella quasi generalità dei casi, il dialetto che parla in famiglia.

Il successo scolastico dei ragazzi italiani emigrati in Lussemburgo è quindi circoscrivibile alla sfera della scuola primaria. Sulla base di una riunione tra funzionari del Ministero Esteri e esponenti della collettività si è giunti alla determinazione che tale soluzione possa essere trovata nell'organizzazione di una scuola elementare e media « per italiani » che tenga conto dell'esperienza acquisita nelle sezioni italiane delle scuole europee e offra ai nostri giovani di proseguire gli studi negli Istituti del Granducato, nella Scuola Europea del Lussemburgo o in Italia in caso di rimpatrio.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

1
I e V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

SOLE d'ITALIA di Bruxelles del 20.10.73

Ritaglio dal Giornale

La scuola per i figli dei migranti

QUALI possibilità di promozione scolastica hanno i figli degli emigrati e sussidiariamente cosa fanno i due governi, quello d'accoglienza e l'altro d'origine, per far sì che l'indubbio trauma psicologico e le difficoltà obiettive di inserimento derivanti dall'espatrio, siano perlomeno, se non annullate, ridotte?

E' questa una domanda di importanza capitale e che investe certamente il problema primario delle nostre collettività in Europa. L'avvenire dei figli, infatti, condiziona profondamente le sorti del nucleo familiare in particolare nei Paesi del BENELUX nei quali le nostre collettività si caratterizzano per l'alta percentuale di connazionali che vivono in famiglia.

E' un problema che si pone nei confronti di due Stati, quello d'accoglienza e quello d'origine, e, nel caso nostro, anche nei confronti delle Comunità Europee.

Il compito dello Stato d'accoglienza

Il bambino italiano gode nei tre Stati del BENELUX del diritto allo studio nonché di tutte quelle provvidenze para-scolastiche che sono proprie dei bambini locali nella fascia della scuola dell'obbligo. Non gode, considerata la sua particolare collocazione di bambino straniero e quindi obiettivamente più handicappato del suo compagno locale nel proseguimento degli studi, di tutte quelle provvidenze altrettanto particolari, come le classi d'inserimento, le classi in lingua d'origine, che potrebbero certamente aiutarlo in vista

di una sua più fruttuosa integrazione. Nessuno dei tre Paesi ha previsto tali facilitazioni. Le borse di studio e i prestiti allo studio sono concessi agli studenti italiani frequentanti istituti medi o superiori a determinate condizioni, la più favorevole delle quali è senza dubbio la reciprocità.

A queste obiettive difficoltà del bambino italiano, ne vanno aggiunte altre derivanti dalla situazione economica, sociale e culturale delle famiglie, a stragrande maggioranza di condizione operaia. Come ha scritto il prof. Baton, consigliere al Ministero dell'Educazione Nazionale « La correlazione negativa esistente tra la situazione economica, sociale e culturale delle famiglie, e le opportunità-possibilità di accesso alle diverse forme d'insegnamento, e poi di riuscita, è ben lungi d'avere in ogni paese degli effetti così rilevanti ma, costituisce tuttavia un fenomeno universale. Le cause sono per gran parte patenti: in certi paesi l'obbligo per il fanciullo povero di anticipare precocemente l'occupazione, e per lo studente bisognoso di lavorare nelle ore libere dallo studio: cattive condizioni d'igiene e d'alimentazione, case sovrappopolate ecc. Altri fattori altrettanto importanti, benchè meno evidenti, sono state messe in luce ai nostri giorni, a cominciare dalle con-

dizioni culturali, soprattutto linguistiche che determinano il livello ed il contenuto del «pre-sapere» d'utilità scolastica.

L'apparire nella primavera scorsa in Belgio del problema delle borse di studio prima concesse e poi negate, con una decisione molto discutibile, agli studenti italiani figli di emigrati frequentanti istituti medi o superiori, ha avuto il merito di portare alla ribalta ed all'attenzione di tutti ciò che sta a monte delle provvidenze scolastiche che uno Stato concede:

il diritto di accesso agli studi superiori dei figli degli emigrati, nel nostro caso degli Italiani, mentre contemporaneamente si è potuto valutare quanto il problema sia sentito come primario dalle famiglie.

In Belgio oggi molti concordano nel dire che gli sbocchi agli studi superiori dei figli degli emigrati sono risultati limitati e che si è fatto ben poco per incrementarli. Le cifre d'altronde parlano chiaro. Come risulta dalla nostra tabella, a fronte di una popolazione scolastica italiana nella fascia dell'obbligo di 48.395 bambini, gli studenti italiani frequentanti istituti medi e universitari risultano rispettivamente 3.906 e 521. A confortare questa bassa frequenza, proporzionalmente beninteso alla percentuale media di una città italiana di 270.000 abitanti o della popolazione scolastica globale del Belgio, non possono essere usate le cifre, citate spesso con amore, dei 2.000 italiani che frequentano a Charleroi l'Università del Lavoro e il « Collège Technique des Aumoniers » perchè se è vero che ambedue prevedono quale sbocco massimo la scuola tecnica superiore, è altrettanto vero che comportano anche tutta la gamma delle specialità dell'avviamento al lavoro. Sarebbe dunque necessario in questo caso che venga detto quanti sono gli italiani che nei due istituti frequentano le classi di scuola tecnica superiore.

E' probabile infatti che molti di quei bambini italiani acquisiscano soprattutto diplomi di formazione professionale.



Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DELLE
delle dette rappresentanze, gratuitamente, i necessari locali scolastici. »

E' questo un campo ove, evidentemente, la nostra presenza è cospicua. Il Belgio ha una vasta rete di scuole professionali altamente apprezzate. Cio' non toglie che alcuni, come le ACLI del Belgio in un loro documento dal titolo « Les chances di promozione scolastica per i figli degli emigrati », si chiedono : « Non è forse assicurarsi una seconda generazione di manovali di cui l'economia belga avrà bisogno ? »

Per migliorare le possibilità di affermazione dei nostri bambini in Belgio, noi riteniamo che debba intervenire più efficacemente la tutela e l'assistenza dello Stato italiano. Vegliando innanzitutto che venga integralmente rispettato e applicato l'art. 12 del Regolamento CEE n° 1612-68 relativo alla libera circolazione dei lavoratori all'interno della Comunità Europea che cita : « I figli del cittadino di un altro stato membro, che sia o sia stato occupato sul territorio di un altro stato membro, sono ammessi a frequentare i corsi di insegnamento generale, apprendistato e di formazione professionale alle stesse condizioni previste per i cittadini di tale Stato, se i figli stessi vi risiedono. Gli Stati membri incoraggiano le iniziative intese a permettere a questi giovani di frequentare i predetti corsi nelle migliori condizioni ».

L'azione

del Paese d'origine

Per quanto riguarda poi l'azione diretta, complementare ma di primaria importanza, che lo Stato italiano può compiere sia nel campo sociale dell'aiuto e dell'orientamento scolastico sia per quanto riguarda l'insegnamento della lingua materna, va evidentemente rivisto per esempio l'art. 11 dell'Accordo bilaterale tra Italia e Belgio in materia di manodopera il quale è così limitativo : « I due Governi riconoscono l'importanza che i ragazzi in età scolare di nazionalità italiana possono frequentare dei corsi di lingua italiana oltre l'insegnamento regolare presso le scuole belghe. In conseguenza, il Governo belga s'impegna ad aiutare le rappresentanze consolari italiane che organizzano dei corsi di lingua italiana, in particolare con l'invitare le Autorità organizzatrici d'insegnamento belga a mettere a disposizione

Stabilito il principio che lo Stato d'accoglienza deve maggiormente impegnarsi nella promozione scolastica del figlio dell'emigrato residente, è chiaro che lo Stato italiano, per quanto gli compete, non può limitarsi ad attuare una politica d'assistenza scolastica basata sull'insegnamento della lingua materna e di qualche nozione di storia e di geografia d'Italia, attraverso il sistema del così detto corso d'italiano che poi è un corso doposcuola, ma diversificarla a seconda delle situazioni e delle esigenze delle collettività emigrate.

Questa particolare politica scolastica è possibile attraverso :

— il corso d'italiano inserito nell'orario della scuola locale, per non appesantire ulteriormente come succede oggi l'impegno del bambino ; un corso munito di tutte le attrezzature moderne, quali gli audiovisivi previsti anche per l'insegnamento dell'italiano (per esempio in Olanda per i bambini di matrimoni misti) come lingua straniera ;

— l'istituzione, ove si presentino la necessità e l'opportunità, di una scuola bi-culturale o scuola a due uscite, ove sull'esempio delle scuole europee ma con una maggiore accentuazione linguistica l'insegnamento venga impartito nelle due lingue, quella materna e la locale ;

— l'allargamento ai figli degli emigrati delle possibilità d'accesso alle scuole europee con un insegnamento convenientemente adattato a bambini provenienti da famiglie di particolare situazione economica, sociale e culturale.

La legge 153 che oggi dovrebbe disciplinare la materia — il condizionale è d'obbligo tenuto conto che la succitata legge è ancora oggi una cornice con pochi contenuti — si dice limiti l'intervento dello Stato italiano all'azione assistenziale in campo scolastico, cioè praticamente garantirebbe un certo sussidio agli studi nelle scuole locali e una certa conoscenza dell'italiano in caso di rientro. Tuttavia, questa legge tanto insufficiente quanto inapplicata, non basta alla luce di recenti esperienze a garantire la copertura delle necessità dei figli degli emigrati.

L'emigrazione italiana in Europa abbisogna, invece, di una vasta leggequadro che armonizzando disposizioni legislative oggi disperate e che in fondo servono soltanto a creare laceranti conflitti di competenza tra le Direzioni generali Emigrazione e Affari Culturali del Ministero Esteri, e tra quest'ultimo e il Ministero della Pubblica Istruzione, generi la disponibilità di una più duttile e efficace panoplia di strumenti d'insegnamento adattati alla volontà dei genitori e alle diverse circostanze e situazioni, organizzando sulla base del principio della libera scelta, che deve fermamente essere riservato alla famiglia, corsi d'italiano inseriti ed efficaci come insegnamento e come strutture e laddove se ne avverta la necessità,

come in Olanda e in Lussemburgo e a Bruxelles, l'istituzione di una scuola bi-culturale gestita dall'Italia o da ambedue gli Stati, quello d'origine e l'altro di accoglienza, o, qualora, ciò non fosse nè possibile nè opportuno, favorendo una più grande apertura delle Scuole Europee, attualmente esistenti e funzionanti soltanto per i figli dei funzionari della Comunità, ai figli di quei connazionali che al pari dei funzionari europei sono emigrati con la prospettiva del rientro.

Il governo italiano deve garantire anche a livello europeo una più efficace tutela degli interessi dei suoi cittadini liberi circolanti nella Comunità Europea, anche nel campo della pubblica istruzione, oggi negletto dai Paesi membri.

Promuovendo iniziative e attuando una politica coordinata con gli altri settori del campo sociale. Garantendo nei confronti del Paese d'accoglienza una attenta e costante tutela del problema scolastico in campo bilaterale.

Perchè sia veramente tradotto nei fatti l'Art. 34 della Costituzione italiana il quale cita :

ALUNNI ITALIANI DELLA FASCIA DELL'OBBLIGO NEL BENELUX

(per circoscrizione consolare)

3

DIREZIONE GEN

« La scuola è aperta a tutti. L'istruzione inferiore, impartita per almeno otto anni, è obbligatoria e gratuita.

I capaci e meritevoli, se privi di mezzi, hanno diritto di raggiungere i gradi più alti degli studi.

La Repubblica rende effettivo questo diritto con borse di studio, assegni alle famiglie ed altre provvidenze, che devono essere attribuiti per concorso. »

	Scuola dell'obbligo locale	Corsi d'italiano	Altre scuole
CHARLEROI	20.001	4.769	
LIEGI	15.149	2.890	
LIMBURGO	7.384	1.718	161 (1)
BRABANTE	5.861	910	2.121 (2)
BELGIO	48.395	10.287	2.282

NOTA BENE — La circoscrizione consolare di Charleroi comprende le provincie belghe dell'Hainaut e di Namur, quella di Liegi le provincie di Liegi e del Lussemburgo e la circoscrizione di Bruxelles le provincie del Brabante e del Limburgo.

- 1) Sono gli alunni frequentanti la scuola europea di Mol a carico del Bilancio degli Esteri.
- 2) Sono gli alunni, giovani e adulti, frequentanti la Scuola per Corrispondenza di Bruxelles.

	Scuola dell'obbligo locale	Corsi d'italiano	
OLANDA	5.330	931	
LUSSEMBURGO	3.210 (*)	1.150 (*)	

(*) Nelle due cifre non sono compresi gli alunni figli di emigrati frequentanti la Scuola Europea di Lussemburgo.

STRANIERI NELLE UNIVERSITA' DEL BELGIO

Ripartizione per gruppi di studio (1972)

MATERIE DI STUDIO	ITALIA		PAESI BASSI		GERMANIA		U.S.A.	
	M.	F.	M.	F.	M.	F.	M.	F.
Teologia Cattolica	4		14		1		90	15
Diritto Canonico								
Scienze Religiose				2				
Filosofia (Scuola S. Tomaso)	4	1	8		1	1	28	7
Teologia Protestante			24	4				
Filosofia e Lettere	19	19	25	36	7	20	9	14
Diritto	17	15	31	9	8	1	8	6
Scienze	28	19	21	15	6	3	5	2
Medicina e Farmacia	54	28	91	20	288	80	588	41
Medicina Veterinaria	3		8	1	1	1	3	1
Scienze applicate	56	1	18		4		6	
Agronomia	9		11		1			
Scienze Sociali Politiche Economiche	50	18	47	23	5	5	13	9
Scienze Economiche applicate e scienze commerciali	96	45	60	67	12	5	14	6
Pedagogia Psicologia	17	12	15	16	4	4	4	4
Centri interfacoltà	4	2	1			1		
TOTALE	521		567		459		873	

Un documento dalla Somalia

Ci scrive, e riceviamo in ritardo (si sa, le poste italiane non funzionano sempre benissimo), ci scrive, credo, un dottore commercialista e ci prega, nell'eventualità di pubblicazione, di omettere il nome. È legittimo, quando con noi uno si firma, e su carta intestata. Avrà le ragioni sue.

Ci scrive, a proposito di una mia nota, ma ne sono seguiti altre), comparsa martedì scorso, sotto il titolo: « Il nostro forte, chiaro, marinare governo ». Dicevo, in surto: il nostro è un governo che non sa mai prendere una posizione netta: né con Israele, né contro Israele, né con il Cile, né contro il Cile dei generali; la sua arte vera è quella di fraindennare, di non dire: è di sussurrare una cosetta a destra e di soffiare balanzosamente una a sinistra: di lasciare l'incarico a due partiti di esprimere un'idea (si fa per dire) di base, e, agli altri due di esprimere l'idea opposta; senza contar delle correnti degli stessi partiti, che l'una va da una parte e l'altra all'inverso. E, così, noi siamo sempre

a posto con tutti, fuorché con noi stessi, almeno secondo il mio modo di vedere: a me il doppio gioco, la falsità, la vigliaccheria non sono mai piaciuti. Disprezzo tutto questo, e disprezzo tanto più chi se ne fa un vanto politico.

Ci scrive, dunque, il nostro lettore poche e brevissime parole; ma allega « una documentazione sempre valida » in sostegno del mio giudizio. È una copia del quotidiano somalo « Stella d'ottobre », uscito presso la stamperia di stato di Mogadiscio il 6 luglio del 1970. Ci sono due articoli da leggere e una fotografia da osservare. La fotografia presenta il nostro Aldo Moro, anche allora ministro degli esteri, in posizione « ad angolo retto » davanti al presidente somalo, generale Mohamed Siad Barre; mai visto un inchino così profondo e servile. Il generale Mohamed Siad Barre: sta dritto e ride. I due articoli, di contorno alla fotografia, recano questi titoli: « Comunicato congiunto italo-somalo » e « Valorizziamo la cultura nazionale ». Il primo

reca fra l'altro che il ministro Moro « ha potuto constatare con viva soddisfazione » come gli attuali rapporti fra la Somalia e l'Italia corrispondano ai sentimenti di amicizia e di reciproca comprensione esistenti fra i due popoli; e aggiunge che « da parte italiana si è assicurato che ci si adopererà per la continuazione dell'assistenza finanziaria e tecnica alla Somalia », malgrado le recenti nazionalizzazioni di beni appartenenti a lavoratori italiani. E: « si è poi convenuto che l'insegnamento della lingua italiana nelle scuole somale costituisca un importante elemento per la migliore utilizzazione dell'assistenza tecnica fornita dall'Italia e per lo sviluppo generale fra i due paesi in ogni campo ».

Dunque in Somalia, dove abbiamo speso tanto di civiltà, e non avendo nulla (se la Somalia avesse potuto dare qualche cosa, se la saremmo presa gli inglesi), abbiamo ancora, stando al comunicato congiunto, prestigio, affetto e

legami; e l'operazione del ministro Moro appare buona, onorevole e onorata. Appare perfino onorevole il suo inchiro ad angolo retto.

Ma c'è il secondo articolo, di cui dicevo, sul quotidiano « Stella d'ottobre », ed è l'articolo di maggior rilievo e si intitola: « Valorizziamo la cultura nazionale ». È la immediata puntualizzazione che il quotidiano di stato fa dell'equivoca visita di Moro, come rappresentante dell'Italia. Si legge: « La Somalia non deve costituire più un terreno fertile di propagazione per culture straniere come avveniva prima: la Somalia non si assoggetterà più alle tipiche forme di neocolonialismo culturale », perché questa è una formula da mentitori, che maschererà « il neocolonialismo politico ed economico ». Ed aggiunge infatti: « I termini non cambiano, il fine è sempre quello di sfruttare risorse e manodopera dei giovani paesi indipendenti con la benevola compiacenza interessata dei vessilliferi di cultura impor-

tate ». Conclude: « È contro questo assoggettamento culturale che noi combattiamo ». Il nostro forte, chiaro, maturo governo dunque accetterà questa strabillante ambivalenza, complice e pronubo quasi! Il pronto angolo retto del nostro massimo rappresentante all'estero, in visita ufficiale di stato.

C'è da meravigliarsi? No. Fossimo capaci mai di esprimere un'opinione, non saremmo quel che siamo. Gli italiani del Cile ristituiscono le decorazioni italiane concesse a loro dai nostri politici? Silenzio. Rompiamo o non rompiamo le relazioni diplomatiche con il Cile? Nessuno lo sa, meglio aspettare. Siamo con Israele? Forse. Però, forse, siamo anche con la Siria e l'Egitto. Che cosa pensiamo dei comunisti? Mhiti... Se possibile, ci si concilia. Con benedizione universale.

Questo è il nostro paese, questi i nostri uomini, tutti democristiani, religiosamente laici e antifascisti.

Nino Anadori

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Corriere Mercantile di *Genova* del 10-X-70



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

1/

Ritaglio dal Giornale

IL SOLE - 24 ORE

di Milano

del 20-10-73

Come i lavoratori sono tutelati in Italia e Germania

Tavola rotonda all'Istituto europeo per unificazione diritto del lavoro

Roma, 19 ottobre

All'Istituto europeo per l'unificazione del diritto del lavoro ha avuto luogo oggi la seconda tavola rotonda sulla tutela dei lavoratori nei posti di lavoro in Italia e in Germania.

I lavori, presieduti dal prof. Riccardo Monaco, giudice della Corte di giustizia europea, sono stati aperti dal prof. Arthur Robertson, direttore della commissione per i diritti dell'uomo del Consiglio d'Europa, il quale ha tenuto una conferenza sul tema « Il Consiglio d'Europa e i diritti dell'uomo ».

La tutela dei lavoratori nei posti di lavoro in Germania è stata illustrata dal prof. Wolfgang Daubler, docente di Diritto del lavoro e commerciale nell'università di Brema. Daubler, che è autore di varie opere sullo sciopero nei servizi pubblici e sulla libertà di non iscrizione al sindacato, ha illustrato le leggi ed i regolamenti relativi alla tutela dei lavoratori nel suo Paese. In particolare si è soffermato sui sistemi di regolamentazione dei licenziamenti e della partecipazione dei lavoratori alle decisioni dell'impresa, indicando alcune interessanti e serie prospettive

di un ampliamento della democrazia nelle aziende, alla luce dell'orientamento degli imprenditori e dei lavoratori tedeschi.

Della tutela dei lavoratori in Italia si è occupata la prof. Luisa Riva Sanseverino, ordinaria di Diritto del Lavoro nell'Università di Torino, la quale ha anzitutto sottolineato come il nostro « statuto dei lavoratori » ha specificato fondamentali direttive costituzionali.

La prof. Riva Sanseverino si è poi soffermata sulle norme concernenti non solo la tutela della salute e dell'integrità fisica dei lavoratori subordinati, ma anche su quelle che mirano a tutelarne la personalità morale. Tale personalità, secondo la docente, assume oggi rilevanza in virtù della garanzia di determinate libertà che, generalmente riconosciute al cittadino, sono ora espressamente confermate al lavoratore con riferimento al loro esercizio nei luoghi di lavoro e, compatibilmente, con il « normale » svolgimento dell'attività aziendale.

I lavori sono stati conclusi dal prof. Renato Balzarini, presidente dell'Istituto.

G. D. D.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **IL POPOLO** di **Roma** del **20-10-73**

Osservatore italiano dell'ONU disperso nel Sinai

Tel Aviv, 19 ottobre

Il capitano Carlo Olivieri, di Roma, che faceva parte del corpo degli osservatori dell'ONU sul canale, è disperso dal primo giorno delle ostilità e non si hanno più notizie di lui.

Si trovava nel posto di osservazione dell'Onu presso Qantara, sulla sponda israeliana del canale di Suez, il 6 ottobre scorso, quando sono scoppiate le ostilità. Era con lui il capitano francese George Banse, anch'egli dell'Onu.

Il capitano Olivieri, che è sposato e padre di quattro figli, ha mantenuto il collegamento con il comando dell'Onu a Gerusalemme per un'ora e mezzo dopo l'inizio della guerra. Il suo ultimo messaggio è stato: «Siamo circondati da forze egiziane...». L'Untso (Organizzazione degli osservatori dell'Onu) ha immediatamente iniziato le ricerche che però finora sono state inutili.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

IL MATTINO

di Napoli

del 20.10.73

Ritaglio dal Giornale

Eccessivo aumento di occupati nel settore terziario in Italia

ROMA, 19 ottobre

Il settore dei servizi occupa in Italia 34,8 addetti su cento occupati. In tutta Europa soltanto la Spagna e il Portogallo presentano una crescita così indiscriminata delle attività terziarie. Lo ha rammentato il presidente della Confcommercio, Giuseppe Orlando, pur ponendo in evidenza un altro aspetto del problema: come lo sviluppo delle attività terziarie presupponga un alto livello del reddito e dei consumi pro capite. Tra i paesi, infatti, che vantano il più alto numero di addetti in questo settore figurano gli Stati Uniti, il Canada e la Gran Bretagna, cioè paesi ad economia altamente sviluppata. Nel nostro paese se si osserva la dinamica dell'occupazione dal 1951 ad oggi si rileva che a fronte di un imponente esodo di forze di lavoro dall'agricoltura, la quota degli addetti alle attività terziarie ha registrato un'espansione inferiore a quella che si è verificata nell'industria. Su 100 lavoratori che tra il 1951 e il 1970 hanno abbandonato l'agricoltura si sono avuti 48 occupati in più nell'industria, 33 nella pubblica amministrazione e 13 nelle attività terziarie.

Il presidente della Confcommercio ha poi ricordato i dati del censimento industriale e commerciale del 1971. Il settore del commercio, a quella

data, risultava rappresentato da 1.246.792 unità locali e da 2.750.678 addetti. In particolare il commercio all'ingrosso era esercitato da 92.988 unità locali con 464.441 addetti; il commercio al minuto da 806.983 unità con 1.559.615 addetti; il commercio ambulante da 124 mila 749 unità locali con 171.014 addetti; le attività ausiliarie del commercio erano 37.420 con 84.039 addetti; gli esercizi alberghieri (ristoranti, bar e simili) da 184.652 unità locali con 471.569 addetti.

Successivamente confrontando lo sviluppo e la struttura dell'apparato distributivo interno con quello degli altri Paesi CEE, Orlando ha rilevato che in Italia il commercio al minuto è meno esteso che negli altri Paesi della Comunità.

L'evoluzione dell'apparato commerciale — ha proseguito Orlando — è stato caratterizzato anche per la tendenza all'ammodernamento delle strutture del commercio tradizionale.

In questa situazione le prospettive di sviluppo della produzione, dell'occupazione e della produttività del settore commerciale, per i prossimi anni, dipendono in gran parte dall'intensità con cui agiranno le naturali tendenze alla razionalizzazione e all'ammodernamento del settore nonchè dal ritmo con cui si svilupperà l'economia italiana nel suo insieme.



ROMA

di Napoli

del 10.10.73

Ritaglio dal Giornale

IL CONVEGNO SULLA CIVILTÀ DEL LAVORO

Occorre un nuovo equilibrio per unire le parti sociali

(Nostro servizio particolare)

ROMA, 20

Lo sviluppo dell'economia italiana è condizionato ad un vasto processo di razionalizzazione della stessa economia nel suo complesso, basato sull'affermazione e il consolidamento di molteplici forme di integrazione intersettoriale. Lo ha rilevato il presidente dell'IRI Giuseppe Petrilli, nel suo intervento di chiusura dei lavori del sedicesimo convegno per la civiltà del lavoro, sul tema «L'evoluzione dell'economia italiana», inauguratosi alla presenza del presidente della Repubblica Leone.

Nel trarre le conclusioni dei lavori del convegno, Petrilli ha affermato che dalle tre relazioni generali (sull'evoluzione dell'agricoltura, dell'industria, del settore terziario) e successivi dibattiti, è emersa l'esigenza di un'evoluzione dell'economia possibile solo se avvertita, sostenuta e promossa nell'ambito di una visione di sintesi dei problemi dello sviluppo. Un'evoluzione dell'economia possibile solo se avvertita, sostenuta e promossa nell'ambito di una visione di sintesi dei problemi dello sviluppo. Un'evoluzione quindi fatta di tanti «momenti» strettamente correlati tra loro, «momenti» quali possono essere l'agricoltura, l'industria, il commercio. Più precisamente, una agricoltura che intenda collegarsi strettamente con l'industria di trasformazione, i commercianti e gli esportatori, estendendo le proprie responsabilità all'alimentazione e all'ambiente naturale considerati nel loro complesso; una industria che si senta chiamata a vendere sempre più servizi, insieme e dopo i propri prodotti, con una decisa tendenza ad aumentare la ricerca e ad organizzarsi in modo più incisivo sul piano dell'assisten-

za tecnica ai propri clienti; un commercio che, soprattutto sotto il profilo distributivo, da una parte sia consapevole della prospettiva di un ulteriore rafforzamento del canale produttore - dettagliante e, dall'altra parte, tenda a livello delle aziende grossiste ad assumere in parallelo con l'attività mercantile, funzioni complementari dirette a fornire nuovi servizi e ad accrescere il valore economico dei beni.

Secondo Petrilli, la politica economica si salda necessariamente ad una politica dell'ambiente intesa nel senso più lato, in quanto la consapevolezza delle interdipendenze tra i grandi settori economici deve tradursi in una sistemazione del territorio che ne favorisca l'integrazione ottimale nel rispetto della vocazione naturale dei singoli comprensori. Ricordando d'altra parte come il ristagno produttivo accompagnato da inflazione da costi (che la società italiana ha sperimentato negli ultimi anni) sia per molta parte riconducibile alle tensioni sociali insorgenti nelle aree di immigrazione a motivo della crisi degli alloggi e dell'insufficienza dei servizi sociali, che si sono ripercosse sul mercato dei beni e dei servizi dando luogo a pericolose spinte inflazionistiche ed hanno inoltre accentuato un'anomala conflittualità aziendale, Petrilli ha detto che il progresso tecnologico vinca in misura crescente le aziende (e tra esse in primo luogo le maggiori aziende industriali) ad un pieno utilizzo degli impianti e al conseguente raggiungimento di un nuovo equilibrio, fondato sul consenso tra le parti sociali. E' quindi evidente — ha aggiunto — il motivo estremamente concreto e tangibile che giustifica un serio impegno degli imprenditori a favore di una politica capace di connettere indissolubilmente tra loro il problema della

qualità della vita e quello di uno sviluppo territoriale meno squilibrato.

Petrilli ha concluso affermando che, per quanto l'attività degli imprenditori si svolga necessariamente nei tempi brevi, essi rivolgono una estrema attenzione all'evoluzione generale della cornice economica e politica in cui si trovano ad operare e che per tanta parte condiziona i loro stessi risultati; la richiesta che essi rivolgono al governo in questo difficile momento è quindi, in ultima analisi, una richiesta di osservanza delle compatibilità e di rigore imprenditoriale nella gestione della cosa pubblica.

In precedenza, il presidente della Confcommercio Giuseppe Orlando aveva svolto la terza relazione generale del convegno, sul tema «L'evoluzione del settore terziario». «Le prospettive di sviluppo della produzione, dell'occupazione e della produttività del settore commerciale per i prossimi anni — ha affermato — dipendono in gran parte dall'intensità con cui agiranno le naturali tendenze alla razionalizzazione ed all'ammodernamento del settore, nonché dal ritmo con cui si svilupperà l'economia italiana nel suo insieme». Secondo Orlando, la «strategia d'azione» per la evoluzione del commercio deve conseguire l'obiettivo di sviluppare la produttività a tutti i livelli (ingrosso e dettaglio); di eliminare progressivamente i passaggi superflui dalla fabbrica al consumo; di riassorbire spontaneamente gli operatori marginali da parte del sistema mediante la creazione di alternative occupazionali; di allineare le strutture italiane a quelle europee, nel quadro di una politica per l'integrazione comunitaria.

M. G. Simonetta



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

ROHA

di Napoli

del 20.10.73

Ritaglio dal Giornale

L'ATTIVITA' DEL CENTRO NUOVA EUROPA

La gioventù europea e lo sviluppo del Sud

Sarà il tema conduttore delle manifestazioni del Maggio d'Europa 1974 - Vi parteciperanno trecentocinquanta delegati esteri e 150 italiani

Nel quadro della politica europea della gioventù promossa dal governo italiano, una delegazione del Centro «Nuova Europa» diretta dal segretario generale dr. Antonio Renda, si è recata recentemente presso ministeri e organizzazioni interessate all'attività dell'inter-scambio dei giovani a Stoccolma, Copenaghen, Bruxelles, Monaco e Bonn, alle predette riunioni hanno partecipato anche rappresentanti diplomatici italiani, ed è stato deciso di proporre l'istituzione di un Comitato promotore per il coordinamento e lo sviluppo dell'inter-scambio della gioventù.

In particolare, il segretario generale dr. Renda accompagnato dal dr. Luigi Andolfi, già consigliere dell'ambasciata di Italia a Bonn, dal prof. Ettore Albino e dal rappresentante dei Gruppi Giovanili Carafa ha avuto importanti e conclusivi colloqui con l'ambasciatore d'Italia a Bonn e con alti esponenti del governo federale. Nel corso di tali riunioni è stato deciso di promuovere a Napoli riunioni per la preparazione di un piano di lavoro da proporre ai ministeri ed enti competenti.

Successivamente il dr. Wagner del governo federale, ha visitato la sede del Centro «Nuova Europa» e del «Villaggio» che dovrà ospitare detti incontri e scambi internazionali.

Il dr. Wagner ha quindi studiato con il segretario generale dr. Antonio Renda i problemi di carattere tecnico, logistico e finanziario, per la isti-

tuzione di un Comitato promotore allo scopo di dar vita al Centro internazionale gioventù europea.

Per la pratica attuazione di questa importante istituzione che contribuirà notevolmente alla riassunzione di un ruolo primario della Città di Napoli nelle relazioni internazionali, dopo le recenti tristi vicende, è stato altresì deciso di convocare riunioni di lavoro bilaterali e multilaterali con i Paesi partecipanti, nei prossimi mesi di novembre e dicembre, nonché un convegno sul tema: «La partecipazione della gioventù europea per lo sviluppo del Sud».

La predetta manifestazione che avrebbe luogo dal 23 al 28 aprile prossimo, aprirebbe le manifestazioni del «Maggio d'Europa 1974» che il prossimo anno saranno dedicate alla problematica socio economica e politica del meridione d'Italia.

Le predette manifestazioni saranno promosse anche nella prossima sessione, dalla Regione, dalla Provincia e dagli Enti pubblici campani.

Al convegno parteciperanno delegati di 30 comuni tedeschi, 30 comuni italiani, i rappresentanti delle Regioni, delle Province e dei Comuni del Sud, nonché 350 delegati esteri e 150 italiani.

Il dr. Wagner, prima di lasciare Napoli, ha incaricato il segretario generale dr. Renda di porgere il suo saluto augurale alle autorità locali ed agli esponenti del Centro.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **IL POPOLO** di **Roma** del **20.10.73**

INTERVENTO DI GRANELLI

La Farnesina per i problemi degli emigrati

Sono state esaminate in particolare le esigenze degli studenti italiani in Belgio e dei lavoratori permanenti e frontalieri in Svizzera

Alcuni problemi di primo piano riguardanti la migliore tutela dei nostri lavoratori, e delle loro famiglie, nei paesi della Comunità Europea e in altri stati del continente, sono stati oggetto di attento interessamento da parte del sottosegretario agli esteri on. Luigi Granelli. In risposta ad una interrogazione del democristiano on. Storch per conoscere quali passi siano stati compiuti nei confronti della decisione del governo belga limitativa della concessione di borse di studio agli studenti di varie nazionalità, tra i quali quelli di nazionalità italiana, l'on. Granelli ha chiarito che il problema sollevato dall'onorevole Storch è nato dal decreto reale del 15 novembre '72, con il quale il Ministero dell'Educazione Nazionale belga ha emanato disposizioni in merito alla concessione delle borse di studio e di altri benefici di carattere scolastico (prets d'études) agli studenti stranieri. Secondo tale decreto, possono aspirare alla concessione delle borse di studio e dei benefici in questione gli studenti stranieri che risiedono in Belgio con la loro famiglia e che vi svolgano gli studi da almeno cinque anni, a condizione comunque che il loro Paese d'origine riconosca ai cittadini belgi che studiano in esso la stessa possibilità.

Il ministero degli Esteri italiano — ha aggiunto Granelli — informato dalla nostra Ambasciata a Bruxelles della entrata in vigore del decreto reale e delle sfavorevoli ripercussioni da esso destinate nella nostra collettività

e intervenuto presso quello della Pubblica Istruzione per chiarire ed estendere la normativa in materia di borse di studio concesse dal Governo italiano a studenti italiani cittadini dei paesi comunitari, normativa che deve ispirarsi all'art. 12 del Regolamento 1612/68, approvato dal Consiglio delle Comunità Europee il 15 ottobre 1968, e direttamente efficace nel territorio italiano in base alla legge 14 ottobre 1957, n. 1203 che ha ratificato il Trattato di Roma istitutivo della Comunità Economica Europea.

Il ministero della Pubblica Istruzione ha quindi indirizzato ai Provveditori agli Studi la circolare n. 115 in data 19 aprile u.s. nella quale, facendo valere gli argomenti già richiamati dal ministero degli Esteri, ha disposto la parità di trattamento fra i cittadini italiani e quelli dei paesi comunitari, risiedenti con la famiglia in Italia, in materia di concessione di borse di studio, specificando che dalla documentazione per la richiesta di una borsa di studio — o di altra provvidenza scolastica — dovrà risultare il possesso da parte del richiedente della cittadinanza di uno dei paesi appartenenti alla Comunità Economica Europea.

La nostra Ambasciata in Bruxelles è stata informata di tale disposizione ed è ora pertanto in grado di darne notizia al Ministero dell'Educazione Nazionale belga e di chiedere di conseguenza la reciprocità di trattamento nella materia in questione.

Per quanto riguarda la concessione di borse di studio a livello universitario l'on. Granelli ha fatto presente che sono in corso intensi contatti tra i ministeri interessati al fine di applicare anche a questo livello il principio della parità di trattamento fra gli studenti cittadini dei Paesi comunitari e gli studenti italiani.

Con riferimento al sempre delicato problema della tutela dei lavoratori italiani in Svizzera, il sottosegretario Granelli ha ricevuto ieri alla Farnesina, i rappresentanti delle Associazioni italiane in Svizzera, del Patronati, nonché i membri consultori per la Svizzera del Comitato consultivo italiano all'estero.

L'incontro ha consentito una ampia ed approfondita disamina sui problemi della manodopera italiana in Svizzera, con particolare riguardo ai lavoratori stagionali ed ai frontalieri, categorie maggiormente colpite dalla recente nuova normativa federale in materia.

L'on. Granelli ha sottolineato il significato del passo compiuto in materia presso la CEE ed ha ribadito la volontà del Governo italiano di esigere con fermezza il rispetto degli accordi italo-svizzeri del giugno 1972, pur nella migliore disposizione ad un dialogo con la Svizzera che non pregiudichi gli interessi dei nostri lavoratori e consenta l'auspicabile ripresa delle trattative bilaterali su tutti i problemi in attesa di definizione.

L'incontro è stato preceduto da una colazione di lavoro cui hanno anche partecipato parlamentari del Comitato permanente per l'emigrazione, costituito in seno alla 3. Commissione esteri della Camera.

*Comunicato
diffuso
dal telegiornale
delle ore 23,45
del 19/10*

Pall



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **IL GLOBO** di **Roma** del **20-10-73**

Emigrazione l'on. Granelli per la ripresa dei colloqui con Berna

Il sottosegretario agli Esteri Granelli ha ricevuto alla Farnesina i rappresentanti delle Associazioni italiane in Svizzera e dei Patronati.

L'incontro ha consentito un'ampia e approfondita disamina sui problemi della manodopera italiana in Svizzera con particolare riguardo ai lavoratori stagionali e ai frontalieri, categorie maggiormente colpite dalla recente nuova normativa federale in materia. L'on. Granelli ha sottolineato il significato del passo compiuto in materia presso la CEE e ha ribadito la volontà del Governo italiano di esigere con fermezza il rispetto degli accordi italo-svizzeri del giugno 1972, pur nella migliore disposizione a un dialogo con la Svizzera che non pregiudichi gli interessi dei nostri lavoratori e consenta l'auspicabile ripresa delle trattative bilaterali su tutti i problemi in attesa di definizione.

Intanto la revisione dello Statuto degli stagionali in Svizzera attraverso una sua graduale soppressione, è stata sostenuta dall'Ufficio di Losanna per gli immigrati, recentemente costituito per favorire la reciproca comprensione fra stranieri e popolazione svizzera.

Secondo recenti statistiche, risulta che dal 1969 al 1972, il numero dei lavoratori con permesso annuo è diminuito in Svizzera da 433 mila a 355 mila, mentre quello degli stagionali è notevolmente aumentato, passando nello stesso periodo di tempo da 149 mila a 197 mila.

Questo incremento favorirebbe la recrudescenza dei casi di operai clandestini, di donne in soggiorno illegale e di bambini che non seguono le scuole.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Espresso

di *Milano*

del *21-X-73*

UN CIRCOLO SARDO A COLONIA

Un emigrato italiano in Germania (Colonia), il signor Mauro Altemi, mi scrive: Sono un emigrato che da oltre dodici anni si trova dipendente della Ford di Colonia. Scrivo la presente, per dirLe alcune cose che ritengo sia molto importante sappiano tutti quegli italiani che s'illudono, credendo nella veste di moderazione assunta attualmente dal PCI per puro scopo tattico. Anche qua, attraverso i suoi seguaci, il PCI tenta da un lato di apparire moderato per poter stare con i suoi uomini dentro le organizzazioni di fabbrica e sindacali tedesche e per gettare ivi il seme del marxismo e trarne benefici per la sua organizzazione. Anche in questi giorni, però, è caduto sonoramente in contraddizione durante lo sciopero selvaggio ed illegale messo in atto non da organizzazioni sindacali, ma dalla cricca dei rappresentanti del comunismo internazionale. Bene, durante questo sciopero, abbiamo potuto costatare il doppio volto degli agitprop al servizio del comunismo italiano. Si vedevano tali uomini fare i portavoce del sindacato tedesco e della commissione interna agli occhi dei dirigenti tedeschi di queste organizzazioni, ed in altri orari, incitare i manifestanti comunisti alla rivolta cruenta ed a violenze verso tutta la massa delle maestranze contraria allo sciopero in termini di violenza e di illegalità. Come al soli-

to, tutta l'azione preparatoria viene organizzata attraverso la FILEF per la massa e con l'egida del PCI per i fidi. Sede di questo lavoro e di queste riunioni come anche sede delle organizzazioni del partito comunista in genere, è il locale Circolo sardo, il quale è diretto dagli stessi dirigenti del PCI, che poi sono anche i dirigenti dell'organizzazione per gli emigranti che va sotto il nome di FILEF. Questo circolo sardo, è mantenuto con i soldi dei contribuenti sardi in quanto è la regione sarda a mantenerlo. E pensare che occorre essere comunisti per entrare altrimenti, non si entra.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

H. Borghese

di *Milano*

del

21-X-52

GLI ITALIANI «VENDUTI»

Interviste ai coloni trentini nel Cile

di Piero Capello

ROVERETO - Una faccia che sembra scolpita nel cuoio e i capelli neri di quando aveva venti anni, Giuseppe Segarizzi è uno dei «coloni» trentini che non saranno mai chiamati a raccontare la storia della loro vita, del loro lavoro, delle loro illusioni e della loro disperata fuga dal Cile. Altri, come lui, qui a Rovereto o nei paesi intorno, resteranno in silenzio, ignorati dalla grande stampa e dai registi televisivi: gente scomoda e troppo sincera per un Paese che affonda nella menzogna fino al punto da negare valore e significato alle testimonianze dei suoi emigranti. E allora sentiamola noi, questa gente, con l'umiltà e l'attenzione che si debbono agli italiani che non hanno più patria, perché quella in cui forse credevano quando sono partiti li ha truffati e dimenticati per più di venti anni ed ora gli ha voltato le spalle, quasi offesa del loro ritorno. Sentiamola, questa gente abituata a lavorare in silenzio, a sacrificarsi e a patire senza mai chiedere nulla, perché la avventura di cui è stata ed è tuttora protagonista dà la misura, a un tempo, del cinismo che ha presieduto ai criteri organizzativi della emigrazione italiana negli anni immediatamente successivi alla guerra e della viltà che caratterizza l'attuale classe di governo.

Chi è Giuseppe Segarizzi? Un ex contadino, nativo di Avio. Uno dei tanti che nel dicembre del '52, a poco più di venti anni, si lasciarono attrarre dal miraggio della emigrazione come possibile via di uscita da una condizione di miseria e di fame: a ciò persuasi

montata la testa, specialmente fra i giovani. Naturalmente, non sapevamo niente di niente; soltanto che una Società, o, come si diceva, una Compagnia, ci avrebbe ingaggiati e ci avrebbe fatto fare il viaggio fino in America. Laggiù dicevano che avremmo avuto un grande pezzo di terra, una casa, gli attrezzi e le sementi per lavorare. Era una speranza di vita e dietro a quella speranza sembrava facile correre. Chi di noi avrebbe potuto chiedere di più? Chi di noi poteva farsi domande o chiedere garanzie politiche? A quel tempo l'Italia era a pezzi e noi trentini avevamo Degasperi al Governo: era impossibile che Degasperi volesse giocare proprio sulla nostra pelle. A farla corta: dato che la famiglia della mia fidanzata aveva deciso di partire, chiesi se mi era possibile aggregarmi. Non soltanto era possibile, mi dissero: era necessario, perché la Compagnia di ingaggio chiedeva tre uomini atti al lavoro in giovane età e la mia fidanzata aveva soltanto due fratelli. »

Così, contribuendo con la sua presenza a costituire quello che si definiva un «nucleo di forza-lavoro», anche Giuseppe Segarizzi partì.

* * *

« Presi quello che mi spettava dalla famiglia, rinunciando a tutti i diritti sui miei fratelli: che era poi la moneta necessaria per qualche attrezzo, un paio di vestiti, un po' di sementi delle nostre terre. Tutte cose che in Cile, secondo quel che se ne diceva, ci sarebbero servite per affrontare meglio la situazione. » Per affrontarla ancora meglio, cioè con tutte le carte morali in regola, volle anche sposarsi. « Così », dice, « era una complicazione di meno. Dopo ci imbarcarono a Genova e le prime delusioni cominciarono ad averle già sul piroscalo, quando gli uomini vennero separati dalle donne e stivati lontano per tutta la durata del viaggio; e quando mi chiesero duecentottantamila lire perché gli attrezzi e le sementi che mi ero portato superavano il limite di bagaglio consentito. Ormai, però, era fatta. Alle spalle non avevo più niente e sotto i piedi soltanto quella nave che andava lontano. »

dalla propaganda che la Democrazia Cristiana trentina andava svolgendo nelle campagne. « Allora », dice Segarizzi, « chi aveva venti anni guardava al futuro come si guarda nel buio. Qui intorno non c'erano fabbriche, né autostrade, né aziende modello. C'erano soltanto campi dove si piantavano patate e case in cui si mangiavano soltanto patate. Io lavoravo come mezzadro e avevo la fidanzata a Serravalle, un paese vicino. Ci vedevamo la domenica, parlavamo di come avremmo potuto sposarci senza soldi e senza venire. Ma era un parlare di guai, di raccolti che non rendevano, di un lavoro senza soddisfazioni. A quel tempo, in chiesa e anche fuori, nei paesi, si diceva del Cile. Sembrava che alla Regione i politici si muoversero per organizzare la emigrazione. Qualche famiglia era già partita, aveva venduto la terra e la casa. Insomma, un po' tutti noi contadini ci eravamo



Su quella nave, Segarizzi e i suoi compagni di emigrazione avrebbero osservato i preparativi delle feste natalizie, organizzate per rendere più confortevole il viaggio ai passeggeri di prima classe, e contato le giornate che li separavano da quel pezzo di terra che era stato loro promesso. «Ma», dice adesso, «era tutta una truffa. Appena sbarcati ci misero su alcuni pulman, sistemarono le masserizie su una colonna di autocarri e ci portarono quattrocento chilometri a nord di Santiago vicino ad una cittadina che allora contava poche decine di migliaia di abitanti. Lì, dove secondo le promesse avremmo dovuto trovare una casa, un appezzamento di una ventina di ettari, gli attrezzi, gli animali, trovammo soltanto una baracca priva di infissi e di vetri.»

In quella baracca, e su una terra che non soltanto si sarebbe subito rivelata di dimensioni inferiori al pattuito, ma impastata di argilla e di sabbia e perciò refrattaria ad ogni sia pur disperata fatica, Giuseppe Segarizzi e la sua nuova famiglia tentarono l'impossibile pur di non dichiararsi sconfitti. «Ma», spiega l'emigrante, «più che faticare non potevamo e il miracolo di rendere fertile il deserto soltanto il Padreterno può farlo. Allora, dopo un paio di mesi, una sera, riuniti la famiglia e dissi chiaramente quel che pensavo: cioè che in quel posto era inutile tutto e che dal momento che non avremmo avuto nemmeno i quattrini per il ritorno in Italia, bisognava arrendersi e cercare lavoro da qualche altra parte. Non feci fatica a convincere tutti. Ci trasferimmo a Ovale, un paese a circa duecento chilometri. Lì trovai un posto di mezzadro in una azienda agricola privata e per sei anni, con mia moglie e i miei cognati, lavorammo come bestie. Coltivavamo la papaia, le patate, gli ortaggi: e la terra era buona. Ma non eravamo fortunati. Avremmo avuto bisogno di pioggia e l'ultima era un ricordo di sei anni prima. I canali che scendevano dalla cordigliera erano asciutti, perché la siccità aveva prosciugato anche i ghiacciai. Allora, nel '58, sempre con i miei due cognati, decidemmo di cambiare mestiere: ci saremmo improvvisati calzalai. In fondo non doveva essere difficile.»

* * *

Così, senza chiedere aiuto a nessuno, senza rivolgersi a nessuna autorità consolare o cilena, Giuseppe Segarizzi tornò a La Serena, prese in affitto un magazzino, mise alla porta un cartello e diventò calzolaio. Altri italiani, dei mille duecento che erano partiti con lui nel dicembre del '52, avevano abbandonato la terra e quel luogo e se ne erano andati: chi a Santiago, chi in Brasile, qualcuno in Perù, inventando mestieri che non avevano mai esercitato. Nessuno aveva fatto ritorno in Italia. «Nessuno», dice Segarizzi, «e il motivo si spiega. Era l'orgoglio a impedircelo, la volontà di non riapparire nei nostri paesi in condizioni peggiori di quando eravamo partiti. Siamo italiani, no? E, dunque, individui che non accettano facilmente la sconfitta della vita. C'è sempre, per la gente come noi, un momento in cui la ruota della fortuna si mette a girare per il verso giusto.» Per l'uomo che ci sta parlando la fortuna fu l'idea delle scarpe. «Scoprimmo», dice ridendo, «che era meno faticoso e più redditizio tirare lo spago e cucire le suole che affondare la vanga nei solchi. E, da quella scoperta, non conoscemmo né domeniche né altri giorni di riposo.»

Nel giro di quattro o cinque anni il magazzino si ingrandì, fu aperto un negozio, vennero acquistati

pellami e nuovi attrezzi. Furono perfino assunti alcuni garzoni. «Era il benessere, era la certezza di avere vinto la battaglia contro la fame, la miseria, il vagabondaggio.»

Dal '63 fino all'avvento al potere di Allende, Segarizzi e i suoi conobbero il loro personale «miracolo economico». «Intanto», spiega, «arrivavano anche i figli. Il primo l'avevo avuto nel '54. Altri due mi sarebbero nati nel '55 e nel '64. Ero felice. Il magazzino era diventato una fabbrica, al primo negozio ne avevo fatti seguire altri due, i dipendenti erano ormai più di sessanta e avevo comperato anche una bella casa.»

Purtroppo, non doveva durare. Anche il Cile stava avviandosi alla scoperta delle utopie socialiste e Allende era guardato dalle folle suburbane, dai disoccupati, dai perdigiorno, come il profeta che avrebbe distribuito la ricchezza secondo criteri di uguaglianza. «Noi», dice l'emigrante, «non avevamo mai fatto politica. Non l'avevamo mai fatta, sia perché chi lavora non ha tempo per prestare orecchio alle chiacchiere, sia perché, come stranieri, ce lo avrebbe impedito la legge. Ognuno di noi, si intende, aveva la propria idea, ma anche chi nutriva simpatie socialiste o comuniste andava d'accordo su un punto: che il prodotto del proprio lavoro non doveva essere discusso né minacciato. Ma Allende ed i suoi amici di

Unidad Popular non la pensavano esattamente così.» Che non lo pensassero così risultò molto chiaro fin dai primi mesi successivi alla elezione di Allende alla Presidenza della Repubblica, quando cominciarono ad essere divulgate e applicate le leggi di «riforma economica». ebbero inizio gli espropri e le requisizioni delle Società straniere e il peso prese a scivolare sempre più in basso. «Di punto in bianco», racconta Segarizzi, «ci trovammo con le crisi alla gola. Le giornate erano punteggiate di scioperi e di dimostrazioni, le fabbriche paralizzate dalle agitazioni, i prezzi dei generi alimentari in aumento costante. Stavano venendo i tempi brutti: cominciarono a comparire anche le armi.»

A importarle semiclandestinemente da Cuba (in casse che alla apparenza avrebbero dovuto contenere bottiglie di whisky o di rhum) e a metterle in mano ai guerriglieri dei «grupposcogli», erano i socialisti di Altamirano e i comunisti di Corvalan: ossia i sostenitori e i collaboratori diretti e indiretti di Allende, coloro che avrebbero voluto scatenare subito la rivoluzione. «Ormai prigioniero di una politica motta, che aveva paralizzato le maniere di rame per il ritiro forzato del capitale americano e scatenato il malcontento fra le categorie produttive più autonome, come i camionisti, Allende avrebbe forse voluto tentare un colpo di freno e per questo secondo me, aveva chiamato al governo alcuni generali. Era l'unico modo per legarsi a ciò che restava di solido in un Paese ormai preda della anarchia. Purtroppo per tutti, era tardi.»

Era così tardi che quando Segarizzi, e come lui tanti altri italiani di La Serena, di Ovale, di Cobui-



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

TV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di *Roma*

del *21-X-53*

IERI NELLA SEDE DI MILANO

Incontro del Movimento federalista europeo

Ai lavori hanno partecipato il sottosegretario Granelli e il prof. Petrilli

Milano, 20 ottobre. Si è svolta a Milano nella sede del Consiglio provinciale una tavola rotonda indetta dal Movimento federalista europeo sulla politica europea dell'Italia.

Dopo una introduzione del professor Albertini, presidente del movimento federalista europeo, e del commissario della Cee Spinelli, il presidente del Consiglio italiano del Movimento europeo professor Giuseppe Petrilli ha rilevato «l'opportunità che il Parlamento si pronunci definitivamente entro tempi brevi intorno al disegno di legge d'iniziativa popolare per l'elezione unilaterale a suffragio universale diretto dei delegati italiani al Parlamento europeo, disegno che in questi giorni è all'esame delle commissioni affari costituzionali e affari esteri del Senato».

«Una schematica approvazione di tale disegno di legge — ha detto Petrilli — costituirebbe un passo limitato per le sue conseguenze immediate, ma rilevante per la sua risonanza quale manifestazione di un orientamento politico inequivoco e potrebbe segna-

re un punto di svolta nell'intera costruzione comunitaria».

Il sottosegretario agli Esteri on. Granelli, recando anche l'adesione del Segretario della DC Fanfani, ha detto che «l'elezione diretta dal Parlamento europeo, che trova concorde il Governo italiano, è un mezzo decisivo per dimostrare la costruzione dell'unità politica dell'Europa contro le tentazioni tecnocratiche e le perduranti illusioni nazionaliste».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Secolo d'Italia di *Roma* del 21-X-33

L'IMPORTANZA DELL'ITALIA NEL DODECANNESO

La presenza italiana testimonianza di civiltà

Nel periodo della sua influenza il nostro Paese ha portato le popolazioni di queste isole, semplici e laboriose, al proprio livello - Realizzati in breve case, strade, ospedali, porti, attività industriali, commerciali e turistiche

(NOSTRO SERVIZIO)

RODI, Ottobre.

ALL'INGRESSO del porticciolo di Mandracchio, ai termine dei due moli che racchiudono il bacino destinato alle piccole imbarcazioni (i piroscafi attraccano dall'altro lato della diga) due colonne sorreggono, quella di destra, entrando, che si appoggia alla terraferma, un cervo di bronzo, simbolo della città di Rodi, quella di sinistra, sulla diga del forte S. Nicola, una gazzezza. Erano posti qui, secondo la leggenda, i due piedi del colosso, statua di Elio, fra le cui gambe si dice passassero le navi di allora.

Orgoglio d'italiani

Tutta la penisola balcanica era in mano turca, ma se il primo nucleo della Grecia continentale e le altre isole dell'Egeo si riscattarono nell'Ottocento, e con le guerre balcaniche del 1912-13 prima e la guerra del '14-'18 poi, la Grecia si estese agli attuali confini, il Dodocanneso, invece, passò nel 1912 dalla Turchia all'Italia. Prima per occupazione militare in occasione della guerra ibica contro la Turchia, confermata durante la guerra '15-'18, poi come regolare possedimento, dopo la vit-

toria, con un governo civile dal 1920.

Gli abitanti di Rodi e delle isole, di discendenza in parte veneta, di lingua in maggioranza greca e per il resto turca, con una piccola aliquota di ebrei, ebbero la cittadinanza italiana di pieno diritto, con tutti i vantaggi e molti privilegi, non ultimo quello della esenzione dal servizio militare e da molti tributi fiscali. Dopo l'ultima guerra, nel 1947, è stata dichiarata l'ammissione alla Grecia a tutti gli effetti.

Trentacinque anni è durato il dominio italiano, ma basta guardarsi intorno per rendersi conto che equivarono a secoli quanto al progresso civile ed economico compiuti. Non siamo venuti qui per tessere una gratuita apologia del passato, vogliamo solo dire che il nostro orgoglio ed il nostro cuore d'italiani non possono trascurare con tutta obiettività di fare certe constatazioni. Nel periodo del suo dominio, soprattutto negli ultimi anni, che precedettero la guerra del 1940, l'Italia aveva portato le popolazioni di queste isole, semplici e laboriose, al proprio alto livello di civiltà. Case, strade, scuole, ospedali, lavori pubblici, porti, attività industriali e commerciali, valorizzazione della pesca. Anche turismo.

Incominciò infatti allora, con la costruzione del Grande Albergo della Rosa a Rodi e di al-

tri alberghi minori in altre località, quella valorizzazione turistica che dall'epoca non lontana in cui ai viaggiatori che si avventuravano per le varie isole si consigliava, per l'alloggio, di chiedere ospitalità agli allora «reali» carabinieri, è arrivata ora, con gli oltre cento alberghi nella sola isola di Rodi e gli altri nell'arcipelago, a sfruttare il turismo di massa che cala quaggiù dall'Europa occidentale.

Una moderna ed artistica cittadina

Soprattutto qui a Rodi tutto reca visibile l'impronta dell'Italia. La città di Rodi si può grosso modo dividere in tre nuclei. Da un lato, sul porto del commercio, la città turca, una vera tasca, tutta viuzze e stradette caratteristiche costellate di moschee e sinagoghe; dall'altro la città moderna ariosa e vivente, piena ai verde, scende dalla collina per affacciarsi sul Mandracchio, che era il porto dell'antichità. In mezzo la città medievale e rinascimentale dei Cavalieri, che discende al mare dal palazzo-castello somnante dall'alto come un'acropoli.

Ciascuna delle tre parti della città è stata accuratamente riordinata, restaurata e, per quanto riguarda la città moderna, ampliata ed abbellita.

Palazzo di Giustizia, Mercato, Circolo Nello e Circolo della Caccia, Municipio, Teatro, Pa-



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale OGGI **EUROPE** di Bruxelles del 21-10-73

LA COMMISSION EUROPEENNE PROPOSE AU CONSEIL UNE LISTE DE HUIT PRIORITES DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'ENSEMBLE D'ACTION SOCIALE

BRUXELLES (EU), jeudi 11 octobre 1973 - La Commission Européenne a approuvé, et transmettra bientôt au Conseil, son projet de résolution sur la mise en route du programme social voulu par le Sommet de Paris et qui devrait théoriquement être prêt pour la fin de l'année.

En effet, ainsi qu'EUROPE l'avait indiqué dans son Bulletin du 29 septembre, la Commission a décidé de suivre une procédure particulière. Elle soumet une résolution au Conseil reprenant ses principales options qui, rappelons-le, sont au nombre de trois : meilleur et plein emploi ; amélioration des conditions de vie et de travail ; participation des travailleurs au sein de l'entreprise. Sous cette rubrique elle synthétise un certain nombre de suggestions. En outre, toujours dans le cadre de cette résolution elle propose au Conseil de s'engager à trancher dans les meilleurs délais sur huit actions prioritaires qui sont les suivantes :

- aides du Fonds Social Européen en faveur des handicapés et des travailleurs migrants (article 4).
- programme d'action visant à la création d'emplois pour les handicapés.
- création d'un Comité général pour la sécurité et l'extension des activités de l'organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille.
- salaire égal pour les femmes et les hommes.
- la semaine de 40 heures de travail et 4 semaines de congé payé pour toute la CEE.
- la création d'une Fondation européenne pour l'environnement et pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.
- approbation du règlement communautaire sur les licenciements collectifs et
- une réglementation communautaire visant à protéger les travailleurs en cas de fusion.

Du point de vue budgétaire les experts remarquent que les implications financières de ces actions sur le budget communautaire seraient relativement faibles.

En ce qui concerne la consultation des partenaires sociaux, la Commission se propose de rencontrer les représentants des employeurs et des travailleurs dans le courant de la semaine prochaine.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Giornale d'Italia di *Roma* del *20/11-1973*

—12,9% nel 1. semestre

Calano le rimesse degli emigrati

Nella bilancia dei pagamenti, la voce «rimesse emigrati» registra, alla fine del primo semestre del 1973, incassi per miliardi 253,7, con una flessione di 37,5 miliardi, pari al 12,9 per cento, rispetto ai 291,2 miliardi incassati nel corrispondente periodo del 1972.

Al giugno 1971, le rimesse degli emigrati avevano accusato, secondo l'Interpress, un totale di 252,4 miliardi, per cui al termine di un anno dopo si era avuto un incremento di 38,8 miliardi, pari al 15,4 per cento.

Per il solo mese di giugno si è avuto un totale di incassi pari a 73,1 miliardi, con un incremento rispetto al giugno 1972 (53,6 miliardi) di 19,5 miliardi, pari al 36,4%, contro un aumento di 3,7 miliardi, pari al 7,4%, nel giugno 1972 sul giugno 1971 (incassi 49,9 miliardi).

Ove si consideri l'inciden-

za, sempre nel primo semestre del 1973, delle rimesse emigrati sul saldo delle partite invisibili, pari a 368,6 miliardi, essa è risultata del 68,8 per cento, contro il 37,6 per cento nel corrispondente periodo del 1972 (partite invisibili 774,5 miliardi).



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale di del

COMINCIA MARTEDI' AD AMSTERDAM

La visita nel Benelux del Presidente Leone

Il Capo dello Stato sarà accompagnato dal ministro degli Esteri Moro - La costruzione europea e il conflitto mediorientale nell'agenda dei colloqui

Il Presidente della Repubblica Giovanni Leone giungerà martedì mattina ad Amsterdam per la preannunciata visita di Stato di tre giorni nei Paesi Bassi. Il capo dello Stato, che visiterà subito il Lussemburgo e il Belgio, sarà accompagnato nel suo viaggio nel Benelux dal ministro degli Esteri on. Aldo Moro. Dopo il recente viaggio a Parigi e gli incontri con il presidente Georges Pompidou, Leone prosegue, si può dire, il suo viaggio attraverso l'Europa comunitaria per rinsaldare ulteriormente la

collaborazione tra l'Italia e i suoi partners della Cee. Un portavoce ufficiale olandese ha detto che la visita del Presidente e della signora Leone nei Paesi Bassi « accentua i rapporti di cordialità e di amicizia » esistenti tra i due Paesi così come l'incontro che Leone e Moro avranno mercoledì all'Aja con il primo ministro Den Uyl e con il ministro degli Esteri Van Der Stoep « costituirà una occasione per stabilire, in un clima di collaborazione, la concordanza di idee sia nelle relazioni bilaterali sia in quelle internazionali ».

Si può anche dire che la visita del presidente Leone nel Benelux ed in particolare in Olanda costituirà la logica conclusione, a livello superiore, di tutta quella spina fitamente intessuta di incontri avvenuti negli anni scorsi: dal 1956 al 1973 i ministri degli Esteri d'Italia e d'Olanda sono incontrati, ufficialmente, con otto volte. Si ricordano la visita ufficiale all'Aja nel 1961 del ministro degli Esteri Moro; l'incontro tra Scalfi, ministro degli Esteri, e Luns a Ve-

nezia, nel 1960. Le visite a Roma sempre di Luns che si incontrò con Piccioni, con Saragat, con Fanfani, con Medici, con Nenni. Tutti titolari del dicastero degli Esteri. L'ultimo incontro tra i capi delle diplomazie dei due paesi risale all'anno scorso quando il sen. Medici si incontrò nuovamente all'Aja con il collega Schepeler.

Il terreno dunque è pronto e nell'ambito dell'incontro dell'Aja (Leone e Moro assistiti dalla delegazione che li accompagna in Olanda da una parte, e Den Uyl con Van Der Stoep con la loro delegazione dall'altra) verranno presi certamente in esame i problemi che in questo momento interessano maggiormente i due governi: la costruzione dell'Europa e la situazione del Medio Oriente.

Per quanto riguarda lo sviluppo della costruzione dell'Europa è nota la posizione dell'Italia: il Governo italiano è favorevole alla rapida realizzazione degli accordi di Parigi (in un primo piano la prospettiva della creazione di una Unione europea entro il 1980; circa la politica economica e monetaria l'Italia è favorevole al passaggio alla seconda tappa; infine per quanto concerne la politica regionale europea da parte italiana si ricorderà che il vertice di Parigi stabilì la creazione di un fondo di sviluppo regionale

che sarebbe dovuto entrare in funzione prima del prossimo mese di dicembre. Così come fece durante i suoi colloqui con Pompidou, il Presidente Leone certamente porrà in risalto con il premier olandese che, i problemi di un'attivazione del fondo di sviluppo regionale e della concertazione in tema economico monetario

sono contemporanei. Si ricorda in proposito che il confronto fra le nove delegazioni su questo tema è ancora nella fase di avvio. La commissione europea ha soltanto qualche giorno fa messo a punto un insieme di proposte che precisano l'ammontare di aiuti che la comunità intende dare alle sue regioni meno sviluppate (1500 miliardi di lire in tre anni) delineando la mappa di queste aree. Il ministro Moro, durante l'ultimo Consiglio dei ministri della CEE ha fatto pre-

sente che la politica regionale (e uno degli obiettivi fissati dal vertice di Parigi) non è solo un fatto di giustizia ma una condizione essenziale per procedere verso l'unione economica e monetaria. Il suo scopo principale è convogliare le risorse della CEE verso le regioni meno avanzate, ma perché la politica regionale abbia un senso è necessario che il contributo della CEE non sia soltanto simbolico e che l'intensità del fondo comunitario tenga conto della differenza degli squilibri



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Borghese

di

Milano

del

21-X-73

ATTIVISMO EMIGRANTE

Recentemente il *Secolo d'Italia* pubblicò un servizio sull'attività eversiva rossa fra gli emigranti in Germania, riportando una documentazione inconfutabile che elencava persino i nomi al completo degli « agenti » rossi residenti nella RFT con rispettivo indirizzo.

Tale servizio provocò un disorientamento interno che valse per dare il via alla « caccia alle streghe », facendo contemporaneamente sapere (con motivo), che essi operano all'estero esclusivamente nell'interesse dei problemi che assillano gli emigrati.

Si dà il caso invece che, proprio poco tempo fa, un noto esponente comunista italiano residente della RFT, compì un « viaggio lampo » nel Cile di Allende, ritornando nel paese ospitante due giorni prima del *golpe*.

Ciò dimostra che gli attivisti rossi sguinzagliati fra gli emigranti non servono solo per la propagazione del verbo marxista, ma principalmente per svolgere losche manovre sovversive, di portata internazionale, con l'ingenuo ed inutile tentativo di apparire « disinteressati » al compagno Willy Brandt.

BRUNO ZORATTO - Stoccarda



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

la Stampa

di Torino

del

21-X-73

Destinati a rimanere stranieri i figli degli italiani in Germania

Manca una politica scolastica per le comunità straniere nella Repubblica federale - Ci sono "classi d'inserimento" per i nuovi arrivati, ma non vi si insegna abbastanza il tedesco - I ragazzi passano poi alle classi locali, spesso senza poter capire le lezioni - Finisce che non imparano né l'italiano né il tedesco e rimangono emarginati

Anomalia

La situazione anomala dei bambini italiani in Germania dura da anni: è stata più volte denunciata dalle famiglie, dai maestri, dai consolati, dall'ambasciata, dalle missioni cattoliche. Ma non è stato fatto nulla per cambiarla. Quanto più tardi si parla, e gli immigrati italiani fanno venire su le proprie famiglie estratti degli alti salari e dal potere d'acquisto del marito (quando lo cambiano in lire italiane), tanto peggiora la condizione dei bambini

che non hanno una lingua di base, e aumenta il numero degli spesiati. Qui e là, su iniziativa di un console attivo o di una missione cattolica, si fanno corsi di italiano. Ma la banca continua a far acqua da tutte le parti e i figli degli immigrati sono futuri naufraghi.

Le cause delle difficoltà per i figli dei lavoratori stranieri in Germania sono molteplici, le responsabilità sono un po' di tutti. Ma la causa vera è che manca una politica scolastica per gli immigrati nella Germania federale. I tedeschi sono frettosi di avere manodopera straniera che si adatta al lavoro, più scrupolosi e pericolosi e contribuiscono al «boom», ma le autorità scolastiche si disinteressano dei bambini non forniscono insegnanti di tedesco in numero sufficiente, il governo italiano

lesina il denaro per l'assistenza e non destina alla Germania maestri di valore. Le famiglie si ostinano a voler dare ai figli un'impossibile scuola italiana eppure non si curano per nulla dell'istruzione dei bambini (si calcola che il 40 per cento non frequentano alcuna scuola), preferiscono tenerli in casa per occupare ai fratelli minori o mandarli a lavorare di nascosto in cambio di un boccone di pane.

Sulla carta tutto è in ordine. Le autorità tedesche si impegnano (su base regionale, cittadina a modo suo) a fornire l'insegnamento scolastico obbligatorio fino a 15 anni a tutti i figli degli stranieri, di pagare (del tutto o in buona parte) gli stipendi degli insegnanti di lingua italiana e di garantire l'osservanza dell'obbligo scolastico. Ma i controlli non funzionano, come ho constatato di persona: l'anno scorso, dopo che da sette anni il mio figlio maggiore frequentava la scuola francese, le autorità scolastiche mi hanno intimato di iscriverlo «immediatamente» alla prima classe elementare, altrimenti sarei stato denunciato alla magistratura. Dopo sette anni.

Pure tutto in ordine da parte italiana. La legge 153 del 1971 prevede che la frequenza scolastica all'estero venga riconosciuta in patria in caso di richiedo o che lo scolaro italiano — se avrà frequentato regolarmente all'estero i corsi di lingua italiana — avrà diritto di essere iscritto nella classe equivalente a quella straniera, senza perdere neppure un anno. Per i casi dubbi è previsto un esame presso un consolato italiano. Sulla base di questi regolamenti — dunque — lo scolaro italiano in Germania è addirittura privilegiato: frequenta una scuola tedesca, impara la lingua di Goethe, studia nel contempo l'italiano al posto di un'altra lingua straniera, è «di casa» sia qui che in patria.

In Assia

La realtà è del tutto diversa. Poiché non è possibile immergere subito i nuovi arrivati in una scuola tedesca, sono state istituite le cosiddette «classi di inserimento». Ma esse — per ammissione unanime delle autorità consolari e scolastiche — non funzionano, non «inseriscono» per nulla, perché in esse non viene insegnato abbastanza tedesco. Maestri tedeschi non ve ne sono, l'insegnamento della lingua locale è affidato a insegnanti italiani che in parte non sanno il tedesco. Qui in Assia — per esempio — su 72 maestri elementari italiani

(Dal nostro inviato speciale)

Frankfurt, 20 ottobre.

«Dove è l'ufficio del direttore?», domandato in tedesco a un ragazzo bruno, dell'aria sveglia, sulle scale della «Missioni cattolica italiana» a Offenbach, presso Francoforte. Il ragazzo, un dodici anni, mi rispose in un tedesco approssimativo: «Nix verstehe» (non capisco). Gli domando allora in italiano da quanto tempo si trovava in Germania. «Quattro anni», mi dice, sfondando l'interrogazione appeso alla ringhiera. «E non hai imparato il tedesco?», mi chiedo. «No, i miei non vogliono». E corre via a giocare.

Il ragazzo di Offenbach non è un'eccezione. Centinaia di migliaia di bambini e di ragazzi stranieri vanno nella Repubblica federale (nessuno ai quanti, chi dice 900, chi pensa 700 mila), un quarto all'incirca sono gli italiani. E una gran parte di loro, per essere quasi da dicianni nel luogo. Oppure vi sono bambini che hanno imparato il tedesco e hanno dimenticato l'italiano (che poi è il dialetto del genitore). Altri ancora, sanno male il tedesco e male l'italiano, mescolano in maniera originale il loro scarso vocabolario all'inglese. Pocheissimi — il più preziosi di commercianti, gli attori, gli sciatori — sono in grado di conversare tanto in italiano quanto in tedesco.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DE

Ritaglio dal Giornale

del

«scuole italiane di seconda classe» (come dice un alto funzionario italiano). E i genitori dei ragazzi, che continuano a ripetere «tanto torniamo in Italia, o che serve il tedesco?», ne sono felici, non comprendendo che i loro figli — se restano in Germania — hanno perduto la possibilità di frequentare la scuola superiore tedesca (il «Gymnasium» o la «Realschule») o talvolta addirittura la scuola professionale, e che sono condannati a rimanere spazzatura o manovali.

Sovente, peraltro, le autorità germaniche non tollerano la frequenza prolungata della scuola di transizione e inseriscono «a forza» i ragazzi stranieri nelle classi tedesche, anche se non hanno appreso la lingua. Oppure, per non affollare le classi tedesche li rifiutano anche se sono maturi per l'inserimento. Nel primo caso — il più frequente — si ha un calo immediato del rendimento dello scolaro, che viene isolato dai compagni tedeschi, che non riesce a seguire. Il ragazzo si deprime, si disinteressa, diventa lo zimbello dei compagni tedeschi, diserta la scuola.

Antonio Boccia, maestro elementare a Francoforte mi cita due casi, quello degli scolari Giuseppe Rausa e Franca Petralia, undicenni. Giuseppe Rausa era tra i migliori della scuola di inserimento, vivace, attivo. Inserito in una classe tedesca della *Alte Liebigschule*, si è chiuso, si è isolato, taciturno, è rimasto assente ingiustificato per 95 giorni, ha perso l'anno. Franca Petralia, invece, che frequentava una scuola tedesca, era l'ultima della classe, scontrosa, triste. Disperato, l'insegnante, chiese ai superiori che la liberassero di quella «zavorra». Disse: «Non posso perdere tutta una classe per correre dietro a una sola scolaro». Franca passò (facendo il percorso inverso di quello normale) nella classe di inserimento della *Elsa Braendstroem Schule*, in una babele esalingue di italiani, greci, turchi, croati, spa-

gnoli e tedeschi. E da ultima che era, divenne la prima della classe.

Un miracolo? No, dicono i pedagoghi, semplicemente la bambina era stata immessa in un ambiente per lei naturale. E lo stesso accadrebbe a centinaia di scolarotti stranieri che sono muti nelle scuole tedesche, respinti dai compagni, esclusi, derisi, talvolta perfino odiati. L'insegnante tedesco, quando sbaglia, scrive semplicemente *Falsch* con la penna rossa, senza correggere. E lo scolaro non sa che cosa ha sbagliato, i genitori (che non sanno il tedesco e talvolta sono perfino analfabeti) non sono in grado di aiutarlo, lui non impara e si incupisce.

Chi paga?

Per questo motivo la maggioranza dei genitori italiani, riunita nell'«Associazione delle famiglie», chiede la scuola italiana. Pretendono dai tedeschi che essi finanzino l'insegnamento nella lingua materna, sempre con il solito ritornello: «Tanto non rimaniamo a lungo in Germania». Il loro ragionamento è: la Germania deve pagare, l'Italia deve pagare. La Germania perché essi contribuiscono con il proprio lavoro al «miracolo economico», e versano fior di tasse al fisco; l'Italia perché le rimesse degli emigranti sono centinaia di miliardi di lire l'anno. Ma esattamente non sanno che cosa vogliono, sono disuniti, si disperdono in liti e dimostrazioni di protesta, al grido «Non vogliamo che i nostri figli diventino tedeschi», «Non vogliamo rimanere analfabeti».

Si continua da anni a vivere alla giornata: con classi di inserimento che non inseriscono, con bimbi «inzeriti» che sono analfabeti in due lingue, maturi per lo psicoanalista. Come quel piccolo Giuseppe Mirante, che in agosto fuggì da Essen in treno e dopo nove giorni erisabondi fu sorpreso in Piemonte.

Tito Sansone

venuti per «inserirsi, insegnando il tedesco», soltanto 19 conoscono la lingua, 32 ammettono di avere «scarse conoscenze», 16 confessano che le loro cognizioni di tedesco sono «nulle».

Il risultato è che alla fine dell'anno di «inserimento», gran parte dei bambini non sa il tedesco. E allora bisogna continuare a «inserirsi», per due, tre anni. Vi sono casi — qui a Offenbach, a Francoforte, a Sprenglingen — di ragazzi che frequentano, da otto anni, le classi di inserimento, le quali sono diventate



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Avanti!

di

Roma

del

21-10-73

SITUAZIONE DEI LAVORATORI ITALIANI IN GERMANIA

Siamo un gruppo di lavoratori italiani, membri di commissioni interne del Sud-Baden. I diritti sanciti dagli accordi comunitari a vantaggio dei nostri lavoratori in Germania sono, come abbiamo più volte denunciato, intaccati in pratica dagli industriali di quel Paese preoccupati soprattutto del proprio utile. Difendere tali diritti è un compito arduo, data la dispersione dei nostri connazionali in cento e cento industrie; talvolta l'azione energica di difesa è compiuta isolatamente dai Patronati INCA, che non sempre trovano il dovuto e tempestivo appoggio da parte dell'autorità diplomatico-consolare italiana. In questi ultimi mesi si è verificato però a Lörrach, che fa parte della circoscrizione consolare di Friburgo, un esempio di segno opposto, il quale dimostra chiaramente che da una proficua collaborazione tra Consolati e Patronati INCA

i nostri lavoratori traggono peculiare vantaggio. Si tratta di un caso esemplare su cui si è soffermata la stampa italiana e tedesca: l'INCA ebbe a denunciare nel marzo scorso che la Ditta Suchard aveva dato un trattamento preferenziale a manodopera jugoslava rispetto a quella italiana in patente violazione alle norme comunitarie le quali prevedono che si possa ricorrere a lavoratori extra-comunitari solo se non si reperisca manodopera comunitaria. Contemporaneamente, mentre alcune decine di operai italiani venivano licenziate con il pretesto che era scaduto il contratto stagionale (formulato peraltro in modo assai ambiguo), continuavano invece a lavorare presso quella ditta operai jugoslavi che erano state reclutate sul posto alcuni mesi prima da un esponente della Suchard. L'INCA interessò del caso il V. Console d'Italia a Friburgo, dr. Alessandro Grafini, che in più occasioni si è distinto per un atteggiamento aperto e progressista; anche in questo caso non è mancata un'azione decisa di quel Consolato presso le superiori autorità diplomatiche e ministeriali, ma anche in colloqui diretti con i massimi dirigenti della Suchard, che venivano richiamati ad un più preciso rispetto dello spirito e della lettera delle norme comunitarie. Il risultato di tutto ciò è che quella ditta si è impegnata ad effettuare i reclutamenti futuri in modo meno equivoco (tra l'altro formulando i contratti di lavoro in termini più chiari) ed in particolare a non compiere assunzioni di manodopera in paesi extra-comunitari. L'INCA continua a seguire con attenzione gli sviluppi della situazione nella Suchard di Lörrach, e si è dovuto constatare con piacere che i nostri lavoratori ottengono ora un trattamento ben più conforme ai loro diritti. Anche i lavoratori licenziati negli scorsi mesi hanno ricevuto ora dalla Suchard delle proposte di riassunzione. Risultato più incoraggiante di una stretta ed efficace collaborazione tra Consolati e Patronati INCA è difficile da immaginare.

(Seguono le firme)
Lörrach



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII.

Ritaglio dal Giornale

Globe and Mail

di

Toronto

del

22-X-73

Italy joins qualifiers for final Cup phase, beating Swiss 2 to 0

By TINO BAXA

Italy, at the weekend, joined six other national teams that had already qualified for the final phase of the World Cup, to be contested next summer in Germany.

The Italians, who must be considered among the top three favorites, gained admission into the selected circle by downing Switzerland 2-0 in a game played before 90,000 spectators at Olympic Stadium in Rome.

The first goal was scored by veteran Gianni Rivera on a penalty kick just before the interval. Gigi Riva, the man who has scored more goals than anybody else in the history of the Italian national team, added the other eight minutes from the end.

Switzerland, which had only a pale hope of overhauling the Italians in first place, was confronted by the difficult task of beating Italy and Turkey in order to make the trip to Germany.

The other six teams in finals so far are Brazil, West Germany, Scotland, Poland, Uruguay and Argentina.

In the six games Italy played in its elimination Group, goalkeepers Dino Zoff and Enrico Albertosi did not allow a single goal. Zoff, who is No. 1 goalkeeper for the Italian National team, is unbeaten in 820 minutes of play and during this period he faced, among others, the forwards of England and Brazil. It is this tremendous power in their defence that makes the Italians among the favorites; but the forward line, strong especially in Riva, who scored his 35th goal for the national team against Switzerland must also be respected.

Italy was finalist three years ago in Mexico, losing the World Cup to Brazil, 4-1. With England out of the competition, Italy is ranked No. 3, but if the Italian side beats England and West Germany, which it plays next in exhibition matches, it will certainly be made co-favorites with defending champion Brazil.

There are nine more positions available throughout the soccer world for the finals in Germany. Here is how the battle is shaping up:

In Europe in Group I, Sweden must beat Malta by at least two goals in the game, which will be played in Malta Nov. 11.

In Group 3, the Netherlands and Belgium are in the running and in Group 4 only Romania can stop East Germany from getting a place in the final for the first time. In Group 6, Bulgaria should easily qualify, but Portugal still has a slim chance to make it. In Group 7, Yugoslavia and Spain are the combatants. They met in a crucial match Sunday afternoon at Belgrade, which ended in a 0-0 draw. Now Yugoslavia must beat Greece by at least three goals in order to qualify.

In the European-South American group, Chile and the USSR are locked in a playoff duel that will be decided Nov. 14 at Santiago. Mexico is likely to qualify, for the only berth available in the North and Central America group, but five nations are still battling: Honduras, Guatemala, Haiti, Trinidad and Dutch West Indies.

In the Asia-Oceania group, either Australia or South Korea will go to Germany and in Africa, Morocco, Zambia and

Zaire are fighting for the only berth available. By December 31, all these remaining nine places will be filled and the Federation International de Football Association will then proceed early next year to the draw for the composition of the four groups for the finals. Opening match: June 13 at Frankfurt between Brazil and one of the other 15 finalists.

In West Germany, where the World Cup will be played, Eintracht Frankfurt and Borussia Moenchengladbach are tied in first place after the action on the weekend, with 17 points each in the First Division championship.

Defending champion Bayern Munich is three points away in third place along with Kaiserslautern, which shocked German soccer fans by defeating Bayern 7-4. Another upset occurred when Stuttgart beat Borussia 6-1. Bochum, Berlin, FC Cologne and Offenbach have 13 points; Dusseldorf, Wuppertal and Bremen, 11; Essen, 10; Schalke, 10; Hannover and Fortuna Cologne, 9; Hamburg, 8; Duisburg, 6.

In the Soviet Union, where the First Division championship is nearing the end, Ararat and Dynamo Kiev lead with 33 points, Dynamo Moscow has 29 and defending champion Zarya is fourth with 27.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **FRIULI SERA** di **Udine** del **22-10-23**

Le piccole industrie per combattere l'emigrazione

Nella provincia di Udine è anche troppo noto il problema dell'emigrazione e le conseguenze economiche e sociali che essa comporta, oltre che le sue origini, mai dovute alla volontà di chi è costretto a lasciare la propria terra.

La carenza di manodopera che si riscontra in questo periodo ha spinto la Sede di Udine dell'Associazione Piccole Industrie a riprendere in esame un'iniziativa proposta a livello sperimentale qualche anno fa e che, nel suo complesso, si era dimostrata valida.

Poichè gli emigranti possono — nella maggior parte dei casi — vantare delle esperienze di lavoro rilevanti, essi sono anche le persone che si adattano di più alle caratteristiche delle piccole industrie che per integrare la propria struttura necessitano pro-

prio di personale qualificato ed esperto, che talvolta deve collaborare con lo stesso titolare nel ruolo di dirigente tecnico.

Per questo motivo l'Associazione Piccole Industrie ha svolto un'indagine presso tutte le Aziende iscritte, per sapere se abbiano interesse all'assunzione di lavoratori che

attualmente svolgono la loro attività all'estero.

Ciò consentirà alle piccole industrie di disporre entro breve tempo di quadri completi e ben strutturati, di persone capaci ed indubbiamente dotate di quello spirito di sacrificio e di quella coscienza che sono doti preziose

sempre più rare al giorno d'oggi.

L'iniziativa contribuirà soprattutto a risolvere tante situazioni penose, che solo la necessità costringe ancora a portare avanti e che costituiscono una piaga per queste terre così laboriose, ma gravate da un retaggio di mi-

seria che non è facile cancellare in poco tempo.

I primi risultati sono indubbiamente positivi, in quanto a pochi giorni dell'inizio dell'indagine l'Associazione Piccole Industrie ha già presentato alle organizzazioni degli emigranti ed all'Ente Friuli nel Mondo richieste per circa 50 nuove assunzioni, richieste destinate ad aumentare in breve con le successive comunicazioni delle aziende.

E' questo indubbiamente il modo migliore per tentare la soluzione del problema dell'emigrazione o quanto meno di darne una soluzione parziale, perchè è offrendo posti di lavoro e non solo parole destinate a rimanere tali che si richiama l'emigrante in Friuli.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Notiziario ASCA

di

Roma

del

22-X-7

PROGETTO DI "GIORNALE TELETRASMESSO"

DA ROMA PER ITALIANI IN BRASILE

Roma, ottobre (ASCA) - Gli italiani emigrati in Brasile potranno acquistare a Rio de Janeiro un giornale in lingua italiana "teletrasmesso" da Roma. Questa possibilità è stata presa in esame nel corso dell'incontro tra il Ministro Togni e il Ministro delle Comunicazioni brasiliane Hygino Caetano Corsetti che si trova in Italia in questi giorni con una delegazione di esperti. I titolari dei due dicasteri delle telecomunicazio

ni nel corso dell'incontro hanno esaminato problemi di comune interesse in relazione ai recenti progressi tecnologici fra cui, appunto, il progetto di trasmettere da Roma a Rio de Janeiro, un giornale italiano con le speciali apparecchiature per la trasmissione in "fac-simile".

Sono state poi esaminate le politiche adottate nello svolgimento dei vari servizi mettendo in rilievo i fini spiccatamente sociali di questi ultimi.

Tra i più recenti sviluppi tecnologici delle telecomunicazioni sono stati presi in considerazione in particolare quelli relativi alle centrali telefoniche, telex e telegrafiche di tipo più avanzato, come quelle elettroniche. E' stato quindi auspicato il potenziamento del servizio telefonico tra i due Paesi che, attraverso un graduale ma rapido processo di automatizzazione, dovrebbe giungere alla realizzazione di un servizio telefonico in teleselezione tra i due Paesi.

Di particolare interesse per l'Italia - che conta in Brasile numerosissime comunità di connazionali - anche lo studio per istituire collegamenti televisivi più diretti.

Della delegazione italiana facevano parte oltre al Ministro il Capo di Gabinetto dott. Quartulli, il Direttore Generale delle PP.TT. Dr. Principe, il Direttore dell'azienda di Stato per i Servizi Telefonici, Dott. Insinna e dirigenti della RAI, STET, Italcable e Telespazio. (ASCA)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'UNITA'

di

Roma

del

22-10-73

In un documento della FILEF a Granelli

Richieste per le scuole dei figli degli emigrati

ROMA, 21 ottobre

La FILEF ha chiesto al sottosegretario Granelli, incaricato per i problemi dell'emigrazione presso il ministero degli Esteri, di intervenire in appoggio alle proposte che la stessa organizzazione ha fatto ai gruppi parlamentari democratici per modificare sostanzialmente le previsioni di bilancio del 1974.

Nella nota inviata all'on. Granelli si ricordano anzitutto gli impegni presi dal ministero nel corso della riunione del CCIE (il Comitato consultivo degli italiani all'estero) nel luglio scorso. « Il ministero degli Esteri — dice la lettera della FILEF — prevedeva un'espansione delle iniziative, dava notizia di aver chiesto un'integrazione di bilancio per il 1974 di

2 miliardi 150 milioni e di aver chiesto per il 1974 un aumento del capitolo relativo alle forniture scolastiche da 1 miliardo 850 milioni a 8 miliardi ». Ricordate le obiezioni, già avanzate nella stessa riunione del CCIE, circa l'insufficienza degli aumenti allora annunciati, la FILEF chiede che sia data finalmente attuazione alla legge 155 e per creare gli asili e le scuole materne, le classi di inserimento, i corsi di lingua e cultura italiana, le scuole popolari, i corsi per lavoratori, i corsi di addestramento professionale ».

Questo impegno sarà possibile soltanto alla condizione di un importante aumento della spesa destinata alla scuola e all'assistenza sociale



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Toronto Star

di

Toronto

del

23-X-73

Agency helps immigrants integrate into our society

By SAMUEL CAMPBELL
Star staff writer

Although he came to Canada from Italy 20 years ago, 43-year-old Orlando Zarpellon of North York speaks very little English because he remained—as so many newcomers do—in the Italian community and had no need to integrate.

Victor Marafioti, director of rehabilitation services at the United Way's COSTI—the Italian Community Education Centre for immigrants on Beverley St.—

said Zarpellon finally had to come out of the Italian community because of a severe back ailment.

"This man was a heavy construction worker for years," Marafioti said. "He had a good job and friends in the community who spoke his language. He had his own newspapers and television shows and a wife and two children. He had no real reason to come out. But two years ago, he developed a degenerative disease on his spine that drove him out."

"Unable to do his heavy laboring job, Zarpellon became frustrated and turned to alcohol as an escape. He was referred to COSTI, our counselling services and rehabilitation workshops.

"Although this man—limited in cultural background—had a major physical handicap and there were psychological and motivational factors involved, four months after he came to us, he was ready to start a new job—this time as a machinist in a brewery."

200 IMMIGRANTS

More than 200 immigrants—Chinese, Portuguese, Japanese, Koreans, Yugoslavians and Greeks—as well as Italians—are taught basic English every day at COSTI.

Every year, more than 3,000 newcomers—including injured and handicapped workers such as Zarpellon—receive counselling and vocational guidance, information and orientation, trade and skill courses and education up-grading for apprentices and final rehabilitation.

OWN COMMUNITY

"The immigrant element in Metro Toronto tends to hide in the safety of their own community," said Edward Chrolewski, a labor staff representative at the United Way. "This only increases their reluctance to bureaucracy and leaves them open to exploitation from shopkeepers, employers, landlords and travel agents. The immigrant prefers to remain with his own and is happy that way. We are not reaching them fast enough."

Workers at COSTI and 74 other United Way services across Metro are campaigning to raise \$14,626,000 for their 1974 needs before Nov. 6.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agenzie Ansa di Roma del 23-X-75

ansa 224/3 - italiani condannati in grecia per furto -

atene, 23 ott (ansa) - cinque italiani sono stati condannati dal tribunale correzionale di patrasso a pene di detenzione fra i 19 mesi ed i sei anni per rapine e furto. i cinque erano stati arrestati nel gennaio scorso mentre stavano per lasciare la citta' di patrasso a bordo di un traghetto diretto in italia. il procuratore li accuso' di aver rubato gioielli e valori per un valore di 700 mila dracme (14 milioni di lire italiane) in un negozio centrale del pireo. il tribunale ha oggi condannato francesco fredda di 28 anni, operaio a 6 anni e due mesi di carcere; alvaro carini di 28 anni idraulico alla stessa pena, maurizio di letti di 23 anni impiegato a due anni e un mese di carcere, nicola telsove di 20 anni, studente a 19 mesi e walter micarelli 24 anni, studenti, a tre anni e sei mesi. quattro dei condannati si sono dichiarati colpevoli, mentre il micarelli ha rigettato ogni accusa. i cinque condannati presenteranno ricorso alla corte di appello. -
ma/2021

ansa 219/2 - italiani arrestati per furto in austria -

vienna, 23 ott (ansa) - tre italiani e uno spagnolo sono stati arrestati a vienna, sospettati di furto di gioielli. domenica scorsa uno scrigno con pietre preziose, del valore di 140.000 scellini, e' stato rubato da una casa del franz josef kai 45 (Lungodanubio interno). la padrona di casa ha ricordato che un italiano, di nome gianbruno ferretti, di 36 anni, doveva essere a conoscenza di questo scrigno. la polizia ha condotto un'indagine nell'albergo in cui erano alloggiati il ferretti e alcuni suoi amici, presso la stazione meridionale. vi hanno trovato oggetti di provenienza sospetta e lo scrigno, ma vuoto. ha percio' arrestato il ferretti, due altri italiani, sebastiano cucucci, di 34 anni, e angelo garelli, di 20, e uno spagnolo, jeronimo tejada molina di 25.

intanto si apre da bregenz che alla fine della scorsa settimana tre italiani (di cui ancora non si fanno i nomi) sono stati arrestati nel vorarlberg per furto di oggetti vari, del valore complessivo di 250.000 scellini, mentre viene ancora ricercato un quarto italiano originario di genova.

la polizia sta indagando sulla possibilita' di una connessione tra i ladri arrestati a vienna e i furti subiti da numerose gioiellerie di questa citta' qualche mese fa. a quel tempo furono rubati gioielli e altri oggetti preziosi per un valore di vari milioni di scellini. sono stati avanzati sospetti su una banda di italiani, che avrebbero caricato tutto su un'alfa romeo rubata e sarebbero scomparsi.
tos 1948

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Avvenire

di

Milano

del

23-X-71

CILE: RESTITUIRE LE INDUSTRIE

Confische annullate

Per tranquillizzare i capitali stranieri

SANTIAGO, 22 ottobre
Il nuovo ministro dell'economia, Fernando Leniz, fino ad ieri significativamente presidente dell'impresa editoriale «Mercurio» — il grande quotidiano della capitale che ha tenuto sempre posizioni golpiste — ha fatto sapere che la giunta militare sta per restituire alle compagnie private la maggior parte delle ditte confiscate durante il governo di Salvador Allende. E' questa una mossa che ha lo scopo di

ridare fiducia ai capitali stranieri, e in particolare statunitensi, per investire in Cile.

Nello stesso tempo il governo spera, in questo modo, che i proprietari delle imprese, una volta reintegrati nelle loro proprietà, le «ristrutturino» in termini efficientistici. Cosa questo significa per le maestranze delle imprese è immaginabile. Un giro di vite, che evidentemente non si limiterà a ridimensionare il fenomeno dell'assenteismo dei lavoratori, che caratterizzava molte industrie durante il governo di «Unidad Popular».

Prima dell'elezione di Allende un centinaio di compagnie statunitensi aveva investito in Cile quasi 650 milioni di dollari. Compagnie inglesi, tedesche, italiane, francesi e di altre nazionalità contavano in Cile investimenti per 350 milioni di dollari.

All'atto della restituzione il governo stipulerà con ciascuna impresa un contratto riservandosi il diritto di supervisione. Il presidente della Giunta, generale Augusto Pinochet, ha detto che il governo attuale «non ritornerà al vecchio sistema di potere». Anzi presto redigerà le norme che favoriranno «un'autentica giustizia sociale con partecipazione reale ed effettiva dei lavoratori». Gli ultimi aumenti dei prezzi decisi dalla Giunta, sembrano contraddire in partenza questi «buoni propositi». Gli aumenti sono giustificati dal governo, come misure necessarie per mettere freno alla crisi economica. Sta di fatto che il maggior onere ricade su chi può fare conto solo sul suo salario mensile. La carne di manzo è salita in quindici giorni da 135 escudos a 1200. L'olio da 40 a 300. Sono aumentati anche le tariffe degli autobus e dei taxi. La motivazione del ministro Bonilla è stata la seguente: «Così finalmente li prenderanno soltanto coloro che veramente ne hanno bisogno».

E' partito alla volta dell'Italia, sulla nave «Marconi», che è salpata in ritardo proprio per attenderlo, il giornalista italiano Guido Vicario, fermato per 18 ore dalla polizia cilena. Sono con lui la moglie e le due figliette, rispettivamente di 7 anni e 7 mesi. Il fermo del corrispondente de «l'Unità» da Santiago ha avuto un carattere chiaramente repressivo e vessatorio.



Accordo raggiunto tra imprese e sindacati

Metalmeccanici tedeschi firmato il nuovo contratto

Le concessioni alle richieste dei lavoratori sono state piuttosto ampie
I costi aumenteranno tra il 10 e il 12 per cento - I punti dell'accordo

(Dal nostro corrispondente)
Stoccarda, 22 ottobre.

I 400 mila metallurgici del Baden-Wuerttemberg lavoreranno in futuro soltanto 52 minuti per ora: all'attuale pausa di tre minuti per «necessità personali» verrà aggiunta una pausa di ristoro di 5 minuti. La giornata media lavorativa di 8 ore verrà così ridotta di un'ora. Questo è il risultato più spettacolare del nuovo contratto normativo firmato ieri a Stoccarda tra datori di lavoro e sindacati, sotto la pressione di quattro giornate effettive di sciopero di soli 57 mila dipendenti alla Mercedes e alla Bosh. Nel commentarlo, i giornali lo definiscono «una pietra miliare nella storia contrattuale della Germania» e «una rivoluzione nell'umanizzazione del mondo del lavoro».

Gli altri punti principali dell'accordo — che segna una grande vittoria dei sindacati e che certamente farà scuola nelle altre regioni della Germania e in altri settori industriali — riguardano le tariffe minime per il cottimo (dovranno essere pari al 125 per cento della media dei salari dell'azienda), la destinazione di ciascun singolo lavoratore alla catena di montaggio solo con il benestare del consiglio di fabbrica, garanzie per i lavoratori anziani, in caso di infortunio sul lavoro o nel tragitto da casa alla fabbrica e viceversa, il pagamento del salario netto per un anno e mezzo invece delle attuali sei settimane.

Per gli imprenditori, che hanno sorprendentemente accettato quasi tutte le richieste dei sindacati, le nuove norme significano aumenti dei costi tra il 10 e il 12 per cento, ha detto un loro portavoce. Benché non sia ancora chiaro come verranno adottate in pratica le pause di ristoro di 5 minuti l'ora, è evidente che riducendo il tempo di produzione, si riduce la produzione stessa e il fatturato. Il danno dovrebbe però venire recuperato — secondo i medici da una maggiore capacità di concentrazione degli operai riposati, da una diminuzione degli infortuni e da un minore «consumo» delle forze di lavoro. I risultati positivi si vedranno soltanto tra qualche anno.

Tito Sansa

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Paese Sera

di *Roma*

del

23-X-73

Circolare del ministero degli affari esteri

«Numero chiuso» per gli studenti stranieri

Ammissioni limitate solo ai diplomati con almeno 8/10

PER I GIOVANI stranieri che vogliono frequentare in Italia un corso universitario o di specializzazione, c'è il numero chiuso. Lo stabilisce una circolare del ministero degli affari esteri che porta il timbro del caduto governo di centro-destra, in base alla quale centinaia di studenti sono già stati rispediti al paese d'origine o non hanno avuto la possibilità di entrare in Italia.

E' a numero 30 del 23 giugno 1973; all'articolo 4 (paragrafo settimo, comma F) dispone che possano iscriversi a una facoltà universitaria italiana solo gli studenti che abbiano conseguito nel loro paese il diploma di scuola superiore con una votazione minima di otto decimi. La stessa circolare all'articolo 6 aggiunge: «E' interesse generale, e particolarmente per i Paesi di provenienza degli studenti stranieri, che la durata effettiva degli studi in Italia coincida — per quanto sia

possibile — con la durata legale dei corsi universitari seguiti. Il rinnovo del permesso di soggiorno in Italia per ragioni di studio potrà essere condizionato dall'effettivo svolgimento dell'attività scolastica».

Che equivale a dire a uno studente nostrano: se non prendi la laurea in legge in quattro anni, o in ingegneria in cinque, ti sbattiamo fuori; oppure: se non fai cinque esami all'anno basta, l'Università non è fatta per te.

Gli studenti stranieri in Italia, secondo calcoli dell'UCSEI — l'Unione che li raggruppa — sono circa 42.500; la metà circa di essi viene dai paesi dell'Europa; oltre 14 mila da quelli del Terzo Mondo e la maggior parte delle volte sono costretti a questo trasferimento dalle condizioni di sottosviluppo nelle quali versa il loro paese. Solo alcuni di questi giovani viene in Italia grazie a una borsa di studio, gli altri sono costretti

a arrangiarsi trovandosi un lavoro

L'anno scorso, ad esempio, lo Stato italiano ha messo a disposizione degli oltre 42 mila studenti, solo 2564 borse di studio che, inoltre, sono state assegnate per la stragrande maggioranza agli studenti dei paesi europei (55 per cento). E' evidente che dovendo lavorare e studiare contemporaneamente sia davvero difficile seguire un regolare corso di studi: una limitazione come quella imposta dalla circolare del 23 giugno significherebbe inevitabilmente una fuga (o meglio, il ritorno) ai paesi d'origine di migliaia di studenti stranieri.

Ma c'è un altro grosso problema che assilla tutti i giovani di altri paesi iscritti alle nostre Università o a corsi di specializzazione: quello dei permessi di soggiorno. La polizia italiana non rilascia «permessi per studenti» ma solo per «turisti», cioè per soli tre mesi (e un qualsiasi

commerciante ha invece diritto a un mese di permesso). Negli ultimi tempi, inoltre, le questure hanno stretto i freni: i permessi vengono rilasciati solo per quindici giorni; per tre mesi solo a chi dimostra di avere in tasca soldi sufficienti per mantenersi. I permessi per gli studenti, infine, proprio in base alla circolare citata, sono rilasciati solo a coloro che seguono regolarmente il corso di studi.

Quali sono le ragioni che hanno spinto il ministero a queste decisioni? Per «salvaguardare il livello delle lauree»? Ma se indagini internazionali ci pongono agli ultimi posti della classifica? No, niente di tutto questo: solo un sistema per sfollare un po' le Università, sottobanco, liberandosi del più debole. Gli studenti sono intenzionati a chiedere la revoca del provvedimento: per questo si riuniranno a convegno a Roma dal 1 al 4 novembre.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Il Popolo

di *Roma*

del *17-8-72*

DAL MOVIMENTO FEDERALISTA

Chieste elezioni dirette per il Parlamento europeo

E' un mezzo per rafforzare l'unità politica contro le tentazioni tecnocratiche - Interventi del presidente della Regione Lombardia Bassetti e del prof. Bobbio

NOSTRO SERVIZIO

Milano, 22 ottobre

Il 23 agosto 1943 nasceva a Milano il Movimento federalista europeo. A 30 anni da quell'avvenimento, è stata ricordata nei giorni scorsi l'attività di questo movimento politico che tanta parte ha avuto nella formazione di una coscienza europeista nel nostro Paese. Sabato scorso si è tenuta a Palazzo Isimbardi sede della provincia, una tavola rotonda sulla politica europea dell'Italia, cui hanno partecipato personalità di tutti i partiti: gli onorevoli Malagodi, Bucalossi, Gra-

nelli, Amendola, Bensi, Zangari, Vittorelli, Orlandi, Orsello, Rognor. Giomo, ed i senatori Leonardi, Bergamasco e Caron.

Dopo una introduzione del professor Albertini, presidente del Movimento federalista europeo e del commissario della CEE Spinelli, il presidente del Consiglio italiano del Movimento europeo, prof. Giuseppe Petrilli, ha sottolineato l'opportunità che il Parlamento si pronunciasse definitivamente entro tempi brevi, intorno al disegno di legge di iniziativa popolare per l'elezione unilaterale a suffragio universale diretto dai delegati italiani al Parlamento europeo, disegno che in questi giorni è all'esame delle Commissioni affari costituzionali e affari esteri del Senato.

Una sollecita approvazione di tale disegno di legge costituirebbe un passo limitato per le sue conseguenze immediate, ma rilevante per la sua risonanza quale manifestazione di un orientamento politico inequivoco e potrebbe segnare un punto di svolta nell'intera costruzione comunitaria.

Il sottosegretario agli Esteri on. Granelli, recando anche la adesione del Segretario della DC Fanfani, ha detto che l'elezione diretta del Parlamento europeo, che trova concorde il governo italiano, è un mezzo decisivo per dimostrare la costruzione dell'unità politica dell'Europa contro le tentazioni tecnocratiche e le perduranti illusioni nazionalistiche. L'on. Granelli ha poi ricordato in particolare l'evoluzione crescente che ha accompagnato la costruzione europea da quando si è pensato alla Conferenza di Messina che l'integrazione economica, più vicina alla zona di libero scambio che alla vera e propria Comunità, potesse sfociare quasi automaticamente nell'unità politica. Oggi ci si accorge che senza unità politica non trovano soluzione neanche i problemi socio-economici. Per questo — ha concluso Granelli — occorre sorreggere con forte volontà la linea di marcia e mobilitare tutte le forze sociali e politiche per affermare in Europa un potere sovranazionale democratico in un contesto internazionale di pace di coesistenza attiva tra Est e Ovest e di collaborazione su basi di uguaglianza con i Paesi del Terzo Mondo.

Domenica mattina si è svolta poi una conferenza a Palazzo Marino sede del Comune. La relazione ufficiale tenuta dal professor Norberto Bobbio, verteva sul tema « Il federalismo nel dibattito

politico e culturale della Regione ». Erano presenti, oltre al sindaco Aldo Aniasi, il presidente del Movimento dei federalisti, prof. Mario Albertini, il presidente della Regione, Bassetti e della Provincia Peracchi, e molte altre personalità. Bassetti, dopo aver parlato del ruolo delle Regioni nell'avviamento di un processo di reale costruzione dell'Europa federata, ha ricordato la recente esperienza della Comunità delle regioni al-

pine, che ha dimostrato la possibilità di allargamento degli orizzonti della Comunità europea. Erasmo Peracchi ha sottolineato il legame esistente fra l'azione politica dei partiti e quella del Movimento federalista europeo, che tra l'altro opera all'interno dei partiti. Ha concluso affermando che occorre unire gli sforzi perché l'unità europea divenga al più presto una realtà.

P. M.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Corriere della Sera di *Milano*

col. 23-X-73

Oggi Leone arriva in Olanda per rinsaldare una vecchia amicizia

NOSTRO SERVIZIO PARTICOLARE

Amsterdam, 22 ottobre.

Domani, nel primo pomeriggio, Giovanni Leone, il presidente della Repubblica italiana, arriverà in Olanda. Si tratterà in visita ufficiale fino al 25 per poi proseguire per il Lussemburgo, infine sarà in Belgio. Nella sua visita, Giovanni Leone sarà accompagnato dalla moglie, donna Vittoria, e dai figli. Al seguito del capo dello Stato ci sarà il ministro degli esteri, Aldo Moro, e, come di consueto, una folta delegazione di diplomatici e consiglieri.

Così, dopo Parigi, L'Aja. Le visite ufficiali nelle capitali della Comunità europea si susseguono ad intervalli brevi quasi a voler ribadire l'impegno italiano nei confronti dell'Europa, quasi a garantire gli alleati continentali della nostra fedeltà alla costruzione comunitaria. Comunque, al di là delle forme, la visita di Giovanni Leone nel Benelux ha un preciso connotato politico. Noi da oggi l'Italia cerca di cementare l'alleanza con i Paesi piccoli della Comunità europea, soprattutto per controbilanciare il peso dei partners più forti ed evitare così che le decisioni, a Bruxelles, vengano prese in base ad accordi «sotterranei» che si ritorcono, in definitiva, a danno dei più deboli.

Già all'inizio degli anni Sessanta, quando per la seconda volta il veto francese impedì alla Gran Bretagna l'ingresso nella Comunità, l'Italia si fece promotrice di un piano che tendeva a coagulare gli interessi dei piccoli Paesi della CEE per spingere Parigi verso una politica più flessibile nei confronti di Londra. Il ministro degli esteri italiano, all'epoca, era Saragat. Furono presi e sviluppati i contatti necessari, il governo olandese si mostrò molto interessato al progetto. Ma l'azione di-

plomatica cadde per due motivi: l'elezione di Saragat alla presidenza della Repubblica e la tiepida accoglienza del piano da parte degli inglesi per i quali l'adesione alla Comunità europea doveva realizzarsi obbligatoriamente con il consenso del generale De Gaulle.

Da allora, Italia e Olanda hanno fatto molto cammino, anche se purtroppo non è stato fatto lo stesso cammino. E' un fatto innegabile che l'Italia dovrebbe imparare la lezione olandese: questo piccolo Paese — venti milioni di persone in quarantamila chilometri quadrati — è stato ed è tuttora uno dei grandi beneficiari della politica agricola comune. Soltanto perché, attraverso un'organizzazione razionale e una struttura burocratica di primo ordine, ha saputo, esattamente al contrario di noi italiani, trarre il massimo beneficio dal sistema di sostegno dei prezzi.

Nel quadro europeo ciò che invece unisce l'Italia all'Olanda è il desiderio di una maggiore democraticità delle istituzioni comunitarie.

Noi non conosciamo il tenore dei colloqui che Giovanni Leone, e più di lui il ministro Moro, avranno con le autorità politiche olandesi. Immaginiamo però che, come è stato fatto anche a Parigi, l'Italia chieda l'appoggio olandese alla politica regionale della CEE, cioè a quel programma di aiuti alle zone sottosviluppate che dovrebbe servire da incentivo per risolvere una parte dei problemi del Mezzogiorno italiano in sede europea. E l'Olanda che mai in passato si è schierata pregiudizialmente contro le istanze italiane non mancherà, al contrario, di garantire le sue assicurazioni di Pompidou, di garantire il suo appoggio.

Arturo Guatelli



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Avvenire

di *Milano*

del *22-X-73*

NON SI PUO' LAMMARE, SI DEVE ALMENO TUTELARE

Emigrazione pilotata

Il 56 per cento degli emigranti è rappresentato da giovani che potrebbero essere addestrati in vista di un impiego triennale all'estero e di una successiva occupazione in Italia

di **UMBERTO CASSINIS**

Il mito della piena occupazione è senza dubbio crollato nel nostro paese, tanto che si sono persino fatte previsioni drammatiche da parte del Ministero del Lavoro in sede CEE (circa 4 milioni di disoccupati nel 1980). Sembra comunque realistico il presupposto che nei prossimi dieci o quindici anni gli italiani seguiranno ad emigrare per il semplice fatto che non troveranno occupazione in Italia. Nino Falchi, un alto funzionario del Ministero degli Affari Esteri, in uno studio pubblicato dalla rivista "Studi ed Emigrazione" del CSER prevede che «il fenomeno strutturale dell'emigrazione così come lo caratterizzò il primo secolo dalla nostra vita di nazione — continuerà a prevalere sulla nostra realtà sociale ed economica. «Innanzi tutto, partendo dalla premessa che oggi i movimenti migratori sono essenzialmente temporanei (a tal punto che in un anno si può benissimo verificare che espartano 200 mila unità ma ne rimpatriano 200 mila, soprattutto se espartano negli anni precedenti) esiste una nuova politica emigratoria e soprattutto un esodo rotatorio e formativo dei giovani.

Il collocamento all'estero sarebbe preparato in Italia da parte dei rappresentanti dei Paesi interessati che offrirebbero ai giovani contratti di lavoro o durante il corso o al massimo al momento del superamento degli esami finali. Il viaggio di trasferimento all'estero sarebbe a carico dello Stato o degli enti interessati all'emigrazione del giovane, al quale sarebbero anche fornite garanzie circa un alloggio corrispondente a standard concorrenti. Il Falchi qui rileva che schemi di questo genere sono già in atto tra Germania e vari Paesi non aderenti alla CEE e funzionanti così bene che sottraggono posti di lavoro ai nostri emigranti, che pur dovrebbero godere della fatiscante priorità comunitaria.

Compiuti tre anni di lavoro all'estero (non necessariamente nello stesso Paese) il lavoratore emigrato avrà diritto a rientrare in Italia, usufruendo del massimo possibile di priorità di collocamento nello ambito della regione di origine.

La proposta di Falchi è sicuramente una ipotesi di lavoro, basata sulla constatazione statistica che l'attuale emigrazione italiana è composta di giovani per circa il 56 per cento. Su questa ipotesi di lavoro si è già aperto un proficuo dibattito in primo luogo in sede CSER, scrupolosamente riportato nella rivista trimestrale dello stesso Centro. La proposta a noi sembra coraggiosa ed interessante in quanto contiene elementi stimolanti per un'approfondita discussione della politica emigratoria e della manodopera. Ci sembra anche che la proposta in sé sia oggi difficilmente attuabile in quanto perché privilegiante i giovani quanto perché è difficilmente corrispondente ai fabbisogni di Paesi immigratori (che chiedono qualificati in piccolo numero). E infine di difficilissima se non in-

possibile realizzazione nella sua parte finale della politica dei rientri regionali, che qualificherebbe tutta l'ipotesi, considerato il fatiscante odierno sistema del collocamento italiano e considerata la debolissima attuale domanda interna. Tornerebbero poi i giovani alle loro terre di origine una volta gustato il sapore di civiltà e di società molto più progredite della nostra?



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di *Roma*

del

23-X-73

DALLA POLIZIA IUGOSLAVA

Tre italiani arrestati per la «tratta dei negri»

**Sono stati sorpresi mentre tentavano di
far attraversare il confine a nove africani**

TRIESTE, 22 — Tre italiani che — secondo indagini ancora in corso — fanno parte dell'organizzazione internazionale del traffico di lavoratori negri, sono stati arrestati sabato notte dalla polizia jugoslava.

Sono Giancarlo Pittavino di 27 anni, abitante a Torino in via Demetrio Cocolo 25, provvisoriamente residente in Francia, Lorenzo La Rocca di 25 anni, abitante a Ventimiglia in corso Nizza 106/1, bracciante fioraio, e Francesco Facciolo di 26 anni, abitante a Ventimiglia in località Piedaggio. I tre italiani sono stati sorpresi mentre cercavano di far attraversare clandestinamente il confine con l'Italia ad un gruppo di 9 negri provenienti dalla Repubblica del Mali. In mano agli agenti, che hanno anche sparato alcuni colpi di fucile a scopo intimidatorio, è finito l'intero gruppo.

I tre italiani si trovano ora in carcere e dovranno rispondere dell'accusa di organizzazione di più persone per l'espatrio clandestino dal territorio jugoslavo e preparazione di attività d'espatrio. Il reato è previsto dall'articolo 303 del codice penale jugoslavo e prevede una pena che va dai 3 mesi ai 5 anni. Compariranno quanto prima di fronte al procuratore comunale di Sesana, località dove è avvenuta la cattura. I nove negri sono stati invece denunciati per tentato espatrio clandestino. I loro documenti risultano in perfetta regola: hanno tutti infatti il visto di entrata in Jugoslavia. Non altrettanto invece per i tre italiani che sono risultati provvisti della sola carta d'identità.

Il traffico di lavoratori negri per la Francia è venuto improvvisamente alla luce a Trieste in maniera drammatica. Il giorno 13 scorso di mattina sono stati trovati alla periferia di Trieste i cadaveri di tre negri deceduti per assideramento. Altri due erano stati trovati in gravi condizioni. Successivamente altri negri del Mali, sempre provenienti clandestinamente dalla Jugoslavia si erano presentati alle autorità di polizia di Udine e di Trieste chiedendo asilo politico. Questo gruppo era arrivato in Jugoslavia il giorno 7. Poiché questo secondo gruppo risulta arrivato in Jugoslavia il giorno 14, viene pienamente confermato che si tratta di un vero e proprio traffico e non di un caso isolato.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

La Prealpina

di *Varese*

del *24-X-73*

IERI MATTINA ALLA REGIONE

Per i frontalieri incontro sindacati e on. Granelli

(g.f.) - Vertice ieri in Regione sul problema dei frontalieri, questi pendolari dei valichi che per lavorare nove ore al giorno, senza straordinari, ne passano fuori casa più di dodici.

Ne hanno discusso ieri mattina a Milano, presso l'assessorato al lavoro, coi sindacati (Sola e Lazzaroni per la CGIL, Zeni e Battisti per la CISL, Varani e Pecchiol per la UIL), il sottosegretario agli esteri on. Granelli della DC, l'assessore al lavoro Marvelli socialista ed il segretario della commissione del consiglio regionale che si occupa dei problemi del lavoro, Mella comunista. All'ordine del giorno l'andamento dei contatti bilaterali italo-svizzeri sulla questione dei frontalieri. La Svizzera ha recentemente adottato misure restrittive sulla manodopera straniera, che colpiscono soprattutto gli stagionali e i frontalieri in contrasto con accordi precedentemente presi. Misure - ha precisato l'on. Granelli - «non accettabili a scatola chiusa dall'Italia».

Dopo il passo informativo del governo italiano alla CEE è venuta in questi giorni una prima risposta del governo svizzero che rappresenta, aldilà del merito ancora fortemente controverso, un elemento positivo in vista di un dialogo in cui la ferma difesa dei diritti dei lavoratori italiani sarà accompagnata dalla volontà costruttiva di migliorare in ordine a tutti i problemi aperti la collaborazione fra i due Paesi in materia di emigrazione.

Così almeno ha assicurato l'on. Granelli il quale ha proseguito dicendo che «continueremo

mo a difendere nei rapporti bilaterali ed in sede CEE il nostro buon diritto, senza alcun intento sterilmente provocatorio, anche perché sappiamo che è solo su di un piano di reciproca chiarezza che si possono raggiungere onesti compromessi sui problemi in discussione, ma nessuno può scambiare la nostra buona volontà con una impossibile accettazione da parte italiana della modifica unilaterale delle intese raggiunte con la Svizzera in materia di trasformazione dei rapporti stagionali e precari».

L'assessore Marvelli ha ricordato l'azione fin qui svolta dalla Regione per i frontalieri e gli impegni assunti dal governo in merito a questo problema. In particolare Marvelli ha sottolineato il ruolo della Regione in questa materia sostenendo che le regioni costituiscono, tanto da un punto di vista politico che da un punto di vista amministrativo, il livello più adeguato per programmare l'utilizzazione dei fondi che si rendessero disponibili anche in relazione ad altri programmi di intervento.

Più pessimisti Mella e i sindacati. Per il primo le difficoltà derivano dalla mancanza di alternative dei nostri lavoratori nei confronti della domanda di lavoro svizzera, il che rende più debole la posizione italiana nelle trattative con la delegazione elvetica, mentre i sindacati (hanno parlato, Sola, Zeni e Varani) hanno detto a chiare lettere che sulla questione dei frontalieri non si sono fatti passi in avanti ed hanno rinnovato la richiesta di partecipare alle commissioni bilaterali italo-svizzeri.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

La Presalpina

di

Varese

del

24-X-

LAVENA PONTE TRESA

Il sindaco tratta a Roma i problemi dei frontalieri

Nei colloqui avuti alla Farnesina è stato assistito dall'on. Zamberletti
Si è anche parlato della ristrutturazione del valico internazionale

LAVENA PONTE TRESA, 23

Nella sua duplice veste di presidente della Conferenza permanente dei Comuni di frontiera lombardo-ticinesi e di sindaco di Lavena Ponte Tresa, Antonio Sanna ha puntualizzato in successivi incontri avuti venerdì 19 ottobre alla Farnesina, ai LL. PP., all'ANAS:

- la situazione dei Comuni di residenza dei lavoratori frontalieri a seguito delle nuove norme sulla mano d'opera straniera in Svizzera in vigore dal 15 luglio;
- il problema del rimborso ai Comuni di frontiera consorziati di una parte dell'imposta alla fonte in relazione all'entrata in vigore all'1 gennaio 1974 della riforma tributaria;
- la necessità in un quadro generale sulla viabilità internazionale, della ristrutturazione di quella inerente al Comune di Lavena Ponte Tresa.

In particolare per quest'ultima parte è stato richiamato all'attenzione del Ministero dei LL. PP. un suo disegno di legge che prevedeva sin dal 1968 uno

stanziamento di 700 milioni per la ristrutturazione del valico di Ponte Tresa con l'abbattimento di alcuni immobili, nonché il progetto di spostare fuori dal Comune tutto il traffico commerciale in posizione tale che interessi anche quello del Centro TIR di Luino.

Al sindaco Sanna, che era accompagnato dall'on. Zamberletti, è stata assicurata la visita in loco a breve scadenza di una commissione interministeriale.

Assicurazioni di rilievo sono state date anche dal Ministero degli Esteri sul problema del ristorno.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Carriere della Sera di *Milano*

del 24-X-73

I « rinnegati » dell'italiano

Un lettore dice di meravigliarsi che l'ambasciatore d'Italia presso la CEE abbia « protestato per la scarsa considerazione in cui è tenuta la nostra lingua negli ambienti comunitari ». Io mi meraviglio che lui si meravigli. Com'è noto a chi abbia un minimo di esperienza in fatto di riunioni internazionali, il numero dei « rinnegati » è impressionante: non merita altro appellativo chi soggiace passivamente alla diuturna prassi dei « documenti non disponibili in italiano », chi interviene in inglese pur essendo l'italiano una delle lingue di lavoro con relativa interpretazione simultanea, chi prende a dibattere in francese col presidente di seduta (italiano), e chi, come presidente (sempre italiano), chiede scusa di aver parlato involontariamente nella propria lingua (fatto, questo, incredibile, se non lo avessi sentito con le mie orecchie; e non una volta sola). Poi ogni tanto salta fuori qualcuno che si meraviglia se il delegato italiano viene interrotto o pregato di riassumere, se mentre lui parla c'è chi riacchia e chi approfitta per andare un momentino « di là », se i lavori iniziano in assenza della delegazione italiana e se nel 99 per cento dei casi l'Italia viene citata per ultima o non viene citata affatto. Non mi si dica che queste cose accadono quando una comunità e una società non sono più traenti ma rimorchiate; accadono quando, oltre a essere complessati, si è individualmente propensi a farsi menare per la cavezza. E basta. Per fare l'Europa delle patrie occorre anche un pizzico di dignità nazionale. E un po' di decoro.

Freddy Pansini
(Bruxelles)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di *Roma*

del *24-X-73*

Leone ad Amsterdam per colloqui europei

Nello scambio di brindisi con la regina Giuliana, il Presidente della Repubblica — che è accompagnato dal ministro Moro — ha auspicato una efficace azione comune nei confronti dell'area mediterranea — Soddisfazione per la risoluzione delle Nazioni Unite sul Medio Oriente

DALL'INVIATO

Amsterdam, 23 ottobre

Al di là dei suoi aspetti protocollari — sottolineati dal fastoso cerimoniale della corona olandese — la visita che il Presidente Leone e il ministro degli Esteri Moro iniziano oggi ad Amsterdam, si inserisce in un quadro politicamente importante e forse decisivo per il futuro della Comunità europea. Già nello scambio di brindisi al termine del ricevimento offerto dalla Regina Giuliana in onore degli ospiti, il tema comunitario emerge come fatto dominante di un identico

impegno, che si trova oggi

di fronte ad alcuni appuntamenti determinanti. Da un lato, la definizione o meglio la «ridefinizione» dei rapporti con gli Stati Uniti, sul piano politico ed economico-monetario-commerciale; dall'altro la ricerca di un comune atteggiamento di fronte al grande negoziato in corso a Ginevra per la sicurezza e la cooperazione.

In questo quadro, la visita ai tre Paesi del Benelux, che prende oggi l'avvio da Amsterdam, si inserisce in un programma europeo iniziato due settimane fa a Parigi e che costituisce la conferma di una scelta fondamentale e irreversibile della nostra politica estera, e insieme il ruolo tutt'altro che secondario svolto dall'Italia nella ricerca di una linea comune.

Il Presidente Leone ha giustamente sottolineato la soddisfazione del nostro Paese — che deve essere soddisfazione per tutti i Paesi europei — per l'accordo di tregua intervenuto nel Medio Oriente. E' significativo che di fronte a questa crisi l'Europa abbia ritrovato, grazie ad una tempestiva azione italiana, una certa omogeneità di linguaggio e di atteggiamento. E' indispensabile ora che l'Europa prosegua su questo piano, approfondendo il discorso, appena iniziato, sul ruolo attivo e sulle responsabilità specifiche

Marcello GILMOZZI

che spettano alla CEE, come primo cliente del petrolio arabo, nel ricomporre e garantire gli equilibri di una «giusta e durevole pace».

Il tema, appena accennato oggi, verrà ripreso domani nei colloqui politici che si svolgeranno all'Aja, nel quadro di una generale rimediazione della presenza europea nel mondo d'oggi. Alla base degli incontri saranno evidentemente in primo luogo i rapporti con l'America, sulla base del documento approvato nel settembre scorso a Copenaghen e che rappresenta insieme la risposta dei «Nove» come membri dell'Alleanza Atlantica, e come massimi interlocutori di un nuovo rapporto economico-commerciale in corso di definizione fra il negoziato monetario del FIM e quello commerciale del GATT.

L'auspicio di Leone per una più efficace azione comunitaria nei confronti dell'area mediterranea in generale e della regione medio-orientale in particolare, risponde a questa nuova dimensione politica che si cerca da varie parti di assicurare al MEC, nella convinzione che essa corrisponde necessariamente ad una più efficace presenza dell'Europa in quanto organismo soprannazionale di fronte ai grandi temi del momento.

Fra Italia e Olanda — nonostante le evidenti difformità di impostazione politica e le chiare differenze di struttura sociale — esiste d'altronde una singolare consonanza di atteggiamenti che

ha visto quasi costantemente i governi di Roma e dell'Aja lavorare nella medesima direzione e con identico impegno. L'atteggiamento nei confronti della partecipazione inglese alla CEE è sintomatico in questo senso, e sottolinea oia di per se una sintonia politica che va evidentemente oltre i fatti contingenti, per diventare una specie di costante nella linea di politica estera dei due Paesi.

Ciò va evidentemente oltre l'immagine che l'opinione pubblica olandese sembra avere del nostro Paese: immagina — quale appare almeno dagli articoli, certo non tutti lusinghieri — dedicati alla situazione italiana dalla stampa locale legata ad alcuni persistenti luoghi comuni, che non attenuano tuttavia, ma anzi stimolano una specie di cordiale curiosità e di simpatia nei nostri confronti.

Vi è dunque un vasto terreno di possibili intese fra i due Paesi: esso risulterà senz'altro assai meglio domani, quando verranno affrontati i temi politici. Sul piano bilaterale non esistono problemi specifici. Le relazioni fra Italia e Olanda vengono giudicate da entrambe le parti eccellenti: l'interscambio commerciale è in co-

stante aumento e tende ad una rapida espansione; i rapporti culturali e la cooperazione tecnico-scientifica, sono regolati da accordi ben operanti; in seno ai vari organismi di cui Italia e Olanda fanno parte, la collaborazione fra i due Paesi ha trovato manifestazioni significative e importanti, sia per l'Alleanza Atlantica che per la CEE.

La visita del Presidente Leone si inizia quindi sotto i migliori auspici, ponendosi come punto di riferimento attivo e interessante sulla via del consolidamento di un rapporto comunitario che appare sempre più decisivo nel determinare i nuovi equilibri di una coesistenza internazionale, che ha i suoi fondamenti nella sicurezza comune e nella cooperazione. In questo senso, non c'è dubbio che il ruolo dell'Europa deve essere sempre più importante e decisivo.

Marcello GILMOZZI



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

del

24-X-73

Si recherà anche in Belgio e Lussemburgo

Il presidente Leone in visita in Olanda

AMSTERDAM. 23.

Il presidente della Repubblica Leone ha cominciato questo pomeriggio ad Amsterdam il suo viaggio nei paesi del Benelux: tre giorni in Olanda, tre nel Lussemburgo, tre nel Belgio. La visita si concluderà il 31 ottobre. Con lui ci sono il ministro degli Esteri, Moro, e un folto gruppo di esperti e funzionari. L'accompagnano la moglie Vittoria e i figli Mario e Paolo.

Gli ospiti sono stati accolti alla stazione ferroviaria dalla Regina Giuliana e accompagnati con corteo di carrozze, al Palazzo reale.

I primi discorsi pronunciati — quello della regina Giuliana, di benvenuto per l'ospite italiano, e la risposta del presidente Leone — sono entrati nel merito delle questioni che oggi travagliano l'Europa, sia riguardo alla sua prospettiva unitaria sia alle sorti della pace nel mondo.

Il presidente Leone ha richiamato ad un più preciso impegno dell'Europa anche per quel che concerne il sanguinoso conflitto medio-orientale.

Quando il presidente Leone si è recato per deporre una corona davanti al monumento del milite ignoto, gruppi di emigranti italiani hanno innalzato cartelli per denunciare la loro condizione di vittime. « Più assistenza per gli emigrati » diceva uno dei cartelli, « In Italia non c'è lavoro per gli italiani » diceva un altro. E un altro ancora, sintetizzando non solo un giudizio più generale ma una situazione: « Mec del capitale, non del lavoro ».

La polizia, così sobria fino a quel momento, è intervenuta con durezza per disperdere i dimostranti e cancellare i cartelli, in modo che l'ospite italiano non vedesse. Ma questa è una realtà troppo evidente per essere facilmente cancellata.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il *Globo*

di *Roma*

del *24-X-73*

OLANDA

Proteste di emigrati

Leone e la regina Giuliana esaltano l'unione europea

AMSTERDAM, 23. — Il Presidente della Repubblica italiana e la signora Leone sono giunti oggi ad Amsterdam insieme al ministro degli Esteri Moro per una visita di tre giorni.

Essi sono stati accolti all'aeroporto militare di IJdenburg dalla principessa ereditaria Beatrice e dal principe Claus. Di qui hanno proseguito in treno per Amsterdam, dove agli ospiti italiani hanno dato il benvenuto la regina Giuliana e il principe Bernardo.

E' la prima volta che dei Capi di Stato olandesi e italiani si scambiano visite ufficiali. Precedentemente ciò veniva considerato impossibile perché una visita dei reali olandesi a Roma avrebbe comportato una visita al Papa.

Il presidente Leone si è recato, poco dopo il suo arrivo al palazzo reale, a deporre una corona di alloro ai piedi del monumento nazionale. Durante la suggestiva cerimonia prestava servizio d'onore, oltre che un reparto della Guardia Reale, anche una formazione delle torze aeree reali.

La folla che gremita piazza Dam ha ancora una volta applaudito calorosamente ed affettuosamente il Presidente che a sua volta l'ha salutata con ampi gesti.

Gli agenti del servizio di sicurezza olandese hanno sequestrato alcuni cartelli innalzati dai nostri connazionali nella piazza dei Dam poco prima della cerimonia.

« Più assistenza per gli emigrati »; « Vergogna, in Italia c'è lavoro per tutti, ma non per italiani »; « MEC, unione dei capitali, ma non dei lavoratori » erano alcune delle scritte più vistose malberate dai nostri connazionali.

Il presidente del centro culturale sardo di Amsterdam, Mario Sciòdu, si è lamentato con i giornalisti della scarsa assistenza che i nostri lavoratori ricevono dalle rappresentanze consolari italiane in Olanda, sottolineando come, tra l'altro, essi siano costretti a finanziare di tasca propria l'unica scuola italiana di Amsterdam.

Sul piano strettamente politico è stata la tregua nel Medio Oriente che ha dato l'atmosfera ai contatti odierni di Leone.

Il Presidente italiano ha fatto un esplicito accenno a questo argomento nei brindisi al pranzo di gala offerto in suo onore al palazzo reale. Dopo 17 giorni « di cruenta ostilità — ha detto Leone — che hanno fatto spargere tanto sangue ed arrecato tante perdite in una regione già così provata, ci si avvia ad un cessate il fuoco nel Medio Oriente ».

Per quanto riguarda i temi più spiccatamente europei, una velata insoddisfazione degli olandesi per i ritardi nello sviluppo della politica comunitaria, è stata espressa dalla regina Giuliana d'Olanda la quale nel suo brindisi di saluto all'ospite italiano si è soffermata sui vantaggi comuni della costruzione europea per affermare poi che gli olandesi « anelano con impazienza ad una collaborazione sempre più efficace in uno spirito sempre più democratico ».

Domani il presidente Leone si trasferirà all'Aja dove avrà un colloquio con il primo ministro Joop Den Uyl, a cui parteciperanno i ministri degli Esteri Moro e Van Der Stoep e le rispettive delegazioni. Nel pomeriggio è previsto un secondo incontro tra i due ministri degli Esteri. In serata Leone incontrerà, al Congresgebouw, i rappresentanti della Comunità italiana in Olanda.

INTERVISTA DI RUMOR — Il presidente del Consiglio Rumor in una dichiarazione alla Tv cattolica olandese andata in onda questa sera ha messo in rilievo l'ampliamento degli scambi commerciali con l'Olanda. Dopo aver sottolineato l'obiettivo della Comunità di realizzare la unione politica nell'80, ha affermato che « sarebbe molto negativo per la CEE » che non venisse creato prima della fine di di-

cembre ed il 1. gennaio 1974 rispettivamente il fondo di sviluppo regionale e il passaggio alla seconda tappa dell'unione monetaria.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Paese Sera di Roma del 24-X-73

Leone in Olanda Dimostrano gli emigrati

AMSTERDAM, 24. — Il presidente della Repubblica Giovanni Leone è giunto ieri pomeriggio ad Amsterdam per una visita di quattro giorni. E' la prima volta che un capo di Stato italiano si reca in visita ufficiale in Olanda.

Leone, accompagnato dalla moglie, ed il ministro degli esteri Moro sono stati accolti all'aeroporto militare di Ypenburg vicino all'Aia, dalla principessa ereditaria Beatrice e dal principe Claus. Da Ypenburg hanno proseguito in treno per Amsterdam dove ad attenderli c'era la regina Giuliana ed il marito, principe Bernard.

Durante la visita al monumento ai Caduti olandesi nella seconda guerra mondiale, un gruppo di lavoratori italiani, che si sono identificati come sardi, ha inscenato una dimostrazione pacifica per richiamare l'attenzione di Leone sulla situazione dei lavoratori italiani in Olanda.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Roma

di *Napoli*

del *24-X-73*

**Dimostrazione
di operai italiani**

Un gruppo di lavoratori italiani, identificati come sardi, ha inscenato una dimostrazione pacifica per richiamare l'attenzione del Presidente Leone sulla situazione dei lavoratori italiani in Olanda.

I dimostranti hanno messo in mostra dei cartelli scritti a mano in italiano e olandese in cui si chiede assistenza sociale e legale per gli italiani in Olanda.

L'incidente si è verificato prima che Leone deponesse una corona al monumento nazionale degli olandesi, in memoria dei Caduti della seconda guerra mondiale.

La dimostrazione è durata un paio di minuti, poi sono intervenuti agenti in borghese che hanno fermato uno dei protestatari.



I rapporti dell'Italia con i Paesi del Benelux La visita di Leone in Olanda in nome dell'unità europea

Il Presidente e la moglie accolti all'aeroporto dalla principessa Beatrice - Lungo il percorso del corteo, un gruppo di lavoratori sardi con un cartello di protesta - Il discorso di benvenuto della regina Giuliana e la risposta di Leone

(Dal nostro inviato speciale) Amsterdam, 23 ottobre.

Un'ora di volo era passata da poco, il biereattore aveva già lasciato lo spazio aereo italiano, e il presidente Leone si è fatto portare un taccuino e sopra ha scritto d'impulso alcuni periodi che stasera, durante il brindisi, ha letto alla regina Giuliana con particolare fervore, inserendoli nel discorso già preparato nel suo studio al Quirinale. Ecco le parole testuali: «E ora sentimenti d'espriamere un sentimento di consolazione e di trepidante fiducia. Dopo tre settimane di cruenta ostilità che hanno fatto spargere tanto sangue e arrecato tante perdite in una regione già così provata, ci si avvia a un cessate il fuoco nel Medio Oriente. Ma la passata esperienza — fatta anche di delusioni per gli interventi a lungo ed invano esperiti in tutte le sedi — ci insegna a non pagarci di un simile risultato. Di qui la necessità che i nostri sforzi si uniscano e che l'Europa svolga il compito che il mondo è in diritto d'attendere da lei, di contribuire cioè al fine che la tregua si trasformi in pace. Una pace durevole, fondata sulla giustizia, che permetta a tutti i popoli del Levante, tutti a noi uniti da vincoli di amicizia, di collaborare in una ritrovata armonia».

Di tanto in tanto i microfoni facevano udire la voce del comandante dell'aereo, ed erano notizie sulle condizioni del volo, i luoghi che si pote-

vano intravedere, l'ora dell'arrivo ad Amsterdam. A un tratto una voce ha detto: «Vi parla il presidente Leone. Forse lo avete già capito dall'accento che non è senese. Vorrei pregarvi di brindare con me e con mia moglie alla salute di mio figlio Paolo, che proprio oggi compie diciannove anni, e di brindare anche alla felicità di voi tutti e di tutti i vostri familiari».

L'arrivo ad Amsterdam

All'arrivo all'aeroporto di Amsterdam il sole era caldo e il cielo quasi senza nuvole. A ricevere gli ospiti italiani era-

no la principessa Beatrice, erede al trono, e il marito principe Claus. Un treno verde carico di blu ha portato la delegazione italiana e quella olandese fino alla stazione centrale di Amsterdam, e qui ha avuto realmente inizio la visita di Stato con la rituale salva d'onore di 21 colpi di cannone. La regina Giuliana indossava una pelliccia di vison scuro, il principe Bernardo l'alta uniforme. Il presidente Leone il tight, la signora Vittoria un cappotto bianco, col collo di cincillà, come il cappello. Ora faceva freddo e pioveva da un cielo uniformemente scuro, con nuvole basse che scorrevano veloci.

Una banda militare ha suonato gli inni nazionali. Il presidente Leone ha passato in rassegna un plotone d'onore di 120 soldati e forse tra co-

mi sotto gli elmetti azzurri; poi le presentazioni, e le altre consuete cerimonie previste dal protocollo per le visite di Capi di Stato. Tutto secondo le previsioni, ma presto alle cerimonie protocolлари abbiamo visto aggiungersi quei segni di cordialità e di simpatia che dappertutto sanno suscitare persone come Giovanni e Vittoria Leone. Un corteo di fastose carrozze ha recato le due delegazioni fino al Palazzo Reale. Lungo il percorso c'erano alcune migliaia di persone, e affollata appariva la piazza antistante il Palazzo Reale.

Molti erano italiani. Ad Amsterdam è in corso la «Settimana sarda», e un gruppo di sardi, forse una quindicina, ha alzato un cartello contestatore: «Vergogna! C'è lavoro per tutti ma non per gli italiani! Sardegna: un milione 350 mila abitanti, 350 mila emigranti». Con maniere brusche la polizia ha strappato il cartellone e respinto i contestatori. Intanto un gruppo di ragazze sarde con gli abiti tradizionali della loro regione offrivano fiori alla signora Vittoria. Continuava a piovere.

Pranzo a palazzo reale

Nelle ore successive il presidente Leone si è recato a deporre una corona ai piedi di «Monumento nazionale» e che può paragonarsi simbolicamente al romano Altare della Patria; ha poi reso omaggio al sindaco della città nel bel Palazzo del Municipio, e il c'è

stato un ricevimento con molti ospiti e uno scambio d'indirizzi di saluto. Infine alle 20,30 è cominciato il pranzo offerto nel Palazzo Reale in onore del presidente Leone e della signora Vittoria. Dopo la prima portata, la regina Giuliana ha pronunciato un discorso di benvenuto. Tra l'altro, rivolgendosi al presidente Leone ha detto: «Lei rappresenta l'Italia, Paese che lungo l'arco dei secoli ha contribuito più di ogni altro alla civiltà europea e occidentale. Questo vale per ogni campo dell'umano sapere: per le idee e per l'arte, per il diritto, le scienze e la tecnica. Gli italiani illustri sono così numerosi che ci si sente smarriti solo all'idea di menzionarli uno per uno. E ancora: il culto e l'amore per la bellezza sono virtù tipicamente italiane, troppo poco diffuse altrove».

Erano parole dettate dal cuore. La regina Giuliana ama molto il nostro Paese, e in alcune dolorose traversie della sua vita è in Italia che ella ha cercato rifugio e conforto. Accennando poi al fatto che Italia e Olanda sono unite nella costruzione di una comunità europea, la regina Giuliana ha detto: «Il popolo italiano ha viva la memoria di come una nazione possa sorgere da molti e orgogliosi piccoli Stati: io stessa l'ho potuto constatare. L'Italia è l'esempio vivente di come l'unità possa esistere nella pluralità».



2

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELL

ELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

del

tà... Noi ci rallegriamo non solo di tutto ciò che la Comunità europea ci ha dato finora e della sua espansione, ma aneliamo con impazienza a una collaborazione sempre più efficace in uno spirito sempre più democratico, che garantisca per noi e per i nostri discendenti libertà, benessere e sicurezza sociale».

Affinità spirituali

Poi è stata la volta del presidente Leone. A lungo egli ha ricordato i legami storici e le affinità spirituali fra i due popoli, e venendo al tempo presente ha detto: «La partecipazione alla Comunità europea ha reso il nostro comune impegno ancora più concreto e intenso. I Paesi Bassi e l'Italia hanno svolto per anni una tenace azione per l'allargamento della Comunità europea e possono compiacersi d'aver manifestato in un modo coerente la loro aspirazione alla costruzione di una Europa democratica, aperta verso l'esterno, proiettata verso l'avvenire, unita politicamente ed economicamente».

«Adesso, sulle soglie del nuovo secolo — ha aggiunto il presidente Leone — bisogna adoperarsi con la più sincera convinzione affinché il nostro continente, spesso focolaio di conflitti mondiali, possa assicurare a sé e agli altri popoli una lunga era di pace e di progresso».

Domani cominceranno le conversazioni politiche. Dagli accenni fatti nei brindisi di questa sera si può desumere che gli argomenti principali verteranno sui mezzi più idonei a tradurre nella realtà pratica i molti e ambiziosi accordi che furono firmati giusto un anno fa a Parigi dai capi di Stato o di governo e dai ministri dei nove Paesi aderenti alla Comunità europea.

Nicola Adelfi

Per Leone ad Amsterdam più amicizia che diplomazia

Poco prima dell'arrivo del treno presidenziale, il sole ha illuminato lo scenario attraverso il pranzo dal corteo - L'indirizzo di omaggio in italiano della Regina Giuliana, durante il pranzo

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE Amsterdam, 23 ottobre

Sono state, quelle che hanno preceduto l'arrivo del Presidente Leone, le ore più lunghe per i responsabili del protocollo: dal primo mattino nel cielo di Amsterdam saranno atterriati il sole e i nubifragi di pioggia, veruno le due le strade della città rilucevano di pozzanghere d'acqua, ed appena un quarto d'ora prima dell'arrivo del treno presidenziale alla stazione centrale un acquazzone aveva duramente provato i reparti schierati a rendere gli onori e costretto alla fuga spettatori e passanti. Ed è stato solo all'ultimo momento che si è deciso di rinunciare al corteo delle carrozze di gala, decisione che avrebbe altamente deluso i molti cittadini che si erano fermati lungo il percorso per salutare gli ospiti ed i Reali.

L'aereo del Presidente era atterrato poco dopo le due all'aeroporto militare di Xpenburg: ad accogliere gli ospiti erano stati la Principessa Beatrice, che indossava un abito co-

sava un allegro soprabito verde pisello, ed il Principe Klaus in tight. Dall'aeroporto il corteo era salito, nella piccola stazione di Mariaboeve, sul treno che dopo pochi minuti è giunto sotto l'ampia tettoia a volta della stazione centrale di Amsterdam, dove ad accogliere gli ospiti erano la Regina Giuliana, che indossava una pelliccia di visone scuro «grandi laghi», il Principe Bernardo, elegantissimo in una divisa blu

scuro, traversata da una fascia color arancio, ed il Corpo diplomatico.

Semplicissima l'accoglienza: la Regina si è fatta incontro al Presidente, con un sorriso che era assai più accentratto e spontaneo di quanto non esigano le convenienze diplomatiche quasi a marcare sin dall'inizio il clima amichevolissimo di questa visita, sottolineato per di più da un concorso di folle che chi conosce il carattere schivo degli olandesi non ha esitato a definire del tutto inconsueto.

Il clou di questa variegata e multicolori parata si è avuto davanti al Palazzo Reale, dove era schierato un rutilante reparto di granatieri, giacca nera con vistosi risvolti dorati, pantaloni blu, colbacco con piume bianco; mentre sul marciapiedi erano schierati palatrenieri in giacca rossa e pantaloni bianchi che sembravano sbucati da una litografia ottocentesca. Precedute da reparti a cavallo della polizia, anche essi splendidamente ben portati, con uniformi nere ed elmetto chiodato, le carrozze (sulla prima delle quali avevano preso posto la Regina, la Principessa Beatrice ed il Presidente Leone, mentre sulla seconda erano la signora Leone, il Principe Bernardo e il Principe Klaus) si sono arretrate davanti al palazzo (dove il Presidente e la signora Vittoria alloggeranno) per la rituale rivista della guardia d'onore.

Popo dopo l'arrivo, il Presidente e la signora Leone, che indossava un abito co-

loro ghiaio con colletto e cappello di cincillà, sono usciti a piedi dal palazzo per deporre una corona al monumento nazionale, che si trova al centro del Dam. Ed è qui da registrare il solo imprevisto di una giornata così rigorosamente scandita dal programma ufficiale. Qualche minuto prima dell'arrivo del Presidente hanno fatto la loro appa-

rizione tre cartelli, su uno dei quali si è appena fatto in tempo a leggere «Più assistenza per gli emigrati», prima che un gruppetto di agenti in borghese provvedesse a farli scomparire. Messe alla scelta tra la libertà, di cui in Olanda fortinatamente si fa gran conto, e la cortesia verso un ospite gradito, le autorità olandesi hanno optato per la cortesia, magari con qualche scalfittura per i loro principi.

Sul ritmo affannoso del programma, il Presidente, il ministro Moro e gli altri componenti della missione si sono poi recati al numero 502 della Herengracht, sede del Borgomastro della città, una residenza piccola ma estremamente elegante, che gli abitanti di Amsterdam preferiscono al sontuoso, ma freddo palazzo reale. Ed in una cornice di tranquilla opulenza il primo cittadino, con parole assai cortesi, ha voluto esprimere agli ospiti il benvenuto cordiale

e affettuoso della città.

A sera, uno splendido salone del palazzo reale è stato infine teatro del pranzo ufficiale offerto dalla Regina, ed occasione per i primi discorsi ufficiali, considerato che all'arrivo erano mancati i consueti indizi di benvenuto. Dopo la prima portata la Regina Giuliana, in segno di particolare riguardo e cortesia verso il suo ospite, ha voluto pronunciare, infrangendo una consumata prassi protocolliare, il suo discorso in italiano; ed aggiungiamo che ha parlato scorrevolmente e con compiacenza e con competenza e congeniale. La Regina ha parlato brevemente, ricordando il contributo dell'Italia alla civiltà dell'Europa e magnificando la bellezza della natura e gli splendori dell'arte italiana, due elementi ai quali l'anima degli olandesi è quanto mai sensibile. «La bellezza della vostra natura e della vostra cultura — ha ricordato —

attra ogni anno molti ammiratori. Noi stessi siamo tra questi fortunati», con una chiara allusione alla prediletta dimora di Porto Ercole nella quale la famiglia reale olandese spende ogni anno le sue vacanze.

Con una cauta puntata in campo politico, la Regina ha poi detto: «Ci ralleghiamo non solo di tutto ciò che la

Comunità europea ci ha dato finora, ma aneliamo con impazienza ad una collaborazione sempre più efficace in uno spirito sempre più democratico. Tendiamo a raggiungere una comunità che garantisca per noi ed i nostri discendenti libertà, benessere e sicurezza sociale. Il tempo nel quale viviamo esige da noi il nostro totale impegno personale e la nostra dedizione per risolvere problemi vasti e profondi del mondo intero. Essi costituiscono una vocazione alla quale nessuno può sottrarsi e tanto meno la Comunità nel suo insieme».

La replica del Presidente Leone è stata assai ampia. Dopo aver reso omaggio alla tenacia, alla intelligenza, al coraggio del popolo olandese, al suo religioso senso della bellezza, alle affinità tra i popoli italiano ed olandese, Leone ha affrontato i temi più squisitamente politici, dicendo: «Sono queste affinità che danno un particolare significato all'opera congiunta dei nostri Paesi nelle istanze internazionali e che li impegnano al raggiungimento di obiettivi identici: all'interno quello di creare uno Stato moderno ed efficiente e una società più libera e giusta; all'esterno quello di costruire una pace duratura fondata sulla collaborazione tra i popoli. Al perseguimento di questi fini

Ritaglio dal Giornale

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Il Tempo di Roma del 24-X-73



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

4



M Italia e Paesi Bassi contri-
buiscono validamente con la
partecipazione all'Alleanza
Atlantica, strumento di pace
e di sicurezza, e con il loro
apporto allo sviluppo ed al
consolidamento della disten-
sione tra Est ed Ovest ».

DIREZIONE GENERA

GLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELL

ELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

del

Leone ha poi parlato della « aspirazione alla costruzione di un'Europa democratica, aperta verso l'esterno, proiettata verso l'avvenire, unita politicamente ed economicamente ». Infine, con un richiamo ai fatti del Medio Oriente, e ricordando la avvenuta tregua delle armi, il Presidente ha detto che « la passata esperienza — fatta anche di delusioni per gli interventi a lungo ed invano esperiti in tutte le sedi — ci insegna a non appagarci di simile risultato. Di qui la necessità che i nostri sforzi si uniscano e che l'Europa svolga il compito che il mondo è in diritto di attendersi da lei, di contribuire cioè al fine che la tregua si trasformi in pace. Una pace durevole, fondata sulla giustizia, che permetta a tutti i popoli del Levante uniti a noi da vincoli di amicizia, di collaborare in una ritrovata armonia ». Un richiamo, come si vede, ai diritti ed ai doveri di un'Europa che deve ritrovare se stessa ed il suo destino: un richiamo a quel tema europeo che di questa visita nel Benelux vuole essere il motivo dominante.

LIVIO COLASANTI



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Secolo d'Italia di *Roma*

del

24-X-73

L'INTERVENTO DELLA COMMISSIONE DEL MEC

Gravi difficoltà per i lavoratori migranti

Il flusso migratorio della Comunità europea ammonta ormai a 6 milioni di persone - Le loro condizioni di vita e di lavoro non sono soddisfacenti

BRUXELLES, 23. — I problemi riguardanti i lavoratori migranti costituiscono una delle priorità del programma d'azione sociale che la Commissione del MEC presenterà al Consiglio.

Lo ha annunciato il responsabile degli Affari sociali dell'esecutivo comunitario intervenendo al primo seminario organizzato dalla commissione amministrativa per la sicurezza sociale dei lavoratori migranti, con la collaborazione degli enti di sicurezza sociale dei nove Stati membri.

Il flusso migratorio nella Comunità, inclusi i lavoratori provenienti dai paesi terzi, ammonta ormai a sei milioni di persone e non cessa di crescere, mentre le condizioni di vita e di lavoro per questi lavoratori sono ben lungi dall'essere soddisfacenti. Non esiste, al momento attuale — ha detto Hillery vicepresidente della Commissione — alcun coordinamento nella politica degli Stati membri per quan-

to riguarda le condizioni di ammissione dei lavoratori provenienti dai paesi terzi, ed è necessario ed urgente che nella Comunità i lavoratori migranti godano degli stessi livelli di protezione sociale dei cittadini degli Stati membri e che la loro ef-



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

TU

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Secolo d' Italia di Roma

del

24-X-73

Commissione italo-jugoslava per gli accordi di Udine

UMAGO, 23. — Si è riunita stamane nella cittadina di Umago, la commissione mista italo-jugoslava per l'applicazione dell'accordo di Udine sul piccolo traffico di frontiera, allo scopo di discutere una revisione generale dell'accordo, lo sviluppo delle comunicazioni stradali e marittime e questioni relative all'assistenza e alle assicurazioni sociali per i pendolari jugoslavi che lavorano a Trieste.

lettiva partecipazione alla vita economica, sociale e politica del paese ospitante sia progressivamente estesa ed assicurata.

Uno speciale comitato è stato appena creato col compito di secondare la Commissione nel programma di azione sociale per il miglioramento delle condizioni dei migranti, e sono previste azioni dettagliate non solo per quanto riguarda la sicurezza sociale, ma anche per migliorare le condizioni di alloggio, i servizi sociali e le condizioni di lavoro dei lavoratori migranti.

In questa prospettiva il Fondo Sociale Europeo potrà svolgere una serie di azioni in favore dei lavoratori migranti e delle loro famiglie soprattutto nel campo della formazione professionale, delle condizioni di spostamento e di installazione, della formazione dei formatori, dell'educazione dei figli dei migranti e degli aiuti per la costruzione di alloggi.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Avanti

di

Roma

del

24-X-73

UN ITALIANO DI 25 ANNI ✓

Arrestato a Trieste per la tratta dei negri

In carcere si trovano già tre persone
implicate nel losco traffico

TRIESTE, 23. — Un altro uomo, Carmelo Faccioli di 25 anni è stato arrestato dagli agenti della questura di Trieste, perché implicato nel reclutamento di africani che vengono avviati in Francia, dopo aver attraversato l'Italia clandestinamente.

Dopo l'arresto, avvenuto ieri, da parte della polizia jugoslava di due cittadini italiani e di un francese, rispettivamente Francesco Larocca di 25 anni, di Ventimiglia, Giancarlo Pittavino di 27 e Francesco Facciolo di 26, sorpresi al confine italo-jugoslavo nei pressi del posto di blocco di Ferneti, mentre stavano cercando di far entrare clandestinamente in Italia un gruppo di nove africani, cittadini della Repubblica del Mali, la questura di Trieste ha cominciato a svol-

gere indagini nella parte italiana della zona di confine. E' stato così ritrovato un furgoncino rosso targato Imperia, che doveva servire a far proseguire il viaggio dei clandestini e sul quale si trovava appunto Carmelo Facciolo, risultato poi fratello di Francesco.

In questura, Carmelo Facciolo è stato interrogato fino a tarda notte dal sostituto procuratore della Repubblica dott. Coassin. Nel corso dell'interrogatorio, l'uomo si è spesso contraddetto, negando anche le cose più evidenti, cosicché il dott. Coassin lo ha fatto arrestare per reticenza.

Carmelo Facciolo è attualmente rinchiuso nelle carceri del Coroneo mentre gli altri tre si trovano nella prigione di Capodistria.

TRA le problematiche del rapporto di lavoro ha, certamente, un rilievo essenziale la materia inerente alla « tutela dei lavoratori nei posti di lavoro », per i suoi vasti e complessi aspetti umani, organizzativi e giuridici, cui risponde, infatti, una altrettanto varia e complessa normativa articolata in leggi, pronuncie giurisprudenziali, norme contrattuali e regolamentari.

Premesso che nel nostro Paese la struttura aziendale ha natura gerarchica, come si evince dalle norme del codice civile e dalle tradizioni politiche e giuridiche alle quali si ispira, è avuto riguardo alle esigenze di cautela poste in essere dalla situazione economica e sociale, si comprende come abbia comportato un'elaborazione indubbiamente lenta e faticosa la determinazione di una sistemica organica ed unitaria. Senza svalutare l'apporto arrecato a tali fini dal vasto corpo della legislazione sociale, tendente a forme specifiche di tutela, integrate da un complesso normativo di istituti normativi realizzati in sede di negoziazione contrattuale, deve convenirsi che la svolta storica si è avuta con la legge 20 maggio 1970 n. 300, che ha preso il nome, avuto riguardo al suo contenuto, di « statuto dei diritti dei lavoratori ».

Di questo documento — che il ministro proponente, onorevole Brodolini, nella relazione al disegno di legge mostrava di considerare come « una compiuta tutela dei lavoratori

Lo Statuto dei lavoratori ha assicurato quelle libertà già riconosciute al cittadino

nelle aziende produttrici di beni e di servizi, che assicurano sicurezza, libertà e dignità nei luoghi di lavoro — si è detto tutto il bene e tutto il male possibile, da coloro che lo hanno definito « il più notevole atto innovativo dopo la emanazione della Costituzione, in tema di diritto sindacale e del lavoro », a coloro che lo hanno considerato quasi alla stregua di uno strumento eversivo delle strutture produttive, ispirato dal proposito di favorire una posizione promozionale del sindacato nelle aziende. Il tempo è valso a ridimensionare il processo dialettico interpretativo e critico, mettendo in luce la bonità complessiva del provvedimento e spostando la polemica su alcune sue norme specifiche (l'accezione di « sindacati di comodo » — peraltro non del tutto nuova, in quanto prevista, in un certo senso, dalla convenzione internazionale dell'OIL, n. 98 — le sanzioni,

La Riva Sanseverino — che ha richiamato, opportunamente, anche la nota legge n. 604, del 1966, concernente i licenziamenti individuali — ha posto in risalto, attraverso una esposizione informativa e critica indubbiamente chiara ed obiettiva, gli istituti fondamentali considerati nello statuto dei lavoratori, ponendo particolarmente in rilievo quelli che hanno per oggetto il lavoratore sia per l'aspetto della tutela della salute e dell'integrità fisica, sia, soprattutto, per la tutela della sua personalità morale, « intendendosi innovativamente salvaguardare la dignità del lavoratore subordinato nei confronti dell'esercizio, da parte del datore di lavoro, dei poteri di direzione, di controllo e disciplinari ». Vengono pertanto poste in essere, nello statuto, anche le garanzie di determinate libertà, già riconosciute al cittadino, espressamente confermate al lavoratore in

quanto tale, nell'ambito del normale svolgimento dell'attività aziendale: la libertà di pensiero, in generale, e, in particolare, la libertà sindacale, come pure la conseguenza e condanna di comportamenti discriminatori dal punto di vista sindacale, politico, religioso.

Dalla relazione veramente esauriente del prof. Daubler, sono emerse con molta efficacia le situazioni di diritto e di fatto che caratterizzano lo stato del problema nella Germania federale, sul filo di un indirizzo di politica sociale che tiene conto di posizioni economiche, dati psicologici, tradizioni di ossequio al dettato giuridico che divergono da quelle italiane e che ispirano un'attività decisamente collaborazionistica tra le categorie lavoratrici e quelle imprenditoriali. Il discorso dell'oratore si è portato, pertanto, premessa una panoramica general — nella quale è emerso l'alto livello dello standard di vita proprio di quella nazione, sugli organismi aziendali, locali e sindacali che rappresentano i lavoratori nei luoghi di lavoro, sui compiti che sono loro riconosciuti dalle leggi o dai contratti collettivi ed a quelli di fatto, soffermandosi sul sistema dei licenziamenti e della partecipazione dei lavoratori alle decisioni dell'impresa.

Un confronto di posizioni, come si vede, tra i due Paesi, eccezionalmente interessante e che offre l'adito a utili riflessioni.

Leonardo Paloscia



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Il Globo

di Roma

del 24-X-73

Ritaglio dal Giornale



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di

Roma

del

24-X-73

**Nella CEE
gli stipendi
aumentano
più in fretta
dei prezzi**

BRUXELLES, 23 — Nei nove Paesi della CEE i salari salgono più rapidamente dei prezzi, alimentando le tensioni inflazionistiche che continuano a manifestarsi. Il rapporto della Commissione CEE afferma che più alti prezzi per i servizi — che hanno una maggior componente di manodopera delle merci manufatte — hanno esercitato la più forte pressione al rialzo sui prezzi al consumo in tutta la Comunità. In Italia l'indice dei salari è salito del 24,8% e quello dei prezzi dell'11,2%; in Belgio i salari sono aumentati del 16,2% e i prezzi del 6,6%; in Francia i salari del 13,8% e i prezzi del 7,4%; in Inghilterra i salari del 13,2% e i prezzi del 9,4%; in Germania i salari dell'11% e i prezzi del 7,2%; in Olanda i salari del 10,6% e i prezzi dell'8,4%; in Danimarca i salari del 20,7% e i prezzi dell'8,8%; in Irlanda i salari del 14% e i prezzi del 10%.

«Un'ora per voi» l'émision pour les émigrés italiens entre dans sa dixième année d'existence

Aujourd'hui, elle est diffusée par les trois chaînes suisses

Cette émission, dont le degré d'écoute est considérable tant en Suisse qu'en Italie, a débuté le 24 mai 1964. Elle est entièrement réalisée par des Italiens et les enregistrements ont lieu à Milan. Pourquoi cette émission ? C'est Attilio Pandini, correspondant de la Radio-télévision italienne (RAI) en Suisse qui nous le dit.

Par Roger d'Ivernois

Il y a dix ans, les rapports entre l'Italie et la Suisse étaient très positifs, nous déclare Attilio Pandini. Pour la première fois, un accord avait été signé entre l'Italie et notre pays au sujet des travailleurs italiens émigrés.

Peu de temps avant la ratification de cet accord, nous avions assisté à la première vague xénophobe en Suisse, provoquée par un coiffeur de Zurich, qui avait déclenché une offensive «Gegen die Schwarz invasion». La préoccupation du gouvernement suisse avait été de trouver un langage commun pour parler aux ouvriers italiens et d'étudier la possibilité de créer une émission qui donnerait l'occasion de parler en italien aux ouvriers italiens travaillant en Suisse, de leur parler de leurs terres et de leur donner des reflets filmés de ce qu'étaient le spectacle dans leur pays, les loisirs, etc.

Un accord intervint entre la SSR et la RAI qui se mirent d'accord de faire une émission hebdomadaire d'une heure, d'où son titre «Un'ora per voi». La situation en 1964 était différente de celle d'aujourd'hui. Le gros de l'immigration italienne venait d'arriver en Suisse. Pour la première fois, ces travailleurs arrivaient en grand nombre d'Italie du Sud. Pour eux, c'était le passage d'une civilisation agricole à une civilisation industrielle avec tous les problèmes que cela comporte sans compter qu'ils se heurtaient, dans les cantons catholiques, à une autre forme de religion, très différente de celle pratiquée en Europe centrale. Il fallait donc mettre sur pied une émission qui puisse satisfaire aussi bien les Suisses que les Italiens au niveau de l'information.

La seule émission en langue italienne qui pouvait être captée dans toute la Suisse

Si la majeure partie de l'émission était consacrée au spectacle, aux variétés, de brèves informations étaient données au cours de cette heure. De plus, de très simples leçons de français ou d'allemand permettaient aux émigrés de faire connaissance

avec les langues du pays dans lequel ils avaient décidé de travailler.

Ce qui provoqua le succès immédiat de cette émission, ce l'avis du correspondant de la RAI, c'est qu'elle était la seule en langue italienne à pouvoir être captée dans toute la Suisse. Ce qui fit que beaucoup de Suisses, aimant l'Italie, suivirent cette émission dès ses débuts. Quant aux variétés, c'était le seul spectacle qui unissait les italophones dans notre pays car, à cette époque, la télévision tessinoise ne dépassait pas le Gothard.

«Un'ora per voi» aujourd'hui

La situation générale de l'immigration italienne a bien évolué. Les Italiens qui viennent aujourd'hui en Suisse ne sont plus ceux d'il y a dix ans : les illettrés ont presque disparu et parmi ces travailleurs, mieux préparés qu'auparavant, on compte un certain nombre de cadres moyens. Si bien que l'émission a suivi une courbe ascendante de qualité. M. Pandini poursuit :

— Nous n'en sommes plus, aujourd'hui, à la petite leçon de français ou d'allemand. De plus, chaque jour, la télévision italienne peut être captée dans toute la Suisse. Notre engagement a donc changé : non seulement nous voulons faire connaître les problèmes de la Suisse aux travailleurs italiens mais à certains Suisses qui appartiennent à la classe la plus cultivée, aux gens avant des intérêts sociaux importants, nous présentons les problèmes posés aux immigrants italiens. C'est pourquoi l'émission «Un'ora per voi» symbolise un pont jeté entre deux nationalités différentes vivant en Suisse. Tenant compte du fait que nos compatriotes sont des émigrés, nous essayons de leur expliquer la nécessité qu'ils ont de s'intégrer dans la société dans laquelle ils vivent aujourd'hui car ils retrouveront cette même société dans leur pays d'ici une décennie, lorsqu'ils y retourneront. Tout ce travail doit se faire avec infiniment de délicatesse et beaucoup d'objectivité. Je suis heureux de souligner que jamais, en dix années, nous n'avons été censurés par la SSR, ce qui prouve bien que RAI et SSR s'entendent parfaitement.

«Un'ora per voi»

n'est pas seulement écoutée en Suisse, mais en Italie

Attilio Pandini nous a donné quelques précisions en ce qui concerne le degré d'écoute de cette émission. 300 000 groupes familiaux écoutent l'émission en Suisse, ce qui donne une écoute moyenne dépassant les 600 000 personnes. Une enquête (20 000 réponses) conduite par les Italiens écoutant la télévision tessinoise dans le triangle Milan-Gènes-Turin, révèle que l'émission «Un'ora per voi» est extrêmement appréciée. A tel point même qu'elle occupe la troisième place absolue après le téléjournal et les films diffusés par la TV suisse italienne. Ils aiment à choisir, pour se prononcer, dans un événement il se trouvent arguments dont le sport, les dramatiques, les débats et les magazines.

«Plus de liberté d'expression en Suisse qu'en Italie...»

M. Pandini nous a raconté une anecdote amusante. On sait que le présentateur de «Un'ora per voi» est l'Idole italienne Corrado, qui présente également les grands spectacles de variétés en Italie. Or, un jour, il reçut une lettre d'un téléspectateur italien habitant l'Italie, qui lui disait qu'on voyait bien qu'il faisait l'émission en Suisse parce qu'il était beaucoup plus libre pour s'exprimer et qu'il pouvait dire beaucoup plus de choses qu'en Italie. Or, ce téléspectateur, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, ne savait pas que l'émission est entièrement faite par la RAI, écrite à Rome et enregistrée à Milan sauf pour le téléjournal dont une partie, dix minutes, est assurée par la télévision suisse-italienne !

Programme pour le dixième anniversaire

Quarante émissions de 1 h. 15 seront présentées aux téléspectateurs. Ces quarante émissions représenteront quatre cycles de dix émissions ayant chacune un caractère différent.

Premier cycle : music-hall, grandes variétés et émission spéciale pour Noël enregistrée en Suisse.

Second cycle : un grand concours doté de prix.

Troisième cycle : dix émissions à caractère régional tendant à donner une image vivante de l'Italie d'aujourd'hui par l'intermédiaire de grands écrivains, architectes, anciens politiciens, etc.

Quatrième cycle : concours qui permettra aux téléspectateurs de désigner, dans l'ordre de leurs préférences, les plus grands chanteurs italiens.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RA/

200 millions de lires par an

Nous avons demandé à Attilio Pandini de nous dire ce que coûte l'émission à la RAI. En fait « Un'ora per voi » comprend trois émissions différemment conçues qui sont diffusées en Suisse, en Allemagne et en Belgique. Le coût de ces émissions s'élève à 200 millions de lires par an (1 million de francs suisses environ). Il faut préciser encore que, pour la Suisse, deux directeurs la dirigent, soit un Italien et un Tessinois, ce qui est une preuve de l'excellente collaboration existant entre les deux pays.

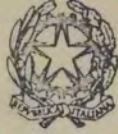
UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

..... del

Dimanche, grande « première » à « Table ronde »

Enfin, notre interlocuteur nous a signalé que dimanche prochain, lors de l'émission « Table ronde », la télévision romande ne réunira à St-Imier, et en direct, que des étrangers, en l'occurrence des Italiens, qui participeront à un débat intitulé « Etre Italien en Suisse ». Ce débat sera animé par notre confrère Renato Burgy. Immédiatement après le débat, Attilio Pandini interviewera Renato Burgy sur les difficultés éventuelles qu'il aura rencontrées au cours de cette émission et cette interview sera présentée aux téléspectateurs de « Un'ora per voi » le samedi suivant.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di

Roma

del

24-X-73

IL PROBLEMA DEI FRONTALIERI

L'on. Granelli sui rapporti italo-svizzeri

Il sottosegretario agli Esteri ha rilevato la necessità di dare adeguata soluzione ai problemi rimasti in sospeso dopo l'accordo di Roma del giugno 1972

Intervenendo ad una riunione presso la Regione Lombardia (nel corso della quale è stato esaminato in particolare il problema dei frontalieri) alla presenza dell'assessore Marvelli e dei rappresentanti della Cgil, Cisl e Uil, il sottosegretario Granelli ha fatto il punto sui rapporti tra l'Italia e la Svizzera in materia di emigrazione. Dopo aver accennato ai problemi che rendono precario il rapporto di impiego frontaliero, a causa della non residenza del lavoratore nello Stato in cui lavora, il sottosegretario Granelli ha detto che, « le difficili condizioni di circa 30.000 frontalieri che lavorano, saltuariamente, in Svizzera, impongono una intensi-

ficazione dell'iniziativa del Governo italiano per definire al più presto in sede bilaterale i molti problemi che sono in sospeso dall'ultima riunione della commissione ad hoc svoltasi a Lugano nel novembre del 1972 ».

La parte italiana, ha ricordato Granelli, « ha formulato sin da allora proposte circa una diversa definizione del rapporto di lavoro, l'abolizione della Carta libera, la parità salariale, le agevolazioni fiscali e previdenziali, il miglioramento del transito dei valichi di confine, ed è pronta a riprendere le trattative sulla base delle sollecitate risposte della controparte e nell'ovvio rispetto di quanto convenuto nell'accordo sottoscritto a Roma il 22 giugno 1972 nella Commissione mista Italo-Svizzera ».

Per favorire questa ripresa occorre tuttavia superare secondo il Sottosegretario agli Esteri, il conflitto di interpretazione circa « misure restrittive adottate dalla

Svizzera sulla manodopera straniera, non accettabili a scatola chiusa dall'Italia, che colpiscono soprattutto gli stagionali ed i frontalieri in contrasto con citati accordi ».

Dopo l'opportuno passo informativo del Governo Italiano alla CEE, ha detto Granelli, è venuta in questi giorni « una prima risposta del Governo svizzero che rappresenta, al di là del merito ancora fortemente controverso, un elemento positivo in vista di un dialogo in cui la ferma difesa dei diritti dei lavoratori italiani sarà accompagnata, per quanto ci riguarda, dalla volontà costruttiva di migliorare in ordine a tutti i problemi aperti la collaborazione tra i due Paesi in materia di emigrazione ».

Non possiamo che continuare a difendere nei rapporti bilaterali ed in sede CEE il nostro buon diritto — ha concluso il Sottosegretario Granelli — senza alcun intento sterilmente provocatorio, anche perché sappiamo che è solo su di un piano di reciproca chiarezza che si possono raggiungere onesti compromessi sui problemi in discussione ma nessuno può scambiarne la nostra buona volontà con una impossibile accettazione da parte italiana della modifica unilaterale delle intese raggiunte con la Svizzera in materia di transazione dei rapporti stagionali.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

VIII

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Giornale (via Nuova) di Milano del 24-X-73

PER CAMBIARE CITTADINANZA

Desidererei sapere se un cittadino italiano può cambiare cittadinanza, e cosa bisogna fare per assumere la cittadinanza di un paese straniero, ad esempio la Repubblica di San Marino. (Un lettore)

- 1) chi spontaneamente acquista una cittadinanza straniera e stabilisce o ha stabilito all'estero la residenza;
- 2) chi, avendo acquistata senza concorso di volontà propria una cittadinanza straniera, dichiara di rinunciare alla cittadinanza italiana e stabilisce o abbia stabilito all'estero la propria residenza;
- 3) chi, avendo accettato impiego da un governo estero

assistenziali è entrata in vigore in seguito a ratifica da parte dei governi interessati. In seguito a questo accordo relativo ai problemi della sicurezza sociale vengono regolamentati i rapporti tra i due paesi in merito alle prestazioni di malattia, maternità, infortuni, pensioni di vecchiaia, invalidità e superstiti, disoccupazione ed assegni familiari.

od essendo entrato al servizio militare di potenza estera, vi persista nonostante l'intimazione del governo italiano di abbandonare entro un termine fissato l'impiego. La perdita della cittadinanza nei casi previsti da questo articolo non esime dagli obblighi del servizio militare, salvo le facilitazioni concesse dalle leggi speciali. Per quanto riguarda la Repubblica di San Marino, la cittadinanza può essere acquistata dallo straniero per « naturalizzazione » concessa dal Consiglio Grande e Generale di quello Stato. Ma solo in casi eccezionali e dopo almeno sei anni di residenza nella Repubblica.

• Una convenzione tra Italia e Gran Bretagna concernente questioni previdenziali ed

Handwelts Zeitung

REVUE COMMERCIALE ET FINANCIÈRE SUISSE

Die schweizerisch-italienischen Wirtschaftsbeziehungen

Von Minister Emilio Moser, Handelsabteilung EVD, Bern

Progressive Expansion der Handelsbeziehungen

Seit 1919 bis heute haben Italien und die Schweiz in wirtschaftspolitischer Hinsicht unterschiedliche, oft divergierende Wege eingeschlagen, ohne jedoch die progressive Expansion der gegenseitigen Handelsbeziehungen zu beeinträchtigen. Intensität und Konstanz sind vielmehr hervorstechende Merkmale der Wirtschaftsbeziehungen zwischen den beiden Nachbarstaaten, die trotz ihrer unterschiedlichen geographischen Grösse stark voneinander abhängig sind.

Der Handelsaustausch mit Italien deckt rund 10 Prozent unseres gesamten Aussenhandels. Die Handelsbilanz weist traditionsgemäss einen beträchtlichen Aktivsaldo zugunsten Italiens auf. Bei fast einer Mia Schweizer Franken im Jahr 1972 handelt es sich um den grössten Aktivsaldo Italiens im Verkehr mit dem Ausland.

Eindrücklich ergibt sich aus den untenstehenden Tabellen 1 und 2 die regelmässige Zunahme sowohl der Import- wie der Exportwerte. Die Progression ist besonders markant, wenn das Volumen des Warenaustausches (Einfuhr und Ausfuhr) in groben Zahlen festgehalten wird, nämlich:

Vorkriegszeit	ca. 200 Mio Fr.
1948	ca. 500 Mio Fr.
1955	ca. 1 Mia Fr.
1961	ca. 2 Mia Fr.
1966	ca. 3 Mia Fr.
1969	ca. 4 Mia Fr.
1971	ca. 5 Mia Fr.

Struktur des schweizerischen Importes aus Italien

Betrachtet man die Struktur des schweizerischen Importes aus Italien (Tabelle 1), so ist es auffallend, dass zwar nicht der Umfang, wohl aber der Anteil der *landwirtschaftlichen Einfuhr* Italien nach wie vor der Hauptlieferant der Schweiz in diesem Sektor. Die vielen italienischer Spezialitäten, vorab die Weine von Nord- bis Südtalien, die Agrumen, die Früchte und Gemüse, die Trauben, die Hart- und Weichkäse, die Teigwaren, der Reis, die Blumen usw. sind wohlbekannt. Doch hat anfangs der 50er Jahre in Italien eine erstaunlich vielseitige *industrielle Entwicklung* eingesetzt, die bei sich ständig vergrössernden Produktionsleistungen einen

stets wachsenden Absatz im In- und Ausland erzielte. Dies wirkte sich auch im Verkehr mit der Schweiz aus. Die grosse Einfuhrzunahme von Maschinen und Apparaten, von Automobilen, von Eisen und Stahl, ist verbunden mit der Expansion der italienischen Metall- und Maschinenindustrie, heute die bedeutendste Industrie Italiens. Die vor 20 Jahren veraltet und rückständig gewesene italienische Siderurgie verfügt heute über eine der modernsten Ausrüstungen und deckt den gesamten italienischen Bedarf an Stahl und Gussmaterial. Im Sektor der Textilien, dieser ältesten italienischen Industrie, bleibt Italien ein bedeutender Lieferant der Schweiz, insbesondere bei den Woll- und Baumwollgeweben, bei den Wirkwaren und in der Bekleidungsindustrie einschliesslich der Hüte und der Pelzwaren. Einen grossen Aufschwung hat die italienische Schuhfabrikation erfahren. Bei einer jährlichen Einfuhr von über 6 Mio Paar Schuhen (6,9 Mio 1972) ergibt sich, dass im Durchschnitt jeder Schweizer bzw. jede Schweizerin mindestens ein Paar italienische Schuhe pro Jahr erwirbt. Infolge der Ausdehnung der Raffinationsmöglichkeiten von Rohöl ist Italien seit Jahren Hauptlieferant der Schweiz von Benzin. Im Sektor Chemie ist ebenfalls eine Ausdehnung der italienischen Produktion, insbesondere auf dem Gebiet der Petrochemie und der Kunststoffe, festzustellen.

Die konstante Expansion der italienischen Lieferungen nach der Schweiz führt zu mindestens zwei Feststellungen:

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale HANDELS ZEITUNG di Zurigo del 25-10-73

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI



IV

1



DIREZION

RASSEGN

Ritaglio dal Giornale

Einerseits die Kaufkraft der Schweiz, die im italienischen Gesamtexport in absoluten Zahlen an vierter Stelle unter den Abnehmern Italiens steht, was eine beachtliche Leistung für ein kleines Land von 6 Mio Einwohnern darstellt; andererseits die Tatsache, dass die italienische Leistungsfähigkeit und der italienische Dynamismus von dieser Kaufkraft voll profitieren und somit ihre Konkurrenzfähigkeit unter Beweis stellen.

Struktur des schweizerischen Exportes nach Italien

Was die Struktur des schweizerischen Exportes nach Italien betrifft, ist dies aus den Tabellen 1 und 2 auf Seite 4 ersichtlich.

Im landwirtschaftlichen Sektor sind vor allem die Exporte von Käse und Zuchtvieh bemerkenswert. Beim Hartkäse nahm uns Italien 1972 39 Prozent unseres Gesamtexportes ab. Die Käsebilanz (Weich-, Hart- und Schachtelkäse) ist stark aktiv für die Schweiz (37 Mio Fr. Import gegenüber 125 Mio Fr. Export). Bei Zuchtvieh ist die Bedeutung Italiens als Absatzmarkt noch ausgesprochen; von 9860 im Jahre 1972 exportierten Zuchtrindern fanden deren 7730 Stück bzw. 78 Prozent den Weg nach Italien.

Im industriellen Sektor sind die Maschinen, Apparate und Instrumente in hohem Masse am Export beteiligt, stellen diese Produkte doch rund 1/3 des Fertigwarenexportes nach Italien dar.

An die zweite Stelle tritt der Export von chemischen und pharmazeutischen Stoffen und an die dritte Stelle die Uhren, für die Italien unser europäischer Hauptabnehmer ist. Zudem ist Italien unser grösster Kunde von Tabakerzeugnissen (Zigaretten). Aber auch für die übrige schweizerische Produktion (Suppen und Bouillons, Baumwollgewebe, Stickereien, Häute und Felle, Holz, Abfälle, Alteisen, optische Instrumente usw.) ist unser südliches Nachbarland ein ausgezeichnete Kunde. Gesamthaft betrachtet ist somit sowohl

unsere Industrie als auch unsere Landwirtschaft am italienischen Markt in hohem Masse interessiert.

Die Bedeutung des unsichtbaren Verkehrs

Die gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen erschöpfen sich bei weitem nicht im Warenaustausch allein. Der unsichtbare Verkehr stellt vielmehr einen wesentlichen Teil der gegenseitigen Beziehungen dar. Die Anziehungskraft Italiens mit seiner Sonne, seinen Meeren, seinen unerschöpflichen Kulturschätzen für schweizerische Touristen, ist ebenso bekannt wie diejenige der schweizerischen Kurorte für sportfreudige oder erholungsbedürftige Italiener. Der Transitverkehr ist für die Schweiz (Zugang zum Meer) wie auch für

Italien (Verbindungstüre zu den Nordländern) von vitaler Bedeutung. In Versicherungs- und Rückversicherungsverkehr, in den Ueberweisungen von Royalties und Lizenzen, im Textilveredelungsverkehr usw. bestehen sehr intensive Beziehungen.

Von grösster Bedeutung ist der Beitrag der direkten Investitionen, die seitens des schweizerischen Privatkapitals der italienischen Wirtschaft zugeflossen sind. Ungefähr 1/3 der in Italien investierten Auslandskapitalien stammt aus der Schweiz.

Schliesslich sind die Ueberweisungen der in der Schweiz beschäftigten italienischen Arbeiter zu berücksichtigen, welche gegenwärtig den sehr grossen Betrag von rund 1,4 Mia Franken erreichen dürften (d.h. bedeutend mehr als der Ueberschuss der Handelsbilanz). Zum heutigen Umrechnungskurs stellt dieser Posten die enorme Summe von rund 270 Mia Lire dar, welche die monetären Reserven Italiens um diesen Betrag verbessern.

Die Aufzählung dieser vielen Elemente, welche die Gesamtheit der schweizerisch-italienischen Zahlungsbilanz erfassen, genügt, um eine Idee über die Intensität und Komplexität der wirtschaftlichen Beziehungen zu geben, die sich im Laufe der Jahrzehnte herausgebildet haben und die durch das Nebeneinanderbestehen von EWG und EFTA nicht wesentlich behindert wurden. Der Abschluss des Freihandelsabkommens mit den Europäischen Gemeinschaften wird jedoch nunmehr den weiteren Ausbau dieser Beziehungen zusätzlich fördern.

Einige aktuelle Probleme

Wenn mit Befriedigung festgestellt werden kann, dass die gemeinsamen Interessen nicht nur im sichtbaren und unsichtbaren Wirtschaftsverkehr, sondern auch auf anderen Gebieten (wie Strassen- und Tunnelverbindungen,

Fortsetzung auf Seite 49

Bau von «pipe-lines», gemeinsame Stauwerke usw.) zunehmen, so geht eine solche progressive Expansion nicht immer ohne Probleme vor sich.

So hat beispielsweise der unverhältnismässig hohe Zustrom ausländischer, vor allem italienischer Arbeitskräfte — die von der schweizerischen Wirtschaft begehrt sind und zu deren Expansion diese wesentlich beigetragen haben — zu gewissen demographischen, politischen, sozialen und infrastrukturellen Spannungen geführt. Nachdem von der gesamten aktiven Bevölkerung der Schweiz der Anteil Ausländer fast 1/3 erreicht, wovon über die Hälfte auf italienische Arbeitskräfte entfällt, sind die Grenzen der Aufnahmefähigkeit erreicht und können im Interesse aller Beteiligten nicht mehr überschritten werden, ohne schwerwiegende Gleichgewichtsstörungen auszulösen. Diese Problematik sollte um so verständlicher sein, als sogar EG-Länder, wie Frankreich, die Bundesrepublik und die Niederlande, entsprechende Schwierigkeiten zu bewältigen haben, obwohl der Anteil der ausländischen Arbeitskräfte in diesen Ländern die prozentualen Grössenordnungen der Schweiz bei weitem nicht erreicht.

Mit seiner Fremdarbeiterpolitik, insbesondere der Globalplafonierung, gelang es dem Bundesrat, die Zahl der Jahresaufenthalter und Niedergelassenen in den letzten Jahren zu stabilisieren. Demgegenüber nahm aber die Zahl der Saisonarbeitskräfte zu, vor allem weil Dauerbetriebe infolge der Beschränkung der Jahresaufenthalter auf Saisonarbeiter auswichen. So mussten Wege gesucht werden, um einerseits diese «unechten Saisoniers» im Interesse der Herstellung eines einheitlichen Arbeitsmarktes schrittweise zu resorbieren, d.h. in Jahresaufenthalter umzuwandeln, und andererseits den Zustrom neuer derartiger Saisoniers zu beschränken. Andernfalls würde die Einhaltung des Stabilisierungsprogramms, dessen Berechtigung von keiner Seite bestritten wird, verunmöglicht. Die mit dieser Zielsetzung kürzlich getroffenen Massnahmen, die die Aufenthaltsdauer der «Saisoniers» beschränken, damit diese tatsächlich mit dem Charakter einer saisonalen Tätigkeit in Einklang gebracht werden können, finden jedoch auf diejenigen «Saisoniers» keine Anwendung, die bereits im Vorjahr in der Schweiz waren und sich somit auf dem Wege der Erlangung des Anspruches auf Umwandlung in Jahresaufenthalter befinden. Diese Differenzierung wurde getroffen, um die wirtschaftliche und soziale Bedeutung der schweizerisch-italienischen Vereinbarungen vom 22. Juni 1972 nicht einzuschränken, sondern vielmehr deren korrekte und sinngemässe Durchführung zu gewährleisten. Trotz dieser Logik werden die getroffenen Massnahmen italienischerseits zurzeit beanstandet, wobei zu hoffen ist, dass auch diese Schwierigkeiten im gegenseitigen Einvernehmen überwunden werden.

Im übrigen ist zu erwarten, dass die schweizerischen Fremdarbeiterbeschränkungen sowie die verschiedenen Konjunktur- und Inflationsbekämpfungsmassnahmen eine zunehmende Neigung zu Auslandsinvestitionen erzeugen, wobei Gebiete bevorzugt werden dürften, die Ueberfluss an Arbeitskräften und Boden aufweisen, wie dies für viele Gebiete Italiens zutrifft. Damit könnte eine teilweise Umstellung des bisherigen Trends erzielt werden, indem weniger Fremdarbeiter nach den Produktionszentren verschoben würden als vielmehr umgekehrt neue Produktionsmittel dort errichtet würden, wo genügend Arbeitskräfte an Ort und Stelle vorhanden sind. Für den Investor muss allerdings auch die politische, wirtschaftliche und soziale Lage des Investitionslandes einigermaßen geichert sein. Italien scheint zurzeit in dieser Beziehung gewisse Unsicherheiten aufzuweisen, die allerdings weniger

ausgesprochen sein dürften, als es bei einer oberflächlichen Beurteilung den Anschein hat.

Vorab wird viel von Unruhen, Streiks und Absentismus gesprochen. Tatsächlich hat die sehr rasche, industrielle Entfaltung Italiens nach den 50er Jahren eine Reihe wirtschaftlicher und sozialer Ungleichgewichte zutage gefördert, die insbesondere in den Jahren 1971 und 1972 zu sozialen Spannungen und Arbeiterunruhen führten. Als Folge davon waren unter anderem eine Investitionsflaute, eine rückläufige Beschäftigung und eine starke Kapitalflucht festzustellen. Trotzdem beweist die Tatsache, dass sich die italienische Wirtschaft weiterentwickelt hat, der Aussenhandel eine Expansion aufwies und die Handelsbilanz eine wesentliche Verbesserung registrierte, die ungebrochene Dynamik und Vitalität Italiens. Des weitern ist festzuhalten, dass oft zu

ausgesprochen nur an einige Grossfirmen gedacht wird, über die bei jedem Streik in der Weltpresse ausführlich berichtet wird; dabei wird übersehen, dass Italien über ausserordentlich viele Klein- und Mittelbetriebe verfügt, deren Produktion auch während der «heissesten» Monate keine wesentlichen Produktionseinbussen erlitten hat. Wohl müssen auch diese Betriebe den relativ wenigen allgemeinen Streiks folgen, wobei aber verlorene Arbeitsstunden in vielen Fällen wieder nachgeholt werden. Schliesslich scheint es, dass auch die Gewerkschaftsführer je länger je mehr erkennen, dass sie durch endlose Streiks nicht dem Interesse der Arbeiterklasse dienen. Die sozialen Spannungen haben sich seit Ende 1972 etwas entschärft. Es kann somit erwartet werden, dass die Virulenz des Streikfiebers in Italien ihren Höhepunkt überschritten hat und die Schwierigkeiten im industriellen Sektor schrittweise überwunden werden.



Ministero degli Affari Esteri

GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ein weiteres Problem, dessen Lösung noch Jahre beanspruchen wird, ist das wirtschaftliche, soziale und kulturelle Ungleichgewicht zwischen Nord- und Süditalien. Wenn eine Konstanz in der italienischen Politik der letzten zwanzig Jahre festzustellen ist, so ist es sicher die Bemühung, diesen Graben zwischen dem fortschrittlichen Norden und dem weniger entwickelten Süden zu überwinden. Zu Beginn handelte es sich darum, eine angemessene Infrastruktur zu schaffen. Zurzeit wird die Industrialisierung durch harmonisch aufeinander abgestimmte Förderungsmassnahmen der Regierung, der besonders hierzu geschaffenen Konsortien und der kommunalen Körperschaften beschleunigt und verstärkt. Das Ergebnis ist die Ansiedlung einer ganzen Reihe kleiner, mittlerer und grosser Industriebetriebe, die bereits ein eindrucksvolles Ausmass erreicht hat. Das sogenannte «Mezzogiorno» weist indessen noch riesige, ungenutzte Reserven an Boden sowie an arbeitsamen und anpassungsfähigen Arbeitskräften auf. Den Unternehmungen sowohl aus Norditalien wie aus dem Ausland bieten sich hier vielseitige Möglichkeiten im Hinblick auf eine optimale Standortwahl. Die umfangreichen Land- und Arbeitskraftreserven werden ergänzt durch einen potentiellen, in Entwicklung begriffen Verbrauchermarkt von rund 19 Mio Konsumenten. Dank der Regierungseingriffe, die unter anderem einen Teil der vom Arbeitgeber im Zusammenhang mit den Löhnen zu tragenden Soziallasten über-

nehmen, liegt das Lohnniveau in Süditalien erheblich unter dem EWG- und dem Landesdurchschnitt. Hinzu kommen Steuererleichterungen für neue Produktionsbetriebe, weitgehende Krediterleichterungen, Finanzierungszuschüsse «à fonds perdu», Frachtermässigungen, technische Hilfe sowie Ausbildungs- und Schulungsmöglichkeiten für die anzuwerbenden Arbeitskräfte.

Die Bemühungen aller italienischen Regierungen beginnen ihre Früchte zu tragen, so dass einer Ueberwindung dieses Ungleichgewichts zwischen Norden und Süden mit einem gewissen Optimismus entgegengesehen werden kann.

Was die Schweiz betrifft, haben sich bereits verschiedene Industrieunternehmen im Mezzogiorno engagiert, wobei wir allerdings weit hinter den Investitionen der USA und Deutschlands stehen. Der Anreiz zu solchen Investitionen würde sich wesentlich erhöhen, wenn es gelänge, auch mit Italien endlich ein Doppelbesteuerungsabkommen abzuschliessen, wie wir es mit allen übrigen Industriestaaten haben. Die Aussichten, ein solches Abkommen — nach der kommenden Inkraftsetzung der neuen italienischen Finanzreform — abzuschliessen zu können, scheinen heute wieder günstiger zu sein als noch vor wenigen Jahren.



Ministero degli Affari Esteri

41

Tabelle 1 Entwicklung der Einfuhr aus Italien

Jahr	Totaleinfuhr aus Italien in Mio Fr.	in % der schweiz. Totaleinfuhr	davon (in Mio Fr.):			Chemikalien	Metallwaren, Maschinen und Apparate	Fahrzeuge
			Landw. Produkte	Benzin, Heizöl etc.	Textilien, Bekleidung und Schuhe			
1946	228	7%	96	1	56	5	21	1
1955	613	9%	216	73	72	17	53	42
1961	1212	10%	311	214	146	44	117	79
1966	1684	10%	370	157	174	89	286	97
1969	2201	10%	509	191	282	157	438	224
1971	2929	10%	523	311	382	210	662	323
1972	3129	10%	597	265	446	200	702	304

Ritaglic

Tabelle 2 Entwicklung der Ausfuhr nach Italien

Jahr	Totalausfuhr nach Italien in Mio Fr.	in % der schweiz. Totalausfuhr	davon (in Mio Fr.):			Chemikalien, Pharmazeutika	Maschinen, Apparate, Instrumente	Uhren
			Käse	Tabak fabrikate	Textilien, Bekleidung			
1946	156	6%	5	5	12	34	33	11
1955	463	8%	32	47	46	93	137	63
1961	746	8%	54	48	47	124	268	82
1966	1180	8%	77	132	76	208	297	133
1969	1753	9%	106	272	104	325	477	152
1971	2085	9%	120	398	90	324	585	183
1972	2174	8%	125	280	96	348	647	181



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

agenzia EUROPE

di

Bruxelles

del

25.10.73

LIBERALISATION DE LA PROFESSION D'AVOCAT DANS LA COMMUNAUTE:
UN ACCORD BILATERAL ENTRE LES ORDRES DES AVOCATS DE MILAN ET DE PARIS

MILAN (EU), jeudi 25 octobre 1973 - Un accord vient d'être signé entre l'Ordre des Avocats de Milan et le Barreau de Paris, dont le but est de libéraliser, réglementer et contrôler l'activité professionnelle des avocats parisiens à Milan et des avocats milanais à Paris.

Cet accord est la première concrétisation des résultats des travaux de la Commission Consultative sur les Ordres des Avocats de la CEE, qui avait approuvé le 5 mai 1973 un accord-type entre différents ordres d'avocats des pays membres, mais dont la ratification avait été ensuite renvoyée à cause de certaines objections d'un délégué allemand.

L'accord en question, signé à Paris le 12 octobre par le président de l'Ordre des Avocats de Milan, Me Giuseppe Prisco, et par le Bâtonnier de Paris, Me Bernard Lasserre, a été conclu sur la base d'une proposition du barreau de Paris, et représente évidemment un premier pas important vers la libéralisation de l'activité professionnelle de l'avocat dans la Communauté.

Respectant les principes de l'accord-type et l'esprit de la directive actuellement soumise au Conseil des Ministres de la CEE, cet accord constitue une expression de l'esprit communautaire des deux ordres intéressés, et prévoit pour cette raison, pour toute question concernant l'interprétation ou l'exécution de la convention, l'arbitrage de la Commission Consultative des Ordres des Avocats de la CEE. Le président de cette Commission, Maître De Gryse, a également signé le texte de cette convention, dont les répercussions au niveau européen seront certainement importantes.

EUROPE croit savoir que c'est par une action concertée et progressive que les organes professionnels des avocats se proposent de surmonter les difficultés que rencontre une réglementation commune, étant donné les différences de tradition et d'organisation qui subsistent.

mo/pl



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Corriere d'Italia di Francoforte del 25-X-73

Il sottosegretario Granelli in Germania

IN UN'INTERVISTA ESCLUSIVA AL NOSTRO GIORNALE AFFRONTA I PRINCIPALI PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE - UN MESSAGGIO AI LAVORATORI ITALIANI

Dal nostro corrispondente ANTONIO CERVONE

“Prima di rispondere alle domande del “Corriere d'Italia” desidero salutare i connazionali che risiedono nella Repubblica Federale sottolineando il contributo operoso ed efficace che essi danno alla vita economica di questo grande Paese europeo amico. I problemi dei nostri lavoratori in Germania vengono seguiti dal Governo italiano con particolare attenzione: non solo perchè si tratta di una collettività oggi fra le più numerose del continente europeo, ma soprattutto perchè è una collettività in gran parte di recente formazione per cui molti problemi interessanti il suo reale inserimento e la sua integrazione su basi di eguaglianza nella vita sociale del paese non possono ancora dirsi risolti in maniera adeguata.

Mi riprometto quanto prima di compiere una visita in Germania per rendermi conto in maniera più precisa dei problemi che interessano la nostra collettività.

Corriere d'Italia: La svalutazione della lira nei confronti del Marco tedesco, ha ridotto sensibilmente le somme messe a bilancio in favore dell'emigrazione. Conseguenza diretta la ridotta possibilità, da parte degli Enti ed Organismi interessati, di poter affrontare i vari ed urgenti problemi di ordine sociale ed assistenziale (corsi di lingua, scuole, tempo libero, attività varie, ecc.). Quali provvedimenti, nei tempi brevi, intende mettere in atto per sanare la situazione?

Granelli: “Le recenti vicende monetarie, tutt'ora in atto, hanno certamente inciso in maniera notevole anche sull'attuazione dei nostri programmi nella Repubblica Federale così come in altri Paesi. E' questa una realtà che riflette le perduranti difficoltà dell'economia italiana e che dobbiamo fronteggiare per evitare, per quanto possibile, inconvenienti gravi sotto il profilo

umano e sociale. Le esigenze della nostra collettività in Germania, specie nel settore dell'assistenza scolastica, di quella sociale e del tempo libero continuano ad avere per il Ministero degli Esteri italiano un elevato grado di priorità. Le assegnazioni complessive per i vari programmi assistenziali sono state nel 1973 superiori di circa il 35 per cento rispetto all'anno precedente: l'obiettivo originario è stato di conservare i programmi esistenti aggiungendone alcuni nuovi su base selettiva: tuttavia le vicende monetarie e la situazione economica nazionale ci hanno obbligato a limitare i programmi di espansione predisposti.

Essendo venute a mancare le richieste integrazioni di bilancio, stiamo cercando di superare le difficoltà attraverso il riesame del complesso dei nostri programmi, in tutti i settori ed in tutti i Paesi, per realizzare economie che consentano una più

efficiente utilizzazione delle limitate risorse. Nel settore scolastico, ad esempio, abbiamo potuto disporre per la Germania integrazioni per circa un centinaio di milioni di cui quasi la metà proprio in questi giorni, allo scopo di assicurare la saldatura con il prossimo esercizio finanziario con il minimo di sacrifici e di ridimensionamenti. Si è trattato di uno sforzo notevole.

Guardando al futuro, la situazione non appare certo facile: l'Italia deve affrontare un periodo di vera austerità. Ma se c'è volontà politica non è impossibile trovare, pur in questo quadro, le risorse per una politica di

sostegno all'emigrazione adeguata ai tempi.

Non mancheremo di investire responsabilmente il Parlamento di questo problema al fine di poter contare su un aumento minimo del 10 per cento sulle spese operative nel settore dell'emigrazione. Dovremo comunque valutare con maggiore attenzione le priorità, realizzare economie marginali ed, in ultima analisi, fare in modo che i nostri programmi possano ugualmente realizzarsi con un costo minore. Così operando, in coerenza con le esigenze di austerità nella gestione del bilancio, speriamo di rendere possibili integrazioni compensative per far fronte alle esigenze più serie che potranno essere documentate”.

C. d'I.: Recentemente Ella ha dichiarato che l'emigrante deve non solo essere assistito da una adeguata tutela per i disagi cui va incontro, ma va considerato un lavoratore con piena parità di diritti sia rispetto alla Comunità nazionale, sia in rapporto alla legislazione ed alle condizioni di vita vigenti nei Paesi in cui presta la sua opera”.

Attraverso quali nuove iniziative di ordine finanziario e politico intende avallare sul piano concreto l'impostazione da Lei prospettata?

Granelli: “La tutela dei nostri lavoratori all'estero si realizza non soltanto con una politica di spesa bensì con una vigile e costante presenza italiana finalizzata allo scrupoloso rispetto degli accordi multilaterali e delle intese bilaterali. A questa importante azione non deve mancare il concorso attivo delle organizzazioni operanti nelle nostre collettività.

Il Governo italiano ribadisce l'impegno politico di agire per il rispetto di tali accordi e di vigilare perchè il nostro lavoratore all'estero sia trattato con piena parità di diritti rispetto alla comunità nazionale del Paese ospitante.

Nell'area europea, disciplinata dalla normativa comunitaria, vi è già una sufficiente normativa giuridica ispirata al principio della parità di trattamento.

Si tratta di tradurre meglio queste innegabili conquiste nella realtà di tutti i giorni. A tal fine è auspicabile e doverosa la collaborazione responsabile e costruttiva di tutte le associazioni degli italiani all'estero, delle forze sindacali, dei patronati e degli stessi emigrati.

Sul piano europeo voglio ricordare la tenace azione perseguita dal nostro governo sia in preparazione del vertice di Parigi di un anno fa - vertice che ha riconosciuto ed ampliato il ruolo della politica sociale nel pro-

o/



gresso d'integrazione europea — sia nell'elaborazione del programma sociale che deve essere adottato dalla comunità. Si tratta di un programma di vasto respiro che incontra non poche difficoltà, che l'Italia intende contribuire a superare, ma che può operare un rilancio benefico di iniziative positive a favore della manodopera europea e quindi anche dei lavoratori migranti.

In questa prospettiva è significativa l'istituzione di un gruppo di lavoro ad hoc composto di alti funzionari delle amministrazioni nazionali, con l'incarico di affiancare la Commissione delle Comunità nell'elaborazione di specifiche iniziative a favore dei lavoratori migranti, da inserire nel programma sociale europeo.

Per la nostra presenza in Germania, ed in particolare il collocamento della nostra manodopera, ricordo infine che si è di recente intensificata la collaborazione tra funzionari delle competenti amministrazioni per migliorare sia i meccanismi di in-

contro delle domande e delle offerte di lavoro sia le procedure di reclutamento di gruppo ed i programmi di formazione professionale. A Roma, in giugno, si è avuta a questo proposito una proficua riunione di funzionari responsabili dei due Paesi per un accurato esame dei programmi in corso e di quelli nuovi da impostare".

C. d'I.: La mancanza di una programmazione nazionale dell'emigrazione è avvertita a tutti i livelli, sia per quanto riguarda i riflessi nel settore occupazionale nostrano sia per la vasta problematica che investe l'ignaro emigrante una volta raggiunto il paese di lavoro.

Quando e come intende avviare a soluzione l'importante problema?

Granelli: L'obiettivo della "programmazione nazionale dell'emigrazione", in stretto collegamento con un diverso e più equilibrato sviluppo dell'economia italiana, sarà il punto più caratterizzante della prossima Conferenza Nazionale dell'Emigrazione. Il Governo attuale, come ha detto lo stesso Presidente del Consiglio nelle sue dichiarazioni programmatiche al Parlamento, è fortemente impegnato ad una adeguata e sollecita realizzazione di tale conferenza.

Mi sono soffermato su questo tema rispondendo nei giorni scorsi ad alcune interrogazioni in Parlamento. La decisione di costituire, entro novembre, un comitato preparatorio in cui sono rappresentate tutte le forze interessate al successo della Conferenza, è la prova della volontà del governo di superare ogni tendenza al rinvio e di accingersi

concretamente alla adeguata realizzazione di una iniziativa così importante. Ho sottolineato, sempre in sede parlamentare, come nel quadro della Conferenza debba trovare posto preminente una vasta tematica interessante la nostra azione in campo europeo e internazionale, le strutture dell'economia italiana, le connessioni fra programmazione nazionale ed emigrazione, il necessario coordinamento tra l'azione statale e quella regionale specie nel campo dell'assistenza e della formazione professionale, nonché le linee direttive di una organica politica di rientri, dovranno rappresentare, non meno della

del

tutela del lavoro italiano all'estero, gli argomenti essenziali in merito ai quali la prevista Conferenza sarà chiamata ad esprimere un giudizio e a presentare proposte concrete.

Una organica politica dell'emigrazione — che è poi tutt'uno con una organica politica dell'impiego e di un armonico sviluppo della società italiana — non può in sostanza limitarsi ai problemi di tutela internazionale, ma deve chiaramente trovare suo fondamento nella generale politica economica del paese e deve ricercare l'apporto di tutte le forze sociali, politiche e sindacali interessate".

Ritaglio dal



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agenzia Ansa di Roma del 75-X-7

ansa 154/1 - su problemi lavoratori frontalieri

roma, 25 ott (ansa) - il sottosegretario di stato per gli affari esteri on. granelli, continuando i contatti con gli esponenti dei lavoratori italiani in svizzera con le associazioni e le forze sociali italiane interessate al settore, ha ricevuto alla farnesina i rappresentanti del comitato interprovinciale acli per i lavoratori frontalieri di como e varese e dell'unione italiana lavoratori frontalieri aderenti alla filef (federazione italiana lavoratori emigrati e famiglie).

"questi incontri - afferma un comunicato - hanno consentito alle forze sociali di esporre dettagliatamente i problemi che interessano la categoria dei frontalieri occupati in svizzera. si tratta di oltre 30 mila lavoratori impiegati prevalentemente nei cantoni del ticino e del vallese. i loro problemi sono di natura normativa, salariale, previdenziale e fiscale. particolare accento e' stato messo sui problemi della mobilita' professionale di tali lavoratori, della stabilita' dei loro rapporti di lavoro, della copertura assicurativa mediante le casse aziendali e della riduzione dell'eta' pensionabile in conformita' della legge italiana. anche il problema dello snellimento del traffico frontaliero ai valichi di confine e' stato evocato. l'on. granelli ha fornito indicazioni sull'azione svolta dal governo in merito ai problemi interessanti i frontalieri e sulle iniziative in corso per avviarli a soluzione".-

rc/1759



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Giorno

di *Milano*

del *25-X-73*

IL FUTURO DEL MEDIO ORIENTE

Granelli: pace sì ma non imposta

Nelle trattative, guidate, devono venire coinvolti tutti i Paesi interessati

ROMA, 24 ottobre

«Una tregua militare rispettata da tutti è indispensabile per avviare a soluzione il problema del Medio Oriente, ma la pace duratura non può essere la pace imposta dalle superpotenze». Così ha dichiarato all'Agenzia Italia il sottosegretario agli Esteri on. Luigi Granelli. «La trattativa deve però coinvolgere direttamente le parti interessate ed il contributo indiretto alla mediazione deve poter contare sull'iniziativa unitaria dell'Europa dei nove, che non può abbandonare alla sola influenza degli Stati Uniti e dell'Unione Sovietica la sistemazione pacifica di un'area decisiva per lo stesso avvenire europeo come quella mediterranea».

«E' questo — ha aggiunto Granelli — il significato dei ripetuti passi dell'Italia presso la CEE. I problemi vanno visti nel loro insieme perchè le soluzioni parziali sarebbero precarie. La necessità di ristabilire confini garantiti internazionalmente per Israele, di dare sicurezza agli Stati arabi sui propri territori e largo sostegno al loro sviluppo economico, la soluzione politica del problema palestinese, la riapertura del Canale di Suez e un accordo generale con i Paesi produttori di petrolio, coinvolgono in prima posizione gli interessi europei e sarebbe grave che il perdurare di egoismi nazionali o di interessi particolari determinasse, ancora una volta, l'assenza o una presenza marginale dell'Europa».



PROPOSTE SCOLASTICHE PER I BAMBINI ITALIANI IN SVIZZERA

Una scuola «giusta» per i figli degli emigrati

La Federazione delle Colonie Libere Italiane in Svizzera è la Società Unamita di Milano, in collaborazione con la sede elvetica dell'Unip Ceu, e la Cuneica Holitzer di Zurigo, hanno realizzato un'interessante dispensa illustrata dal titolo «Gli emigranti e la scuola». Si tratta di un nuovo strumento di informazione e formazione per tutti coloro che vogliono collaborare all'azione per rendere meno gravosa la condizione dei figli degli emigrati.

Tutte le organizzazioni e i partiti democratici che operano nell'emigrazione, a cominciare dal Pci, sono con cordi nell'individuare in quello della scuola uno dei problemi prioritari. Io è per le sue stesse dimensioni (basta pensare che i figli dei lavoratori stranieri nella Confederazione hanno rappresentato, lo scorso anno, il 40 per cento delle nascite) e per l'acutezza dei problemi che pone. Nella parte introduttiva, la dispensa mette a fuoco la dura realtà in cui il piccolo «straniero» si trova e fare la sua esperienza di

rompere gli studi.

Perché accade questo? Perché le strutture della scuola svizzera sono quelle di una scuola di classe, che discrimina e seleziona. Nelle «spezialklasse» (una sorta di ghetto dove finisce chi è sfavorito nelle condizioni di partenza), si trovano quasi esclusivamente figli di lavoratori, anche elvetici. In teoria la scuola si presenta «aperta a tutti», ma «mentre nel sistema scolastico complessivo il livello più alto è l'università, in pratica per gli emigrati il massimo livello raggiungibile è rappresentata dalle specializzazioni delle scuole tecniche».

Come individuare delle soluzioni concrete? La parte conclusiva della dispensa cerca di rispondere a questa domanda. Uno degli obiettivi che si pongono alcune tra le forze democratiche della emigrazione è la creazione di una rete ampia ed efficiente di scuole italiane in Svizzera, finanziate dal ministero degli Esteri. Si giudica perciò necessario aumentare e

allargare il più possibile, con la partecipazione delle associazioni di emigrati, tutte le attività di sostegno (in particolare i doposcuola e i corsi di lingua italiana).

La grande maggioranza degli emigrati italiani sottolinea però la dispensa — si trova di fronte la prospettiva di una lunga permanenza in Svizzera, ed è in questo Paese che deve affrontare e risolvere i suoi problemi. Compreso quello scolastico. Una politica che si proponga l'inserimento dei figli degli emigrati nella scuola svizzera, in una condizione che garantisca l'accesso a tutti i livelli di istruzione, appare perciò come «l'unica soluzione realistica».

Un obiettivo di questo tipo può essere perseguibile solo a condizione che vi sia una ferma volontà politica del governo italiano, chiarizzata di idee, una reale collaborazione delle autorità italiane con le associazioni democratiche degli emigrati e con i comitati dei genitori, evitando la dispersione dei fondi a favore di scuole pri-

vate. Bisogna ottenere che ai figli dei nostri lavoratori che entrano nella scuola elvetica sia consentito di approfondire la conoscenza della lingua e della cultura italiana. Bisogna ottenere corsi di inserimento per i bimbi appena giunti dall'Italia, e doposcuola che permettano ai figli dei lavoratori (anche elvetici, naturalmente) di rimuovere gli svantaggi iniziali che gli derivano dalla collocazione di classe. L'azione rivendicativa deve anche porsi, «a medio termine» l'obiettivo di una scuola media unica, a tempo pieno, gestita collettivamente da inserenti, genitori e studenti.

Per raggiungere questi traguardi è necessario sviluppare al massimo la capacità di iniziativa a tutti i livelli, creando la più vasta unità nella consapevolezza che il problema della scuola «inverte tutta la società svizzera e quindi non è risolvibile unicamente dai lavoratori immigrati, ma da questi assieme ai lavoratori svizzeri».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Operatore Romano di *L'Espresso* del *25-X-73*

Speranze di accordo con la Svizzera per i pendolari italiani

MILANO, 24.

« Le difficili condizioni di circa 3.000 frontalieri italiani che lavorano saltuariamente in Svizzera impongono una intensificazione dell'iniziativa del Governo per definire al più presto in sede bilaterale i molti problemi che sono in sospeso dopo l'ultima riunione della commissione ad hoc svoltasi a Lugano nel novembre dell'anno scorso »: lo ha detto il sottosegretario agli esteri, on. Granelli, prendendo la parola, questa mattina a Milano nel corso di una riunione indetta dalla Regione lombarda per esaminare l'andamento dei rapporti tra Italia e Svizzera in materia di emigrazione.

Granelli, proseguendo nel suo discorso, ha specificato ed illustrato quelle che sono le richieste italiane. L'Italia — ha egli detto — ha formulato proposte circa una diversa definizione del rapporto di lavoro, l'abolizione della « carta libera », la parità salariale, le agevolazioni fiscali e previdenziali, il miglioramento del transito ai valichi di confine, ed è pronta a riprendere le trattative sulla base delle sollecitate risposte della controparte e nell'ovvio rispetto di quanto convenuto nell'accordo sottoscritto a Roma il 22 giugno 1972 dalla commissione mista Italo-Svizzera ».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

itaglio dal Giornale

Avanti!

di

Roma

del

25-X-73

**Passo italiano
alla CEE
per i lavoratori
in Svizzera**

Il governo italiano ha recentemente trasmesso alla CEE una nota informativa in merito al trattamento riservato ai lavoratori stagionali italiani in Svizzera in contrasto con l'accordo bilaterale e con gli impegni comunitari. Su questo argomento sono state presentate oggi al Parlamento europeo, a Strasburgo, due interrogazioni che chiedono quali iniziative intenda adottare al riguardo la Commissione CEE. I presentatori delle interrogazioni sono i democristiani on. Girardini, Galli e Pisoni e il compagno Della Briotta.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

de *Il Popolo*

di *Roma*

del *15-X-73*

IL CAPO DELLO STATO IN OLANDA

Leone all'Aja: un assetto stabile nel Mediterraneo

Nei colloqui di ieri del Presidente della Repubblica e del ministro Moro con i dirigenti olandesi, esaminate le possibilità di una più incisiva azione dell'Europa in campo internazionale - I problemi bilaterali, i rapporti con gli USA e la conferenza per la sicurezza

DALL'INVIATO

Amsterdam, 24 ottobre

Gli sviluppi della situazione nel Medio Oriente e le possibilità reali di una più incisiva azione dell'Europa — a fianco delle grandi potenze — per agevolare e determinare un nuovo assetto dei rapporti nel Mediterraneo orientale, in modo da garantire una « pace giusta e durevole », sono stati gli argomenti centrali

dei colloqui che il Presidente della Repubblica e il

ministro Moro hanno avuto oggi all'Aja con il primo ministro danese Den Uyl e il ministro degli Esteri Van der Stoep. Il confronto delle rispettive posizioni, che coincidono in molti punti ha consentito di mettere in evidenza — insieme alla comune soddisfazione per il blocco del conflitto — anche un comune rammarico per la limitatezza dell'intervento europeo in una fase così drammatica della situazione, in un'area, come quella mediterranea, alla quale l'Europa nel suo insieme è direttamente e fortemente interessata.

Certo questa azione comunitaria — che si riassume per ora esclusivamente nel documento approvato dai Nove, su proposta italiana, a Copenaghen — è rimasta notevolmente al di sotto di quanto non desiderasse ad esempio il nostro paese, che aveva intensamente lavorato per una più efficace e solida iniziativa. In ogni caso è stato espres-

so da entrambe le parti il proposito di sviluppare e intensificare la consultazione politica; proprio nell'intento di individuare lo spazio di intervento della Cee, i cui interessi primari nella regione mediorientale sono a tutti evidenti: come sono evidenti, al tempo stesso, i legami economici e commerciali con l'Europa di insostituibile portata per tutti i paesi direttamente o indirettamente coinvolti nel conflitto. In questo senso la pace nel Medio Oriente diventa quindi un banco di prova non soltanto per la distensione, che ha dimostrato in questa circostanza di costituire un elemento senza dubbio positivo e attivo; ma diventa soprattutto un banco di prova per la capacità dell'Europa di assumere un ruolo dinamico nel quadro delle sue responsabilità internazionali. Deriva in particolare da ciò l'esigenza, sottolineata da entrambi gli interlocutori, di accelerare i tempi dell'unità

politica attraverso il rafforzamento delle sue istituzioni. La conferma di un comune impegno per la creazione di un parlamento eletto a suffragio universale diretto, testimonia della identità di obiettivi europeistici ai quali si ispirano i due governi. Fare l'Europa deve dunque significare innanzitutto prendere coscienza delle responsabilità comuni sul piano interno ed esterno; significa predisporre senza ritardi i meccanismi di una più intensa collaborazione economico-sociale previsti dagli accordi del « vertice » di Parigi del 1972; significa, infine, mettersi in grado di costituire e difendere efficacemente una identità europea, che rischia altrimenti di essere definitivamente sottratta dagli interessi e dalle strategie delle grandi potenze.

In questo quadro rientra anche il discorso su una comune politica dell'energia, che ha evidentemente il suo punto più delicato e per molti aspetti determinante, nelle fonti di approvvigionamento mediorientale e quindi nella necessità di dar vita autonomamente a forme particolari di rapporto economico e politico con tutti i Paesi di quella regione. Il richiamo alla ri-

soluzione 242 dell'Onu — inapplicata per sei anni e mezzo — non rappresenta in questo senso un espediente, ma il richiamo ad un punto di riferimento che rimane comunque inevitabile nella ricerca di un nuovo equilibrio che per essere duraturo deve basarsi anche su forme permanenti e internazionalmente garantite di collaborazione fra tutti i paesi oggi in lotta. L'Europa — è stato detto durante l'incontro dell'Aja — deve essere presente in questa ricerca, dai cui risultati dipende non soltanto la coesistenza fra arabi e israeliani in una delle regioni più irrequiete e cruciali del mondo; ma anche la possibilità di una autentica distensione continentale, che è una delle premesse fondamentali; anche per la costruzione della Comunità politica.

Questi concetti sono stati ripresi durante il secondo scambio di brindisi fra il presidente Leone e il primo ministro olandese al termine di una colazione in onore degli ospiti italiani. So-

no state messe in evidenza le consonanze verificatesi spesso in passato nella politica comunitaria dei due paesi, che si sono trovati concordi nella lunga battaglia per l'allargamento del MEC e oggi per l'unione politica in un quadro di progresso garantito da salde istituzioni democratiche comuni. Il capo dello Stato ha insistito anche sulla politica regionale, come strumento per una più equa distribuzione della ricchezza comunitaria, con l'obiettivo di riassorbire gradatamente le aree economicamente depresse, che rappresentano un peso ed un freno per l'intera Comunità.

Nel tardo pomeriggio vi è stato un ulteriore incontro fra i due ministri degli Esteri, dedicato in particolare a problemi bilaterali e all'esame delle relazioni con gli Stati Uniti, sulla base del documento approvato a Copenaghen dai partner europei dell'Alleanza atlantica, nonché alle prospettive della Conferenza per la sicurezza e la cooperazione in corso a Ginevra.

Nel tardo pomeriggio il presidente della Repubblica a fatto visita alla sede dell'Alta Corte di Giustizia internazionale, accolto con manifestazioni di viva stima e simpatia. In un breve discorso di risposta al benvenuto del presidente dell'Alta Corte, Leone ha sottolineato l'importanza del diritto internazionale come elemento di stimolo verso una giustizia internazionale che è premessa per una stabile pace. In serata, il capo dello Stato si è infine incontrato con una folta rappresentanza della collettività italiana in Olanda. Domani il programma prevede una visita alla città di Rotterdam e al delta olandese.

Marcello GILMOZZI



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I, II e III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di *Roma*

del 25-X-72

Medio Oriente e unità europea al centro dei colloqui di Leone

*Soddisfazione per l'accordo di tregua raggiunto nella guerra arabo-israeliana
Occorre che l'Europa predisponga i meccanismi di collaborazione già previsti*

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE
Amsterdam, 24 ottobre

Se ieri avevano prevalso le uniformi, quasi tutte da ritagliare ed inserire in un album di colorate immagini del passato, il tono della giornata di oggi è stato dato dalle tenute, su toni neri e grigi, dei diplomatici e degli uomini politici. Il Presidente Leone ha avuto modo di proseguire, nel corso di un impegnativo colloquio, la sua opera di « missionario per l'Europa », come l'ha immaginosamente definita un nostro collega. A sede dell'incontro di Leone e di Moro con il primo ministro Den Uyl e con il ministro degli Esteri Van der Stoep è stato scelto uno splendido palazzo reale nei pressi dell'Aja, lo « Het Huis ten Bosch », vale a dire la « Residenza nel bosco ». Una dimora nata da un atto d'amore non frequente tra coniugi, visto che fu costruita, a metà del Seicento, dal principe Frederik Hendrik per farne dono all'amatissima moglie Amalia Von Soms (che, rimasta vedova, ripagò il gesto, cosa anche questa inconsueta, facendone

un mausoleo dedicato alla memoria del suo sposo).

Il colloquio tra i protagonisti principali e le due delegazioni è stato piuttosto lungo e, nel riverbero vivo della tragedia che ha colpito il Medio Oriente — e di riflesso tutto il mondo — ha avuto come tema principale, anche se non unico, il conflitto tra Israele ed i Paesi arabi. Da parte italiana, attenendoci a quanto hanno poi riferito i portavoce ufficiali, si è espressa la soddisfazione che « l'operante distensione » abbia consentito di bloccare l'insensato spargimento di sangue. Si tratta, è stato osservato, di una tregua, non della pace; e la pace appunto sarà il banco di prova della distensione tra le massime potenze, ma costituirà anche un impegno per l'Europa. A giudizio delle parti è indispensabile giungere all'applicazione della risoluzione dell'ONU numero 242, che pure comporta negoziati tra le parti; ed è un'« attività negoziale » alla quale va assicurata una presenza europea che in questa drammatica occasione è apparsa purtroppo più che limitata, nonostante l'impegno di molti Paesi del vecchio continente.

E' ora necessario garantire le due parti: l'Olanda in particolare ha sottolineato l'esigenza di dare ampia sicurezza ad Israele (è il caso di ricordare, a questo proposito, che i Paesi arabi hanno accusato l'Olanda di aver appoggiato scopertamente Israele, e che alcuni di essi hanno anche deciso di « tagliarle » le forniture di petrolio ad essa dirette).

E' stato appunto per il peso scarso o meglio nullo dell'Europa in una crisi che la riguardava così da vicino, sino quasi a sfiorarla, che le due parti hanno convenuto che occorre accelerare i tempi di un'unità europea « istituzionalmente più incisiva », per citare testualmente i termini ai quali si è voluto fare ricorso. Occorre quindi che l'Europa predisponga i meccanismi di collaborazione economico-sociale sanciti dagli accordi di Parigi dell'ottobre 1972. Sempre in questo quadro, soprattutto da parte italiana, ed in particolare del ministro Moro, è stata sottolineata l'urgenza d'impostare una politica europea delle fonti energetiche, proprio perché il continente non si trovi totalmente scoperto ed indifeso nel caso di nuove complicazioni internazionali. Un accenno, sia pure veloce, è stato poi fatto alla cosiddetta « identità europea » fattivamente raggiunta nel corso dei recenti colloqui tra i nove a Copenaghen.

L'incontro con il primo ministro non è stato che il primo tempo di una giornata eccezionalmente folta di impegni. Dopo una colazione offerta agli ospiti italiani nell'austera sala dei Cavalieri, dove ogni anno la Regina dichiara aperta la sessione degli Stati generali, Leone si è recato al palazzo della Pace, accolto dal presidente della Corte internazionale di giustizia, Manfred Lachs; per poi fare tappa all'Haagse Club, dove una delegazione di professori dell'Università di Utrecht gli ha offerto una pubblicazione sulle origini della lingua italiana.

Come sede del rituale incontro del Presidente con la collettività italiana (forte di circa 30 mila componenti) era stata designata un'ampia sala del Congresgebouw, il gran-

scelta obbligata, considerato che gli ospiti superavano di molto i settecento. Si tratta — come s'è detto altra volta — di una comunità in massima parte felicemente integrata nel Paese che l'ospita.

L'itinerario della signora Leone è stato, per buona parte della giornata, diverso. Nella prima mattina ha visitato, accompagnata dalla principessa Beatrice, la scuola Montessori Waalsdorp: una scelta meditata, dal momento che in Olanda il metodo Montessori, così poco seguito in Italia, trova sempre più larga diffusione. Nel pomeriggio, la signora ha invece visitato il Maurithuis, un museo di piccole dimensioni, ma glorioso di ospitare alcuni dei più alti raggiungimenti dell'arte: basterà citare, per tutti, la sublime *Lezione di anatomia* di Rembrandt. La signora Leone aveva espresso il desiderio di poter ammirare un quadro di Vermeer che è tra i più affascinanti che quest'artista, che più di ogni altro è riuscito ad esprimere lo « spirito dell'Olanda », abbia mai dipinto: parliamo della *Ragazza con la perla*. Ed è sta-

ta una maniera gentile di rendere omaggio ad un Paese che costantemente ha nutrito, nei tempi, tanto appassionato amore per la bellezza.

LIVIO COLASANTI



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Avanti!

di *Roma*

del *25-X-73*

I colloqui italo-olandesi all'Aja

La "presenza" dell'Europa nella crisi mediorientale

Concordanza tra il presidente Leone e il ministro Moro e i governanti olandesi sulla necessità di rafforzare il ruolo dell'Europa - Il problema della politica regionale della CEE

(Dal nostro inviato)

L'AJA, 24. — La crisi del Medio Oriente è stata la protagonista assoluta dei colloqui che all'Aja il presidente Leone e il ministro degli Esteri on. Moro hanno avuto col primo ministro olandese, Den Uyl e il suo ministro degli Esteri, Van Der Stoel. Non si tratta soltanto del tempo che le è stato dedicato — il 90 per cento delle conversazioni, ha precisato il portavoce del Quirinale — ma anche della consapevolezza che è necessaria una partecipazione dell'Europa, per lo stabilimento della pace in quella tormentata regione, ben più marcata di quanto non sia avvenuto precedentemente, così come in Italia e nel resto dell'Europa i socialisti hanno ripetutamente sottolineato.

Di questa consapevolezza, che ci auguriamo abbia un seguito, fanno fede in tali colloqui tanto il concorde riconoscimento — italiano e olandese — che «la pace nel Medio Oriente è un banco di prova per le grandi potenze e anche per l'Europa», quanto la comune affermazione che l'applicazione della risoluzione n. 242 del Consiglio di Sicurezza dell'ONU del 22 novembre 1967 (la sempiterna e inattuata piattaforma di pace per il Medio Oriente) richiede «un negoziato con la presenza europea». Italiani e olandesi hanno d'altro canto ammesso che di fronte all'esplosione e agli sviluppi della guerra arabo-israeliana l'azione moderatrice dell'Europa è stata finora più limitata «di quanto

non avrebbero desiderato» e di quanto hanno cercato di proporre e di fare.

In complesso si può dire che sul Medio Oriente l'Italia e l'Olanda hanno armonizzato i rispettivi punti di vista — finora il nostro Paese ha mantenuto una posizione di equidistanza fra i belligeranti, mentre l'Olanda è parsa più sensibile alle esigenze israeliane — trasferendo ciò che era un'attività politica e diplomatica autonoma di ciascun governo, sul piano più specificamente europeo. Nel corso dei colloqui l'Olanda ha sottolineato in particolare l'esigenza che la risoluzione 242 dell'ONU venga attuata anche nella parte riguardante le «garanzie» (territoriali e di sicurezza) delle due parti, quella araba e quella israeliana, col che, di fatto, il governo dell'Aja si è reso interprete di una richiesta d'Israele. Non risulta invece — e il portavoce del Quirinale non ha fornito precisazioni in merito, nonostante una nostra precisa domanda — che l'Italia abbia rimesso sul tappeto l'altra condizione inerente alla stessa risoluzione, e cioè quella di una sua attuazione «in tutte le sue parti», che mette in evidenza il problema del ritiro israeliano dai territori arabi occupati.

Si può dire che questi colloqui sono serviti a stabilire un collegamento fra l'Italia e i Paesi bassi per definire un atteggiamento sufficientemente unitario nei confronti della crisi medio-orientale e ciò costituisce un passo — uno solo, ancora — verso la delineazio-

ne di una politica europea realmente comunitaria su un problema che coinvolge il continente da capo a piedi, sia sul piano politico (la pace nel Mediterraneo) sia su quello economico (soprattutto il dilemma delle fonti di energia, ovvero il petrolio).

Il resto delle conversazioni è stato dedicato all'esame dei problemi comunitari europei, e su questo tema il presidente Leone ha sottolineato l'esigenza che gli impegni assunti al «vertice» dei Nove (avvenuto a Parigi circa un anno fa) vengano onorati puntualmente. E' chiaro che il capo dello Stato si è riferito soprattutto — spalleggiato da Moro — alla politica regionale, dal cui fondo finanziario l'Italia attende un sostegno per il rilancio del Mezzogiorno.

Sulla politica regionale Leone è ritornato nel corso del brindisi pronunciato nel corso della colazione offerta dal governo olandese, quando ha insistito sulla necessità di compiere tutte le tappe previste dal «vertice» di Parigi. Nella politica regionale europea — ha ricordato a questo punto il capo dello Stato — l'Italia non vede affatto una «politica assistenziale» da parte dei Paesi ricchi verso quelli oggi in difficoltà, bensì una «scelta qualificante», poiché tende a una equa distribuzione della ricchezza fra i popoli del vecchio continente.

Dal canto suo il premier Den Uyl ha insistito soprattutto su un tema giustamente sviluppato da anni dagli olandesi: quello della realizzazione di un Parlamento europeo effettivamente dotato di poteri.

I colloqui politici sono proseguiti nel pomeriggio. Protagonisti i ministri degli Esteri, sviluppandosi questa volta sui problemi bilaterali. In serata Leone ha avuto sempre all'Aja un incontro con la collettività italiana nei paesi bassi. La nostra emigrazione in questo paese è a livelli modesti — i connazionali che vivono qui sono circa 30.000 — ma i problemi di inserimento sono in diversi casi difficili, anche a causa di fattori ambientali, come la lingua, ma non soltanto di questi. Su questo problema avremo modo di ritornare.

La giornata era iniziata col trasferimento della comitiva italiana da Amsterdam all'Aja. La fase politica della visita di Leone in Olanda è stata oggi preceduta da una sola parentesi, però splendida: la visita al palazzo Het Huis Ten Bosch, sicuramente uno degli esempi più perfetti di quanto la cultura e l'arte olandese abbiano saputo dare all'Europa e al mondo.

ALBERTO NINOTTI



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Popolo* di *Roma* del *25-X-73*

Granelli: per la pace iniziativa dell'Europa

« Una tregua militare rispettata da tutti è indispensabile per avviare a soluzione il problema del Medio Oriente, ma la pace duratura non può essere la pace imposta dalle superpotenze ». Lo ha affermato in una dichiarazione il sottosegretario agli Esteri on. Luigi Granelli. « La trattativa deve però coinvolgere direttamente le parti interessate ed il contributo indiretto alla mediazione deve poter contare sull'iniziativa unitaria dell'Europa dei nove, che non può abbandonare alla sola influenza degli Stati Uniti e dell'Unione Sovietica la sistemazione pacifica di un'area decisiva per lo stesso avvenire europeo come quella mediterranea.

« E' questo — ha aggiunto Granelli — il significato dei ripetuti passi dell'Italia presso la CEE. I problemi vanno visti nel loro insieme perché le soluzioni parziali sarebbero precarie. La necessità di ristabilire confini garantiti internazionalmente per Israele, di dare sicurezza agli stati arabi sui propri territori e largo sostegno al loro sviluppo economico, la soluzione politica del problema palestinese, la riapertura del canale di Suez e un accordo generale con i paesi produttori di petrolio, coinvolgono in prima posizione gli interessi europei e sarebbe grave che il perdurare di egoismi nazionali o di interessi particolari determinasse, ancora una volta, l'assenza o una presenza marginale dell'Europa ».

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Mattino

di *Napoli*

del 25-X-73

Leone a L'Aja: accelerare il cammino dell'Europa unita»

Nei colloqui con il premier Den Uyl è stata sottolineata anche l'opportunità di una presenza europea nelle discussioni sul Medio Oriente
Incontro fra l'on. Moro ed il ministro degli Esteri Van Der Stoel

Dal nostro inviato

L'AJA, 24 ottobre

«Per l'Olanda l'Italia è un importante amico politico»: questo è il titolo su quattro colonne che il quotidiano cattolico De Tijd pubblica nella sua edizione di stamane. Riferendosi ai colloqui che il presidente Leone e il ministro Moro avrebbero avuto oggi col Primo ministro olandese Den Uyl e col ministro degli Esteri M. Van Der Stoel, il giornale

hanno partecipato, per parte italiana il Presidente Leone e l'on. Moro. Per parte olandese, il Primo ministro e il ministro olandese degli Esteri, con le rispettive delegazioni.

Il colloquio è durato più di un'ora e in esso è stata espressa la soddisfazione che la operante distensione abbia consentito di bloccare il conflitto nel Medio Oriente. Ma fare la tregua non significa fare la pace. Fare la pace è un banco di prova per le due parti e anche per l'Europa.

In riferimento alla risoluzione delle Nazioni Unite è stato affermato che la risoluzione deve essere applicata, ma senza

perdere di vista il problema dei negoziati. Occorre, cioè, un'attività di negoziazioni, nella quale bisogna assicurare la presenza europea che finora è apparsa più limitata di quanto gli italiani avrebbero desiderato. Siamo in una fase difficile e per applicare la risoluzione delle Nazioni Unite occorre garantire le due parti e, anche, la sicurezza di Israele, alla quale si è richiamata l'Olanda.

Nel corso del colloquio è sta-

Vittorio Ricciuti

ta condivisa la esigenza di accelerare i tempi di una unità europea istituzionalmente più incisiva. Occorre fare l'Europa e fare l'Europa significa predisporre tutti i meccanismi di collaborazione economico-sociale sanciti negli accordi di Parigi.

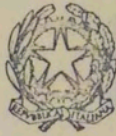
In questo quadro da parte del Presidente e del Ministro italiani è stata affermata la necessità che l'Europa imponga anche una politica della energia in modo da far fronte alle difficoltà e alle complicazioni di carattere internazionale che potessero sorgere.

lineato che la sua visita nel Benelux ha un particolare valore per noi perché il Benelux ha realizzato una sorta di piccola Comunità europea che rispecchia quella che dovrà essere la grande Comunità Europea. Passando a parlare del Parlamento europeo, sul quale l'Olanda ha delle chiare opinioni in più riprese espresse, il Presidente italiano ha detto pur rendendosi conto delle difficoltà e diversità esistenti, che bisognerà accelerare le tappe per ottenere la rappresentatività di tutti i partiti al Parlamento di Strasburgo.

Il Presidente italiano ha, poi, ribadito la esigenza dell'attuazione del vertice di Parigi dell'anno scorso: le tappe che furono stabilite debbono essere rispettate. In ultimo, Leone, associandosi ai criteri esposti dal Primo ministro olandese, ha detto che la politica regionale non è una politica di mera assistenza, ma una scelta politica che tende a una distribuzione equa di ricchezza perché in Europa siano eliminate le sacche depressionali. Nel tardo pomeriggio c'è stato tra i due ministri degli Esteri un incontro.

Infine, al Palazzo della Pace, uno dei più bei monumenti de L'Aja, Leone si è incontrato col presidente della Fondazione Carnegie e col presidente della Corte Internazionale di Giustizia. La densa giornata si è conclusa al «Congresgebouw», ove c'è stato un incontro che è sempre fonte di commozione, l'incontro con la comunità italiana dei Paesi Bassi. Leone è stato letteralmente circondato, ha dovuto stringere centinaia di mani, forse era lui stesso commosso. Agli italiani Leone ha parlato con molta semplicità, dicendo delle cose che debbono essere sicuramente giunte al cuore di questa gente che abita e lavora da anni lontano dalla Patria. «I vostri problemi — egli ha detto — che in questo mio diretto contatto ho potuto meglio approfondire, rappresentano per me un impegno a sollecitare la risoluzione dagli organi competenti. Molti di voi si sono integrati nel Paese dove lavorano, molti, invece, vorrebbero tornare, ma pensano che l'Italia sia "ingrata". A costoro voglio dire che l'Italia lavora per il suo avvenire e sta approntando i mezzi per una ripresa che è già in atto e che dovrebbe consentirle di riprendere in pieno il suo cammino. L'Italia di oggi non è quella di ieri e non è pronta a... vorrete».

Rispondendo al Primo Ministro olandese Leone ha sotto-



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di *Roma*

del *25-X-33*

SINGOLA.
PROFUGHI E RIMPATRIATI — La stessa Commissione Interni della Camera ha poi approvato, ma non definitivamente, la proroga delle provvidenze assistenziali in favore dei profughi di guerra e dei rimpatriati ad essi assimilate. Pur essendo già stato approvato dal Senato, il provvedimento di legge dovrà ritornare, per la definitiva approvazione, all'esame di Palazzo Madama, avendo la Commissione Interni della Camera introdotto ieri alcuni emendamenti migliorativi.
MEZZOGIORNO



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ABC

di *Milano*

del 25-10-73

All'attacco i latin-lover della « pummarola 'n coppa »

Per una pizza in salsa svedese

C'è un po' di livore per gli italiani che si sono improvvisati imprenditori, ma anche un pizzico d'invidia per il loro crescente successo.

STOCCOLMA, ottobre
«Questa è la pizza in salsa svedese — dice Nunzio, 23 anni, napoletano, emigrato in Svezia da tre anni — abbiamo portato in questo paese quel pizzico di fantasia che mancava». Le pizzerie hanno invaso Stoccolma. Locali raffinati, con pizzaioli, camerieri e musica italiani sono sorti come funghi nella capitale svedese. Sul fenomeno è stata perfino discussa una tesi di laurea da una giovane studentessa di Uppsala che ha condotto un'approfondita indagine durata quasi un anno. Ne è uscito un quadro un po' allegro, un po' inquietante e un po' confuso di questa nuova moda che è esplosa in Svezia.

Le pizzerie hanno sostituito nella piatta realtà scandinava il prezzo di una vacanza affrettata sulla riviera Adriatica o al sole di Capri. Sono frequentate da giovani svedesine allettate dall'idea di visitare un ambiente che ha il sapore dell'origano e l'odore del pomodoro, sollecitate al pen-

siero delle affabili avances dei camerieri che, spesso, preludono a una non deludente conclusione sessuale.

Queste pizzerie hanno una conduzione spesso « oscura ». Nel senso che alcuni dei gestori non sempre adempiono agli obblighi sociali e sindacali previsti dalla legislazione svedese. E in un paese come la Svezia, queste sono gravi mancanze, e costituiscono un'offesa al sistema sociale di cui vanno fieri.

Nelle pizzerie italiane di Stoccolma balza subito agli occhi l'uomo che sulla porta, con aspetto truce, cravatta sfarfallata, capelli alla fratelli Bandiera e sigaro perennemente acceso, sta pronto e sornione come un cane da guardia. È il mastino di fiducia del padrone, quello che deve buttare fuori le bande di « raggare », i teppisti capaci di distruggere un locale e gli ubriachi.

Il disgusto provocato da questi ceffi da galera è tuttavia largamente compensato dalla raffinatezza e dalla squisitezza dei piatti del menù. Una pizza « quattro stagioni » calda, enorme, succulenta, manda in visibilio le varie Cunilla, Ulla e Birgitta che affollano questi locali bevendo generosamente il vino mediterraneo. Gli svedesi sono attirati nelle pizzerie italiane un po' per l'allegria dell'arredamento in contrasto con il grigiore dei ristoranti scandinavi, un po' per le specialità, un po' per il trattamento cordiale dei camerieri, molto diverso da

quello scostante, e alle volte arrogante dei loro colleghi indigeni, e infine anche per il costo moderato di una serata, contenuto entro le duemila lire a testa.

Nella maggior parte dei ristoranti svedesi è ancora di rigore la giacca e la cravatta. Nelle pizzerie italiane, invece, non si paga neppure il coperto. Da questa concorrenza di fatto nascono le accuse di molti contro i gestori di pizzerie italiane. Il re di questi locali è Peppino Sperandio, un tranquillo emigrato di Follonica, che è giunto in Svezia facendo il cameriere per la SAS, ed oggi controlla un giro d'affari intorno ai tre miliardi di lire.